

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'INDEMNITÉ DUE PAR LE PATRON
A L'OUVRIER

D'après la loi du 9 Avril 1898

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue

le Jeudi 6 Juin 1901 à une heure

PAR

Jean Dubois de BELAIR

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. ESTOUBLON.

Suffragants : } MM. ALGLAVE } Professeurs.
 } SOUCHON }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*

DE
L'INDEMNITÉ DUE PAR LE PATRON
A L'OUVRIER

D'après la Loi du 9 Avril 1898

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Jeudi 6 Juin 1901 à une heure



PAR

Jean Dubois de BELAIR

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. ESTOUBLON.

*Suffragants : { MM. ALGLAVE } Professeurs.
 SOUCHON }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1901

BIBLIOGRAPHIE

- A. Sachet.** — Traité de législation sur les accidents du travail.
- Serre.** — Les accidents du travail. Commentaire de la loi du 9 avril 1898. Paris 1899.
- Bellom.** — De la responsabilité en matière d'accidents du travail. Commentaire de la loi du 9 avril 1898. Paris 1899.
- Ricou.** — Loi relative aux accidents dont les ouvriers sont victimes dans le travail (mémoire). Marseille, mars 1898.
- Drouineau.** — Nouvelle loi concernant les responsabilités dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Paris 1898.
- Fournier.** — Traité pratique des accidents. Paris 1898.
- G. Lecouturier.** — Traité théorique et pratique des accidents du travail. Paris 1899.
- Vassart et Nouvion-Jacquet.** — La loi du 9 avril 1898 sur les accidents. Paris 1899. 3 vol.
- Tarbouriech.** — La responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (jurisprudence et doctrine) travaux parlementaires jusqu'à la date du 24 mars 1896. Paris 1896.
- Lorrain (G.).** — De la responsabilité du chef d'entreprise d'après la loi du 9 avril 1898. Nancy 1900. (thèse).
- Laugé.** — Du contrat de louage d'ouvrage et d'industrie. Appendice sur la loi de 1898. Argenteuil 1900.
- Jacqmin et d'Estaintot.** — Droits des patrons et ouvriers. Paris 1899.
- P. Pic.** — Etude critique sur les accidents du travail. Revue d'économie politique. 1898. t. 12.
- Cabouat.** — Commentaire de la loi du 9 avril 1898. Lois nouvelles 1899.
- Allart et Rondenay.** — Commentaire de la loi du 9 avril 1898. Paris 1900.
- P. Goulet.** — La loi concernant les responsabilités dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.
- P. Guillot.** — Commentaire de la loi du 9 avril 1898.
- Loubat.** — Traité sur le risque professionnel. Paris 1899.
- Julien Goujon et Gustave Marais.** — Code-Manuel des accidents du travail. Elbœuf 1900.
- Henry Ferette et Charles Florentin.** — Commentaire de la loi sur les accidents du travail. Paris 1900.
- Cardot.** — De la réparation des accidents du travail d'après le Code Civil et d'après la loi du 9 avril 1898. Discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la Cour d'Appel de Nancy. 17 oct. 1898.
-

Journal des assurances.

Congrès international des accidents du travail. Bulletin du comité permanent. 1898-1899-1900.

Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale.

Bulletin de l'office du travail.

Bulletin de l'inspection du travail.

Jurisprudence publiée par le ministère du commerce. 3 vol. 1900.

Revue du travail publiée par l'office du travail de Belgique. Bruxelles.

DE L'INDEMNITÉ DUE PAR LE PATRON A L'OUVRIER

D'APRÈS LA LOI DU 9 AVRIL 1898

INTRODUCTION

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LA LOI DE 1898 ET LE RÉGIME ANTÉRIEUR

La loi du 9 avril 1898 était réclamée depuis longtemps déjà par les ouvriers et les patrons. Les uns se plaignaient des difficultés de la preuve d'une faute, réclamée par l'art. 1382 du C. Civil, qui rendait presque illusoire le droit à une indemnité. Ils ajoutaient que la fréquence des accidents, dont la cause était inconnue ou fortuite, mettait à leur charge la plupart des accidents du travail et non les moins graves (1). Les autres, devant

(1) Statistique citée par M. Tolain dans son rapport au Sénat. 68 % dus au cas fortuit, 20 % à la faute de l'ouvrier, 20 % à la faute du patron, donc aucune réparation n'était due dans 88 cas sur 100.

Statistique de M. Ricard dans son rapport à la Chambre. 25 % dus à la faute du patron ou d'un tiers, 25 % à celle de l'ouvrier, 50 % au cas fortuit et à la force majeure.

les tendances d'une jurisprudence récente qui accordait de plus en plus facilement des indemnités à l'ouvrier et en élevait le taux suivant les circonstances, désiraient connaître les limites de leur responsabilité, laissée jusqu'alors, d'une façon presque absolue, à l'appréciation arbitraire du juge.

Tout le monde semblait donc d'accord pour écarter de la question des accidents du travail l'application du droit commun et toutefois le régime incriminé avait un mérite : celui d'être simple. A défaut de clause spéciale dans le contrat de louage, l'ouvrier victime d'un accident ne pouvait baser sa demande d'indemnité que sur les art. 1382 et suiv. du C. Civ. L'art. 1147 lui permettait d'obtenir réparation du dommage causé, lorsque le patron s'était engagé à prendre des précautions déterminées en vue d'accidents et qu'il avait manqué à cet engagement. Le montant de l'indemnité variait avec l'importance du préjudice et non avec la gravité de la faute commise par l'entrepreneur. La faute, même légère, engageait sa responsabilité entière et le forçait en droit à une réparation intégrale envers l'ouvrier. Le conjoint de la victime, ses enfants, ses vieux parents, même ses petits-enfants et ses neveux pouvaient recevoir une indemnité, s'ils démontraient pour eux l'existence d'un préjudice.

Il semble dès lors que le C. Civ. accorde aux ouvriers une protection suffisante ; mais en fait il n'en est rien, à cause du fardeau de la preuve. Sans doute, si l'indemnité est réclamée en vertu de l'art. 1147, c'est au patron à justifier

que l'accident a été produit par une cause étrangère et qui ne peut lui être imputée. Mais ce cas est l'exception car bien rares sont les contrats de travail dans lesquels l'ouvrier stipule des précautions déterminées pour le préserver de certains accidents. Le cas normal, c'est l'indemnité réclamée en vertu de l'art. 1382 et là l'ouvrier se trouve dans une situation difficile. Il est demandeur au procès et base son action sur un fait qu'il doit prouver, car la faute, élément essentiel qui engage la responsabilité patronale, ne se présume pas. Cette preuve de faute, de négligence ou d'imprudence qui constitue le quasi délit du patron peut se faire même par la preuve testimoniale ; sans doute, mais comment l'ouvrier blessé, couché sur un lit d'hôpital et resté sans ressources, réunira-t-il les témoins nécessaires à l'enquête, qui a lieu en moyenne près de dix-huit mois après l'accident ? Devant cette quasi impossibilité à fournir des preuves et à démêler les véritables causes de l'accident, il s'abandonne à son inertie ou accepte des transactions injustes.

L'art. 1382 n'était donc applicable qu'à un nombre restreint d'accidents et les procès engagés n'aboutissaient que rarement, après bien des difficultés et bien des longueurs. Aussi une réaction devait-elle fatalement se produire dans la jurisprudence. La Cour de Cassation et les Tribunaux français ont, il est vrai, toujours rejeté le principe de la responsabilité contractuelle, mais tout en maintenant la faute à la base de la responsabilité patro-

nale, ils en ont singulièrement étendu les conséquences. Plusieurs arrêts obligent le patron à veiller à la sécurité des ouvriers, à fournir un outillage établi dans des conditions de sécurité absolue au point de vue de son fonctionnement, à écarter, non seulement les causes habituelles d'accidents ; mais aussi celles qui sont simplement possibles, et même à prendre les précautions nécessaires pour garantir les ouvriers de leur propre imprudence. Malgré ces tendances nouvelles de la jurisprudence, la législation du C. Civ., même aggravée par les lois et les règlements concernant l'hygiène, la sécurité et le travail des ouvriers dans les établissements industriels (1) semblait insuffisante à tous, surtout pour les accidents dus à un cas fortuit. Personne dans ce cas n'était responsable puisqu'il n'y avait pas de faute commise. L'ouvrier victime n'avait aucun recours et c'était lui qui, en définitive, supportait la conséquence de ces accidents, c'est-à-dire de 50% au minimum de ceux qui se produisent. Il y avait donc nécessité de modifier la législation en vigueur.

L'œuvre entreprise fut particulièrement laborieuse. Le premier projet a été déposé en 1880 et ce n'est que dix-huit ans après, le 9 avril 1898 que la loi fut promulguée. De nombreuses théories ont été proposées pour remplacer le droit commun. Nous ne nous attarderons point à les exposer ; nous constaterons seulement les efforts tendant à faire aboutir la théorie de la responsabilité contrac-

(1) Loi du 2 nov. 1892 sur le Travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

Loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

tuelle, admise déjà par la jurisprudence belge. Ce système laisse de côté l'art. 1382 et aboutit au renversement de la preuve en combinant l'art. 1315 avec le contrat de louage d'ouvrage. Le législateur de 1898 a rejeté ce système. Il semblait inexact de considérer l'ouvrier, comme un animal ou un objet inanimé que le locataire doit rendre dans l'état où il l'a reçu. D'ailleurs, juridiquement, n'est-ce pas le travail de l'ouvrier qui fait l'objet du contrat de louage, plutôt que l'ouvrier lui-même ? Enfin ce système parut insuffisant ; il mettait à la charge du patron les accidents dus à une cause inconnue, mais il laissait supporter à l'ouvrier, outre les accidents provenant de sa propre faute, tous les cas fortuits et de force majeure. Il fallait une modification plus considérable. On abandonna complètement la théorie de la faute délictuelle et l'art. 1382, on rejeta la théorie de la faute contractuelle et on fit, aux accidents du travail application d'un principe nouveau, que l'on a coutume d'appeler le risque professionnel.

Nous trouvons déjà le germe de cette conception dans l'ordonnance de la marine de 1681 qui accorde une indemnité au matelot blessé au service du navire ; dans le code de commerce, aux arts. 262 et suivants où ces dispositions de l'ordonnance sont reproduites ; enfin dans l'arrêté du 15 Déc. 1848 sur les travaux publics qui donne à l'ouvrier blessé des soins gratuits et une indemnité égale à la moitié du salaire. Etendons cette idée à l'industrie. En augmentant considérablement sa production,

en utilisant un machinisme souvent compliqué, elle expose l'ouvrier à des accidents inévitables, indépendants de toute faute du patron ou de l'ouvrier. Qui donc devra supporter ces accidents ? Est-ce l'ouvrier qui devra retenir sur son salaire une prime d'assurance, pour se mettre à l'abri de la misère, s'il lui survient une infirmité ? N'est-ce pas plutôt au chef de l'entreprise, qui profite des résultats heureux à supporter les conséquences de ces accidents, à faire rentrer dans les frais généraux les indemnités dues à l'ouvrier au même titre que l'usure des machines ?

« Du moment où l'industrie entraîne des risques inévitables l'ouvrier ne peut ni ne doit les supporter, aujourd'hui moins que jamais en présence de l'outillage moderne et des forces qui l'actionnent. Est-ce qu'il n'y a pas eu une modification considérable dans beaucoup d'industries entre l'époque où chaque ouvrier était le maître de son outil, le dirigeait lui-même, l'avait dans sa main pour ainsi dire et celle où s'est introduit dans l'industrie moderne l'outillage mécanique, où l'ouvrier au lieu d'être maître de son outil n'est pour ainsi dire qu'un rouage humain surajouté à la machine qui le conduit et le domine (1) » On peut admettre que le bûcheron soit responsable de sa hache, le terrassier de sa bêche ou de sa pioche mais combien autre est son rôle vis-à-vis d'un haut fourneau, d'une chaudière, d'un laminoir, de ces appareils formidables, de ces forces irrésistibles dont le moindre at-

(1) Rapport de M. Tolain au Sénat, 24 juin 1889.

touchement est mortel. L'ouvrier n'a plus le choix des outils ; il les subit. C'est au maître qu'incombe la responsabilité de la machine qui tue et blesse. La machine est sienne, il doit en répondre (1) ».

Le risque professionnel, c'est-à-dire le risque inhérent à une profession déterminée, indépendamment de toute idée de fautes peut-il se baser sur les principes même, du code civil ? On l'a soutenu. Les rédacteurs du code, dit-on, n'avaient pas spécifié les obligations du patron envers l'ouvrier, parce que les conditions du travail étaient tout autres que ce qu'elles sont de nos jours ; mais ils ont, avec l'art. 1384, rendu le patron responsable en vertu du principe que l'on répond des choses dont on a la garde. Le chef d'entreprise est responsable des blessures que ses machines causent à autrui sans que l'on puisse, d'aucune façon, trouver une faute à sa charge. De même, un maître est responsable du dommage causé par ses serviteurs, par les animaux dont il a la garde. Il semble donc qu'il y ait là le fondement juridique du risque professionnel. « Ce risque n'est pas dû à un principe nouvellement reconnu du droit civil, il était, suivant nous (2), implicitement et même explicitement contenu dans la responsabilité de droit commun du chef d'entreprise. Ce dernier n'est-il pas en effet responsable du fait des personnes qu'il a à son service, des choses qu'il a sous sa garde ? Or, qu'est-ce que le risque professionnel, c'est-à-dire le cas fortuit ou de force majeure se produisant dans des entreprises où

(1) Cheysson *Journal des Economistes*, mars 1888, pr. 429.

(2) Rapport. M. Duché. *Chambre. Journ. Offic.* 28 nov. 1887.

des forces élémentaires formidables sont enchaînées au service de l'homme ; qu'est-ce que l'imprévu dans le fonctionnement des appareils destinés à utiliser ces forces redoutables ; qu'est-ce que la négligence même de l'ouvrier amené par une habitude constante à ne plus tenir compte du danger spécial au travail ? Qu'est-ce que tout cela, si ce n'est le fait des choses que le chef d'entreprise a sous sa garde ? »

En réalité, le principe du risque professionnel n'est point dans le code. Le principe du code, c'est qu'un rapport de droit ne peut résulter que de deux volontés contractuelles ou délictuelles. Or, dans la loi de 1898, la responsabilité du patron est engagée même quand il n'y a aucun rapport de causalité entre le dommage et le fait du patron. Ce rapport de causalité indispensable dans le code est éliminé dans la loi. La seule preuve à fournir est la concomitance de l'accident et du travail régulier. Le patron devient responsable de la faute même de l'ouvrier. Il ne faut plus dès lors, parler de principe du Code civil : le risque professionnel est bien une idée nouvelle.

Tel est le principe consacré par la loi du 9 avril 1898. Désormais le chef d'entreprise doit une indemnité à tout ouvrier victime d'un accident. Avant la loi, le cas exceptionnel était le paiement de l'indemnité ; aujourd'hui ce seront les cas, où l'indemnité n'est point due, qui seront les plus rares. On ne s'occupe plus de la faute, du patron ou de l'ouvrier, du moins en principe, ni des cas fortuits pour décider s'il y a lieu à l'indemnité. L'ouvrier

n'a qu'à prouver que l'accident dérive du travail ; et si nous nous reportons à la statistique citée au commencement de cette introduction nous constaterons qu'avant la loi, l'ouvrier n'ayant droit à l'indemnité qu'en cas de faute du patron ne l'obtenait que dans la proportion de douze accidents pour cent. Maintenant il aura droit à réparation dans les soixante huit accidents résultant de cas fortuits en plus des douze cas provenant de la faute de l'entrepreneur. Le législateur n'exclue que la faute inexcusable et l'intention malveillante, de sorte qu'en définitive sur les vingt accidents qui sont occasionnés par la faute de l'ouvrier ce dernier touchera encore une indemnité dans une dizaine de cas.

La plupart des accidents entraîneront donc indemnité au profit de l'ouvrier ; mais en échange de ce droit, on lui demande de renoncer à la réparation intégrale du préjudice à lui causé par l'accident. L'ouvrier n'aura plus droit à ces indemnités élevées qu'il pouvait recevoir autrefois en cas de faute du patron. La loi fixe à forfait le taux de l'indemnité, et désormais l'ouvrier n'obtiendra pas à titre de réparation plus des deux tiers de son salaire.

La responsabilité du patron une fois déterminée ainsi que le montant de l'indemnité, le législateur de 1898 s'est préoccupé d'assurer à l'ouvrier la réparation du préjudice. Pour cela, il a accordé à la victime un privilège pour les indemnités dues pour incapacités temporaires, pour les frais de maladies et les frais funéraires. Ce privilège est régi par l'art. 2101 et les principes du droit commun rela-

tifs aux privilèges généraux ; mais il vient après les cinq privilèges énumérés dans l'art. 2101. A côté de ce privilège et pour garantir le paiement des indemnités allouées pour incapacité permanente, on a créé une caisse nationale dont le fond est alimenté par une majoration de 4 centimes sur l'impôt des patentes et une surtaxe sur les mines. Cette caisse est chargée de payer aux victimes d'accidents, les indemnités accordées par les tribunaux, dans le cas où le patron débiteur, ou la compagnie d'assurance à laquelle il s'est adressé ne le ferait point ; dans ce cas, cette caisse a le droit d'exercer un recours contre le patron pour le compte duquel elle a fait des avances.

Le législateur s'est borné à cette garantie, il n'a pas voulu imposer l'assurance obligatoire aux chefs d'industrie, ni recourir à l'assurance d'Etat. Le principe de la garantie obligatoire n'entraîne nécessairement ni l'assurance par l'Etat, ni l'obligation de l'assurance. Il peut facilement se concilier avec la liberté laissée aux industriels de se prémunir contre les conséquences des accidents par les moyens qu'ils jugeront les meilleurs.

La procédure fut également l'objet des préoccupations du législateur. Il s'est efforcé de diminuer la longueur des procès d'accidents dont la durée moyenne était de deux ans et demi à trois ans. M. Félix Faure, dans la séance du 19 mai 1888, constatait qu'au tribunal civil de la Seine en 1884, sur 73 procès, 7 ont duré moins d'un an, 27 ont duré d'un an à deux ans, 33 de deux ans à trois ans, enfin un a duré plus de cinq ans. La même proportion

existe pour les procès qui ont obtenu l'assistance judiciaire. Aussi s'explique-t-on les innovations heureuses apportées par la loi : notamment, l'enquête faite d'office par le juge de paix immédiatement après l'accident, la tentative de conciliation devant le président du tribunal, la réduction du délai d'appel, une réglementation nouvelle des délais d'opposition et la gratuité de la procédure sans formalités préalables.

Le risque professionnel, la fixation forfaitaire de l'indemnité, un système spécial de garantie, une procédure nouvelle et plus rapide : voilà ce qui caractérise essentiellement la loi sur les accidents. Depuis le 29 mai 1880 jusqu'au 9 avril 1898, c'est-à-dire depuis le dépôt du projet Nadaud jusqu'à l'adoption du texte définitif, elle a fait l'objet de nombreuses délibérations tant au sein des commissions qu'à la tribune des Chambres. Mais on déduirait à tort de cette longue période de préparation que la loi a envisagé et tranché nettement toutes les difficultés qui pourraient s'élever entre patron et ouvrier. Le Parlement voulait à tout prix aboutir avant la fin de la législature. Cette hâte fébrile fut sans aucun doute la cause de nombreuses imperfections (1). Peu de lois ont en effet soulevé plus de difficultés d'application et d'interpréta-

(1) C'est dans le but de faire voter la loi que le groupe socialiste fit à la tribune de la Chambre cette déclaration évidemment critiquable : « Les élus socialistes s'interdisent toute espèce d'amendement et acceptent le projet de la commission comme un commencement utile qui pourrait être repris et développé plus tard. Si donc nous nous interdisons de déposer des amendements, à plus forte raison nous nous interdisons de voter des amendements déposés par d'autres ».

tion, ni donné lieu à autant de règlements. On constate dans l'année qui a suivi la mise en vigueur de la loi, 14 décrets, vingt arrêtés ministériels, neuf circulaires de ministères, vingt-six avis du comité consultatif, sans compter les notes du ministère du commerce, les modèles, etc.

Le principe du risque professionnel, bien qu'admis presque généralement dans les législations européennes, a été vivement critiqué. Les économistes lui ont reproché les dangers que son application fera courir à la petite industrie. Nous n'entrerons pas dans l'étude de ces discussions d'ordre économique qui nous entraîneraient en dehors du cadre que nous nous sommes fixé. Nous laisserons également de côté l'étude des assurances et l'examen de la procédure pour n'examiner que la question des indemnités accordées à l'ouvrier. Nous verrons successivement quel est le débiteur et quel est le créancier de l'indemnité, quels caractères doivent revêtir les accidents pour donner droit à cette indemnité ; nous distinguerons les réparations différentes qui peuvent être dues par le patron ; nous étudierons leur forme, leur base, les atténuations et les aggravations que peut comporter la responsabilité patronale ; nous nous efforcerons dans cette étude, de donner une solution aux nombreuses difficultés d'interprétation que le législateur, dans sa précipitation à voter la loi, a laissées dans l'ombre.

CHAPITRE PREMIER

APPLICATION DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898. DES INDUSTRIES VISÉES PAR LA LOI. — DÉBITEUR ET CRÉANCIER DE L'INDEMNITÉ

La loi de 1898, nous l'avons montré dans notre introduction, modifie profondément les règles du droit commun en matière de responsabilité. Nous verrons qu'elle n'est pas une loi générale, qu'elle n'embrasse pas toutes les professions, ni ne s'applique à tous les accidents. C'est donc une loi d'exception, à laquelle nous devons appliquer la méthode d'interprétation restrictive, qui s'impose en matière exceptionnelle. Chaque fois que nous nous trouverons en dehors des termes de la loi, nous devons revenir à l'application du droit commun, à la théorie de la faute délictuelle. C'est, par suite, une question fort importante que celle de savoir quelles sont les industries visées par la loi. De même, il est utile de connaître exactement le débiteur de l'indemnité, celui que notre loi désigne par le mot patron ou cher

d'entreprise ; de savoir quels sont les ouvriers pouvant se prévaloir des dispositions nouvelles, pour réclamer une indemnité sans avoir à prouver la faute du patron. Ces diverses questions feront l'objet de deux sections.

SECTION PREMIÈRE

Des industries visées par la loi.

Les industries soumises à la loi nouvelle sont énumérées dans l'art 1^{er} : « Les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières, et en outre dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux ». Le législateur a longtemps hésité pour savoir s'il ne serait pas préférable de laisser établir la liste des professions assujetties à la loi, par un règlement d'administration publique rendu par le Conseil d'Etat, plutôt que de faire lui-même une énumération longue et incomplète. Mais le système de l'énumération a prévalu à la Chambre et au Sénat. Il a donné lieu à de nombreuses discussions sur le caractère même de cet article. La ré-

daction de l'art. 1^{er} permet de distinguer deux catégories d'établissements. D'une part, ceux qui, quel que soit leur matériel d'exploitation, seront toujours soumis à la loi ; d'autre part, ceux dans lesquels l'application de la loi dépendra soit de la fabrication ou de la mise en œuvre de matières explosives, soit de l'usage d'une machine mue par une force inanimée. Les établissements du premier ordre font l'objet de la première partie de l'article, dont l'énumération est ici certainement limitative. Toute industrie ne rentrant pas dans cette énumération, doit être écartée de l'application de la loi. Les tribunaux n'ont qu'à rechercher si telle entreprise rentre bien dans la catégorie de celles visées par la première partie de notre texte. Mais dans la seconde partie de l'article, le législateur ayant conscience de l'impossibilité où il se trouvait d'énumérer toutes les industries dangereuses, et craignant sans doute de laisser en dehors de la loi une catégorie intéressante d'ouvriers, s'est servi de termes généraux embrassant l'industrie presque toute entière. Il a ainsi laissé aux tribunaux le soin de déterminer les limites de la loi, de rechercher si telle entreprise présente bien les caractères réclamés par l'art. 1^{er} pour être assujettie à la loi, de sorte qu'en définitive, étant donnés les termes très généraux de la fin de l'article, c'est le caractère simplement énonciatif qui l'emporte. Sans doute, on peut nous objecter que l'art. 1^{er} est l'œuvre de la commission de 1892 et que, puisque l'on ne constate aucun changement appréciable dans sa rédaction, c'est dans la pensée de ses

auteurs que l'on puisera le plus certainement sa nature. M. Ricard, rapporteur de cette commission, s'exprimait en effet ainsi : « La commission a pensé que pour introduire utilement le principe nouveau du risque professionnel, il fallait procéder avec ordre, avec méthode et avec une certaine lenteur... Nous avons donc repoussé le système comprenant immédiatement dans la loi tous les travailleurs sans exception ; nous nous sommes efforcés d'élaborer un texte assez compréhensif pour atteindre en même temps que les usines, toutes les industries, entreprises, exploitations présentant pour ceux qui y sont employés des dangers manifestes et en quelque sorte inévitables » (1). Il semble bien que, dans la pensée de la commission, le texte de l'art. 1 dût recevoir actuellement une interprétation restrictive mais bien que la rédaction primitive n'ait point changé, il est certain que la pensée du législateur s'est modifiée au cours des débats. Les dernières délibérations qui eurent lieu au Parlement en sont, à notre avis, une preuve formelle. (2)

Mais tout en attribuant un caractère simplement énonciatif à l'art. 1^{er}, il faut bien se garder d'en étendre trop la portée. La loi de 1898 n'est pas une loi générale ; il existe des entreprises qui ne sauraient rentrer dans son domaine d'application. Ainsi nous repousserons l'extension donnée à la loi, par la circulaire du Ministre du Com-

(1) Rap. Ricard. *Journ. Off.*, 1892, Chambre. Annexes, p. 368, col. 1.

(2) Sénat, 4 Juil. 1893. *J. Off.*, p. 724. Chambre, 28 oct. 1897. *J. Off.* p. 2217.

merce à la date du 25 août 1899, tendant à faire rentrer dans le domaine de la loi les ateliers. Nous estimons en effet que la loi de 1898 est restée étrangère aux ateliers, à moins bien entendu qu'on y fasse usage de machines mues par une force autre que celle de l'homme ou des animaux. Si le législateur eût voulu assujettir dans tous les cas les ateliers à la loi nouvelle, il eût ajouté ce mot à la suite de son énumération. Remarquons d'ailleurs que, dans l'énumération donnée dans l'art. 1^{er} de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, nous trouvons le terme atelier alors qu'il n'existe pas dans la loi de 1898. Cependant elle reproduit presque textuellement cet article. N'est-ce pas la preuve que le législateur a assimilé les ateliers aux usines, quand il s'agit de l'hygiène, et ne l'a pas fait quand il s'agit du risque professionnel ? Cela d'ailleurs avec raison : l'hygiène est nécessaire dans l'atelier comme dans l'usine ; mais l'atelier où il n'existe aucun moteur à force élémentaire ne fait pas courir à l'ouvrier des risques analogues à ceux qui le menacent dans la manufacture.

Comment distinguer l'atelier de l'usine ? La loi française et les travaux préparatoires ne nous renseignent point sur cette question. Mais la loi suisse du 23 mars 1877 et une ordonnance du Ministère autrichien sur la loi du 28 déc. 1887, montrent que ce qui sépare l'atelier de l'usine ou de la manufacture, c'est le caractère du chef de l'entreprise. Dans le premier cas, tout en dirigeant le travail, il y participe de ses propres mains. Ce caractère

ne nous semble point suffisant. Il faut considérer comme usine ou manufacture les ateliers où l'on travaille pour la vente en gros, où l'on fabrique des stocks de marchandises livrés ensuite à des commerçants, qui les vendront au détail au consommateur. C'était sans aucun doute à cette catégorie d'ateliers ayant nettement le caractère industriel, que M. Thévenet, rapporteur au Sénat, faisait allusion lorsqu'il disait : « les ateliers sont compris dans les mots usines et manufactures » ; mais il n'entendait pas soumettre à la loi nouvelle les ateliers de modistes, de chapeliers, de cordonniers ou de couturières qui ne travaillent que sur commande et pour la vente au détail. Ce qui prouve bien que telle était la pensée de M. Thévenet, c'est que, sur une nouvelle objection de M. Buffet au sujet des couturières et marchandes de modes il répondit : « La loi ne peut statuer que dans des termes généraux et ne poser que des principes ; lorsque nous réservons aux tribunaux le soin d'apprécier, nous leur réservons précisément le soin de trancher les questions qui préoccupent l'honorable M. Buffet » (1).

Le comité consultatif des assurances contre les accidents est d'un avis contraire : selon lui, les couturiers opérant des transformations d'ordre industriel, dirigent des manufactures au sens de la loi du 9 avril 1898 (2). Cet avis est conforme aux idées émises dans la circulaire du ministère du commerce ; mais il nous semble impossible

(1) Sénat, 20 mars 1896.

(2) Avis du 7 mars 1900.

de considérer un couturier, un tailleur, une modiste, qui ne travaillent que sur commande, comme des industriels. Ce sont de simples commerçants auxquels la loi ne saurait s'appliquer.

Nous critiquerons également les avis du même comité relativement aux bouchers, aux charcutiers et aux boulangers (1). Ils sont, dans ces avis, considérés comme assujettis à la loi toutes les fois que leur exploitation n'est pas exclusivement limitée au débit de denrées reçues toutes préparées pour la vente. C'est, à notre avis, beaucoup trop élargir la loi et y assujettir la plupart des commerçants : le confiseur, le cuisinier, l'épicier, et même la fermière qui baratte son beurre. Ce ne fut jamais l'intention du législateur. Notons que ces avis n'ont point force de loi, mais ne sont que des avis officieux qui ne sauraient, en aucune façon, lier les tribunaux : ils restent souverains appréciateurs (2).

Des décisions judiciaires sont déjà intervenues dans notre sens. Le conseil de préfecture de la Seine a admis la demande en dégrèvement des quatre centimes additionnels au principal de la patente, faite par un grand couturier et une modiste. Il considère donc les ateliers

(1) Trois avis du 24 janv. 1900 — Dalloz, 1900, 4. 19.

(2) M. Mirman, dans l'exposé des motifs d'une proposition de loi tendant à étendre à tous les salariés les dispositions nouvelles, s'exprime ainsi au sujet des avis du Comité consultatif : « On perçoit en lui le généreux dessein d'étirer jusqu'à la rupture le sens des mots employés dans l'art. 1^{er} et c'est en faveur de cette intention et de cette générosité que l'on se dispense de sourire lorsqu'on le voit comprendre jusqu'aux plus petites boulangeries dans les manufactures ». (Annexe, n° 2027, Chambre, 1900 p. 160).

comme n'étant pas régis par la loi du 9 avril 1898. Le tribunal de simple police d'Angers, le 30 nov. 1899, a décidé que les tueries d'animaux ne rentrent dans aucune des catégories d'établissements visés par la loi, ni dans celle limitativement énumérée dans la première partie de l'article, car on ne peut pas les assimiler aux usines ou aux manufactures, puisqu'il n'y est fabriqué ou préparé aucun objet en vue d'une application à des usages industriels, ni dans la deuxième catégorie puisque le travail de l'homme est la seule force qui y soit employée. (1)

Cette question des ateliers n'est point la seule qu'ait soulevée l'énumération de l'art. 1 : nous avons vu qu'elle commence par l'industrie du bâtiment. Mais que comprend cette industrie ? M. Thévenet avait proposé dans son rapport de limiter le risque professionnel dans cette industrie à l'usage des machines ; mais cet avis ne prévalut pas. On doit donc considérer comme soumis à la loi les maçons, terrassiers, démolisseurs, tailleurs de pierre, charpentiers, menuisiers, couvreurs, ferblantiers, peintres, serruriers, enfin tous les corps de métiers qui participent à l'édification d'une maison. Cependant, toutes ces professions ne seront soumises au risque professionnel, qu'autant qu'elles travaillent habituellement au bâtiment. Un menuisier, qui ne ferait que des meubles, ne serait pas soumis à la loi ; car l'ameublement ne peut être, à notre

(1) Jurisp. en matière d'accidents du travail publiée par le Ministère du Commerce.— I p. 17.—V. également. *Justice de paix*, Paris. 22 mars 1900 sur les boulangers. Même recueil. II, p. 28. Trib. de la Seine sur les maréchaux ferrants. *Le Droit*. 19 avril 1901.

avis, considéré comme rentrant dans la construction d'une maison.

Nous trouvons ensuite, dans l'énumération, le mot chantier. Les documents parlementaires ne nous donnent aucune définition du chantier. Que doit-on entendre par là ? Un avis du comité consultatif du 7 mars 1900 (1) estime avec raison que les chantiers de constructions de travaux publics, de chemins de fer, de routes où canaux sont soumis à la loi. Le mot chantier doit être pris dans un sens assez large ; ils s'appliquent à un groupement de personnes travaillant ensemble ; mais on ne saurait considérer comme tel l'endroit où travaille un ouvrier isolé ou même occupé avec un ou deux compagnons (2).

Les « mots entreprises de transport par terre et par eau » qui viennent après, ne présentent aucune difficulté d'interprétation ; notons toutefois que les marins sont restés en dehors de la loi. Une loi du 23 avril 1898 a institué pour eux une législation spéciale. Par entreprise de chargement et de déchargement, il ne faut entendre que le chargement des navires. Cela résulte des explications données

(1). *Journ. off.* 4 avril, 1900.

(2) V. Trib. Civ. Saint-Dié, 1^{er} juin 1900. *Gaz. Pal.*, 1900, 2, 430, au sujet des exploitations forestières. Confirmé en appel par la Cour de Nancy le 13 déc. 1900 ; même en admettant que les coupes de bois puissent être considérées comme chantier la loi du 9 avril 1898 ne leur est pas applicable ; elles seraient dans ce cas des chantiers forestiers ayant par conséquent un caractère essentiellement agricole qu'elles exclurait de l'application de cette loi. V. au sujet de l'assimilation entre les exploitations agricoles et les exploitations de bois le discours de M. Marc Sauzet à la Chambre le 8 juin 1899. — un article de la *Revue des Eaux et forêts* du 15 avril 1900, un arrêté du conseil de préfecture de la Nièvre du 10 nov. 1900.

par M. Ricard dans son rapport à la Chambre en 1888 (1) et par M. Trarieux au Sénat en 1896 (2). Pas de difficultés également pour les magasins publics, les mines, minières. Les ouvriers du fond comme ceux du jour bénéficient de la loi.

Au sujet des carrières, une question fut agitée au Parlement, relativement aux ardoisières. M. Blavier, comparant le fendeur d'ardoises au canut lyonnais, soutint que les fendeurs ne devaient pas bénéficier de la nouvelle loi, puisqu'ils travaillaient sur des chantiers séparés de la carrière. Cette comparaison était évidemment exagérée. Le fendeur ne travaille pas chez lui, mais à proximité de la carrière, à cause des difficultés de mouvoir les blocs de schiste; il est dans un véritable chantier, appartenant aux exploitants, et à ce titre, il doit bénéficier de la loi. Le rapporteur, M. Thévenet, ne trancha pas la question et la laissa à l'appréciation des tribunaux.

La deuxième partie de notre article renferme des termes beaucoup plus généraux; elle embrasse toute exploitation, quelle que soit sa nature, mais ne la soumet à la loi que si elle remplit certaines conditions. Nous allons les étudier.

Tout d'abord, le mot exploitation, qui se trouve dans le texte, ne permet d'assujettir à la loi, qu'un établissement ayant un caractère commercial ou industriel. Il faut que dans cet établissement, les occupations auxquelles se li-

(1) Rap. Ricard, Chambre. Annexe n° 1926.

(2) Sénat. 20 mars 1896. *J. Off.*, p. 280.

vrent les ouvriers soient commandées par le patron, dans le but de réaliser un bénéfice; un laboratoire de chimie ne sera donc pas assujéti à la loi s'il est annexé à une faculté ou à un établissement d'enseignement, bien qu'on y fabrique des matières explosives ou qu'on y emploie des moteurs mécaniques. Il en serait tout autrement si ce laboratoire était attaché à un établissement industriel (1).

Les établissements commerciaux non visés par la première partie de notre texte doivent, pour être régis par la loi du 9 avril 1898, fabriquer ou mettre en œuvre des matières explosives, ou faire usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux. Fabriquer ou mettre en œuvre des matières explosives ce n'est pas seulement faire usage de ces matières. Le mot emploi qui existait dans le projet de 1897, adopté par la Chambre, a été supprimé par le Sénat qui l'a trouvé trop général. Il embrassait en effet une foule d'établissements, puisque le simple fait de s'éclairer au gaz ou à l'acétylène eût rendu la loi applicable. Mais si le simple usage ne suffit pas, la fabrication, même intermittente d'explosifs, autorise l'application de la loi. Ce serait le cas d'un grand magasin qui produirait lui-même, dans ses bâtiments, le gaz nécessaire à son éclairage; d'un agriculteur se servant de la dynamite pour faire sauter un rocher.

Le fait de se servir d'une machine mue par une force élémentaire permet également l'application du droit nou-

(1) Conf. circul., garde des sceaux, 10 juin 1899.

veau. Ainsi un théâtre qui ne compte aucun emploi de moteur inanimé, ni aucune fabrication de costumes, décors ou accessoires constitue une entreprise commerciale qui n'est point assujettie à la loi ; il le devient au contraire si on y fait usage d'un moteur (1). Les ouvriers victimes d'accidents dans un moulin à eau ou à vent n'auront pas besoin de prouver la faute du patron. L'emploi d'une voiture automobile pour la livraison des marchandises, permet aux employés de la maison, blessés par la voiture, d'invoquer le risque professionnel. Mais il ne suffit pas d'un accident quelconque, il faut qu'il soit causé par la machine ou par l'explosif ; qu'il soit : « Le fait du travail donnant lieu à l'application du risque professionnel ».

Remarquons d'ailleurs, que la distinction faite entre les machines mues par une force élémentaire et celles actionnées par la main de l'homme ne semble pas une distinction heureuse en pratique. Ce n'est pas le moteur en lui-même qui constitue le danger, mais la vitesse de rotation imprimée à la machine. Or, il existe des machines mues par la main de l'homme ou par un animal qui présentent autant de dangers, sinon plus, qu'une machine identique munie d'un moteur à force élémentaire. Quoiqu'il en soit, d'après notre loi, une scie circulaire donnera à l'ouvrier le bénéfice des dispositions nouvelles, si elle est actionnée par la vapeur ; le droit commun s'appliquera au contraire, si c'est un autre ouvrier ou un ani-

(1) Lettre ministérielle, 17 janvier 1900. *Bull. de l'Inspection du travail*, 1900 p. 48.

mal, attelé à un manège, qui lui imprime son mouvement de rotation.

Telles sont les industries soumises à l'application du risque professionnel : on voit que l'ouvrier agricole ne peut s'en prévaloir, à moins que l'exploitation dans laquelle il est employé utilise un moteur et qu'il soit lui-même attaché au service de ce moteur. Le législateur n'a pas pensé qu'il fût possible de régler par une même loi les accidents agricoles et les accidents industriels, et les motifs de cette exclusion furent donnés par le ministre du commerce, dans sa réponse aux critiques de M. Girault : « S'il avait fallu tenir compte dans les barèmes qui serviront au calcul des indemnités, des coefficients différents que comportent les risques agricoles, c'est bien certainement l'agriculture qui aurait fait les frais de la nouvelle loi. C'est que les risques industriels sont infiniment plus considérables ; ils ont pour cause l'importance croissante du machinisme, les dangers plus fréquents qui résultent, pour les collaborateurs de la machine, de la rapidité plus grande des mouvements et de l'énormité des moteurs. Toutes conditions défavorables qu'on ne rencontre pas dans l'agriculture. Nous n'avons pas voulu apporter ici une loi sur les accidents agricoles. Cette loi reste à faire » (1). Le 30 juin 1899, un article unique de loi est venu modifier la situation créée à l'ouvrier agricole par les dispositions de 1898. Cette situation avait évidemment quelque chose d'injuste. En effet, les ma-

(1) Henri Boucher. *J. Off. Sénat*, 3 mars 1898. p. 234.

chines à battre sont à peu près les seuls moteurs mécaniques utilisés en agriculture, et en fait le mécanicien et le chauffeur sont presque toujours seuls employés de l'entrepreneur de battage. Eux seuls étaient protégés par la loi, car nous le verrons bientôt, la loi de 1898 ne s'applique qu'aux employés du chef d'entreprise. Les domestiques ou les ouvriers pris par le fermier ne pouvaient s'en prévaloir en cas d'accident. Depuis le 30 juin 1899 les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes les personnes quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs, sont à la charge de l'exploitant, c'est-à-dire de celui qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés. Tous les autres accidents continuent à être régis par le droit commun.

L'agriculture est la seule industrie expressément écartée de l'application de la loi sur les accidents, mais nous avons constaté combien étaient généraux les termes employés dans l'art. 1^{er}. Cette généralité aboutit à une grande incertitude sur les limites exactes de son champ d'application. Nous avons refusé d'y faire rentrer les ateliers de tailleurs, de modistes, de cordonniers ; d'assujettir le boucher, le charcutier, le boulanger. Mais les décisions judiciaires peuvent être contradictoires, et si même elles étaient unanimes, les chefs d'entreprise et les ouvriers seraient néanmoins à la merci d'un revirement de la jurisprudence. Il faudrait préciser les professions assujetties à la loi, patrons et ouvriers y ont in-

térêt. Les ouvriers, parce qu'il est désirable qu'au moment où ils choisissent une profession, ils en connaissent les inconvénients et les avantages : parce que leur déception serait cruelle, si le lendemain de l'accident, ils apprenaient à leur dépens par une décision du tribunal, que la loi ne les protège pas. Les patrons demandent également à savoir si la loi les vise, car presque tous considèrent comme une imprudence grave de ne point s'assurer. Ils peuvent avoir à verser des indemnités, à payer des pensions élevées qui les ruineront peut-être. Ils veulent savoir s'ils sont visés par la loi pour écarter un tel dénouement (1).

Cette incertitude n'a pas été atténuée par l'administration des finances, qui a dû dresser une liste des chefs d'entreprise patentés, visés par la loi. Cette liste n'est qu'indicative ; tout au plus permet-elle de présumer que l'entreprise indiquée est soumise à la loi. Il ne faudrait point y voir la preuve irrécusable de son assujettissement. La question se posera entière devant les tribunaux civils et leur appréciation restera libre, même si le patron, refusant de payer la surtaxe, a fait trancher le différent par le conseil de préfecture. La décision affirmative de la juridiction administrative ne peut faire obstacle à ce qu'une juridiction civile, après un accident, déclare

(1) Dans cette incertitude, des patrons se sont adressés à la caisse d'assurance nationale, et les représentants de celle-ci leur ont donné une police, en leur affirmant verbalement, que, s'il était établi par quelque jugement ultérieur, qu'ils n'étaient pas assujettis, la caisse leur rembourserait les primes versées jusqu'à ce jour.

le patron non assujetti, et refuse une indemnité à l'ouvrier qui pouvait se croire garanti. Inversement, si telle profession est omise par l'administration sur ces rôles spéciaux des quatre centimes, les chefs d'entreprise pourront croire que la loi ne les vise point. Ils ne s'assureront pas, et une décision du tribunal pourra demain les surprendre et leur imposer des charges accablantes. Cette liste, confectionnée par l'administration des contributions directes vient donc aggraver l'insuffisance de la loi plutôt que d'y remédier.

On s'est déjà ému de cette situation. M. Mirman a déposé un projet de loi, tendant à faire établir la liste des professions assujetties à la loi nouvelle par le conseil d'Etat. Une semblable proposition avait déjà été faite au cours des travaux préparatoires, mais elle avait été rejetée par le Parlement, qui ne voulut pas laisser au pouvoir exécutif le soin de faire la loi. C'est au pouvoir législatif, disait-on, qu'il appartient de fixer les principes généraux. Le Parlement doit rester dans ses attributions et ne pas déléguer une partie de son pouvoir législatif au conseil d'Etat. Ce dernier ne peut intervenir que pour l'exécution d'une loi et non pour en étendre ou en restreindre la portée. Le pouvoir exécutif n'est pas chargé d'édicter les bases fondamentales d'une loi. Mais les principes généraux de cette loi sont énoncés maintenant, et il ne semble pas qu'on puisse voir dans l'intervention du conseil d'Etat une usurpation de pouvoir. On ne lui demande pas de faire une loi, mais seulement de détermi-

ner la portée exacte d'un texte voté par les assemblées législatives. C'est pourquoi nous considérons le projet Mirman comme nécessaire pour faire connaître à de nombreuses corporations leurs situations légales, qu'elles ignorent encore.

SECTION DEUXIÈME

Débiteur et créancier de l'indemnité.

La loi de 1898, pour désigner la personne qui doit la réparation de l'accident, emploie les mots « chef d'entreprise et patron » qu'elle considère comme synonymes. Elle ne donne pas de définition, mais la jurisprudence antérieure à la promulgation de la loi, reconnaît la qualité de patron à celui qui profite de l'entreprise, à celui qui prend en main la conduite de l'ouvrage et en surveille l'exécution. Il n'est pas besoin que ce soit un entrepreneur de profession ; un propriétaire qui prend des ouvriers pour un travail spécial devient entrepreneur : il les dirige, il leur donne des ordres. Au contraire, le propriétaire qui prend un ouvrier et le laisse diriger lui-même son travail n'est pas un entrepreneur ; peu importe le mode de rémunération, le paiement à la tâche ou à la journée.

La définition du chef d'entreprise n'a pas changé avec la loi de 1898. Le directeur d'une société est responsable au nom et comme gérant d'une entreprise faite dans un but de lucre. C'est la société qu'il représente qui perçoit

les bénéfiques, c'est elle qui réparera les dommages. Mais un particulier ne deviendra pas patron, si pour faire construire une maison il s'adresse à un entrepreneur, car ce sera ce dernier qui choisira ses ouvriers, qui les dirigera, qui leur imposera sa méthode de travail. Sans doute, c'est pour le propriétaire que le travail s'effectue, mais ce n'est pas lui qui l'organise, ni le surveille. Il en serait autrement si le propriétaire, louant lui-même des ouvriers, prend la direction des travaux. C'est un véritable chantier qu'il crée. Il doit répondre des accidents selon les termes de la loi, car c'est un chef d'entreprise (1).

De même l'Etat, lorsqu'il met en régie certains travaux, curage de rivières, constructions de routes ou de canaux, devient entrepreneur et se trouve par suite assujéti à la réglementation nouvelle. La même solution s'impose, s'il s'agit d'un département, d'une commune, d'un établissement public. La 1^{re} Chambre du tribunal de la Seine a adopté cette thèse dans un arrêt du 7 juillet 1900 (2). Tout en déboutant de sa demande un ouvrier employé aux chantiers du Métropolitain, à défaut du dépôt d'un mémoire préalable réclamé par les lois du 18 juillet 1837 et 5 avril 1884, ce jugement reconnaît que la loi de 1898 est applicable aux ouvriers travaillant pour la ville de Paris. En effet « le législateur en déclarant d'une part, qu'il n'y avait pas lieu à nomination d'expert dans les entreprises administrativement surveillées et dans celles

(1) Contra Jacqmin. p. 51.

(2) *Le Droit*, 2 nov. 1900

de l'Etat, et d'autre part, en faisant des exceptions relativement aux ouvriers de la marine et de la guerre, a voulu que la loi fût applicable à tous les ouvriers quelque fussent leur patron et par cela même, aux ouvriers travaillant pour le compte des communes, à la condition bien entendu qu'il s'agisse d'accidents prévus par l'art. 1^{er} de la loi ».

Il peut arriver que dans certains cas, la responsabilité soit assumée par un intermédiaire. Ce sera le cas du sous-entrepreneur ; celui-ci n'est pas un ouvrier, c'est un véritable patron. Propriétaire de l'outillage qu'il emploie, il accepte les conséquences bonnes ou mauvaises de l'entreprise qu'il prend en seconde main ; c'est lui qui a l'autorité et la direction des travaux, c'est lui qui en supporte les charges (1) Il ne faut pas confondre avec cet intermédiaire, le marchandeur ou tâcheron, dont le rôle se borne à exécuter un travail déterminé, avec les outils du patron, en compagnie de plusieurs autres ouvriers pris dans l'atelier. Il reste ouvrier du patron, c'est un préposé non responsable des accidents.

En matière d'agriculture la qualité de patron peut parfois être difficile à attribuer. Un cas est cependant hors de doute, c'est celui du bail à ferme ; le propriétaire ne conserve aucun droit sur l'administration ni la culture de l'immeuble. Il ne peut que surveiller l'exécution du contrat de bail ; c'est le fermier qui devient chef d'en-

(1) Les sous-entreprises sont fréquentes dans les entreprises de travaux publics, car les adjudicataires principaux ne peuvent exécuter eux-mêmes tout le travail.

treprise, responsable des accidents. La difficulté se présente pour le métayer ou le colon partiaire. En effet, le propriétaire, dans ce cas, a la surveillance des travaux et la direction générale de l'exploitation. Il fournit une partie du capital et a droit à une partie des bénéfices. Mais le métayer a une certaine liberté pour l'exécution des travaux de culture ; ce n'est pas un simple automate dans la main du propriétaire ; c'est un associé qui a le droit de donner son avis, de discuter les propositions du propriétaire, car il supporte une partie des frais généraux. Or l'idée qui domine notre loi, c'est de mettre à la charge de l'entreprise les accidents qu'elles entraînent : nous concluerons donc à la responsabilité partagée du propriétaire et du colon, véritables associés qui se partagent les bénéfices suivant une proportion délimitée par le contrat, et qui doivent subir dans la même proportion les conséquences des accidents rentrant dans le cadre de la loi.

Peu importe d'ailleurs, le nombre des ouvriers employés par le chef d'entreprise : qu'il y en ait deux, qu'il y en ait cent, il faut toujours appliquer le droit nouveau. Les travaux préparatoires ne laissent aucun doute ; les petits patrons sont soumis à la loi. Le Parlement a rejeté l'amendement qui rendait l'art. 1^{er} inapplicable aux patrons n'ayant jamais plus de cinq ouvriers et l'a remplacé, par le deuxième alinéa de notre article. « Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire, ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration

accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades ». C'est une importante exception apportée à l'application de l'art. 1^{er}. On ne considère pas comme chef d'entreprise l'ouvrier travaillant habituellement seul, n'ayant ni chantier, ni atelier et qui, par le fait du hasard, d'un travail imprévu et plus pénible, se fait aider par un ou plusieurs de ses camarades. Il faut bien se garder d'étendre cette exception au delà de ses limites ; lorsqu'un chef d'entreprise aura à son service plusieurs ouvriers et qu'il prendra accidentellement plusieurs journaliers supplémentaires, il sera responsable des accidents qui arriveront à ces journaliers.

Nous connaissons ceux que l'on appelle chefs d'entreprise et qui par suite sont débiteurs de l'indemnité. Recherchons maintenant à quel ouvrier cette indemnité est due. La loi s'applique aux ouvriers et aux employés, c'est-à-dire, même à ceux qui ne fournissent pas un travail manuel. Les surveillants, les contre-maîtres, les ingénieurs d'une manufacture peuvent invoquer le risque professionnel comme de simples ouvriers. Pas de distinctions à faire au point de vue du sexe ou de la nationalité, de l'importance du salaire ou du traitement. Toutefois des dispositions spéciales régissent les ouvriers étrangers et les ouvriers dont le salaire est supérieur à 2400 fr. Nous les étudierons dans la suite.

Mais pour que l'ouvrier puisse réclamer une indemnité, il faut qu'un contrat de louage d'ouvrage le lie au chef d'entreprise. Il devra en faire la preuve d'après les règles

du droit commun, si le patron en conteste l'existence. Mais le fait d'avoir travaillé dans l'entreprise avec le consentement du chef est considéré par la jurisprudence comme équivalant à une convention. La nécessité de ce contrat de travail, dont la preuve doit être faite pour que le droit de l'ouvrier prenne naissance, peut avoir des conséquences sérieuses pour lui. En effet, tout contrat qui n'aurait été passé que grâce à un dol de la part de l'ouvrier, devrait être considéré comme entaché de nullité et ne permettant point l'allocation d'une indemnité. On ne saurait admettre qu'un patron fût responsable d'un accident survenu à un mécanicien, alors que celui-ci lui a présenté de faux certificats constatant une capacité illusoire (1).

Outre ce contrat de travail, sans lequel il n'y a pas de responsabilité, il faut que l'ouvrier soit occupé effectivement dans l'établissement industriel. Il se pourrait en effet que l'exécution du contrat se fasse en dehors de l'usine. Ce serait le cas de certains travaux à la tâche. L'ouvrier travaille chez lui et le patron, ne pouvant pas le surveiller, n'est pas responsable des accidents. Dans ce cas l'ouvrier est son propre patron.

Tous les ouvriers ou employés de l'usine sont protégés par la loi quelles que soient leurs fonctions. Les employés de bureau, les garçons de magasins peuvent invoquer le risque professionnel, mais seulement si le magasin et le bureau se trouvent dans l'usine elle-même.

(1) V. *Le Droit*, 2 nov. 1900. Cour Paris 21 juillet 1900.

Une société minière a souvent dans l'intérieur d'une ville, loin de l'exploitation, un service de titres, de comptabilité ou de contentieux. Le travail de bureau qu'accomplissent les employés, ne les expose ici à aucun danger spécial, ils continuent à être régis par le droit commun puisqu'il n'y a pas pour eux de risque professionnel. La question serait plus délicate si l'employé de bureau, envoyé pour faire une enquête dans une mine, y était victime d'une explosion ; l'employé, dans ce cas, a été, à l'occasion de son service, victime d'un accident. Nous admettons cependant l'application du droit commun, car le contrat de louage qui le lie au patron le soustrait au risque professionnel de l'entreprise, et on peut le considérer comme un tiers soumis à l'ancien droit. Ce qui nous pousse à admettre cette solution, ce sont les principes généraux du droit qui s'opposent à l'extension d'une règle exceptionnelle et les principes mêmes de la loi de 1898 qui veut garantir certaines fonctions contre certains dangers.

Ceux que la loi veut protéger, ce sont les ouvriers attachés à l'usine et qui, en cette qualité, encourent le risque professionnel et non pas les personnes étrangères à l'industrie, qui peuvent accidentellement se trouver à l'usine ou dans la mine, parce que leur fonction les y appelle. Tels sont les inspecteurs du travail, les ingénieurs de l'Etat, le magistrat chargé de faire une enquête, le médecin qui vient donner des soins à des malades, les délégués mineurs. Pour ces derniers, le rapporteur au

Sénat fit une déclaration formelle. Le cas des délégués mineurs devait être prévu dans la loi sur les caisses de secours, pendante devant la Chambre des députés. C'est pour cela que l'art. 1^{er} ne s'appliquera pas (1) ; mais le rapporteur estimait que la loi actuelle serait applicable si les délégués étaient ouvriers dans la mine. Nous ne le pensons pas. Il y a lieu de distinguer si l'accident est arrivé au cours du travail ou au cours d'une tournée d'inspection ; dans le premier cas, l'indemnité est évidemment due. Mais dans le second cas, ce n'est plus l'ouvrier de la compagnie qui est blessé, c'est le délégué choisi par les ouvriers pour veiller à leur sécurité. Il est payé indirectement, il est vrai, par la compagnie, mais il n'a point d'ordre à recevoir d'elle et n'est point placé sous son contrôle. Comment rendre une compagnie responsable d'un accident, alors qu'elle n'a pas le droit d'empêcher un délégué de s'exposer témérairement à un danger ? Durant la tournée, le contrat de travail conclu entre le mineur et la société se trouve suspendu et ce fait supprime la responsabilité patronale.

On s'est demandé si la femme et les enfants du patron employés dans l'entreprise avaient droit à l'indemnité. L'affirmative semble s'imposer pour les enfants. Le père sera débiteur d'une indemnité calculée suivant les principes posés par la loi. D'ailleurs, l'intérêt de l'enfant est certain, puisque la rente peut lui être payée par une compagnie d'assurance ou par la caisse nationale des

(1) *Journ. Off.*, Sénat 1898. 15 Mars, p. 298.

retraites. Les enfants ne sont pas mis par la loi de 1898 en dehors de son application ; donc, s'ils sont ouvriers ou employés, ils sont protégés par la loi nouvelle. Pour la femme, il paraît nécessaire de faire une distinction suivant le régime matrimonial. La femme mariée sous le régime de séparation de biens ne profite pas de l'entreprise du mari. Elle a droit à l'indemnité, car elle a bien la qualité d'ouvrière ou d'employée et non pas celle d'associée. Mais si la communauté légale règle l'association conjugale, sans doute la femme pourrait avoir intérêt à toucher l'indemnité si elle lui est versée par une compagnie d'assurance, mais elle n'est plus une ouvrière. Elle est une associée, et à ce titre, ne saurait réclamer une indemnité à son mari. Les associés victimes d'accidents ne peuvent pas se prévaloir des dispositions de la loi.

Le risque professionnel s'applique aux ouvriers des manufactures et des établissements de l'Etat (1). Le texte primitif le stipulait d'une manière formelle mais à la suite des explications fournies par la commission cette partie de l'article fut supprimée comme inutile. Les ouvriers des manufactures de tabac et d'allumettes, ceux des manufactures des Gobelins et de Sèvres, les employés des chemins de fer de l'Etat peuvent donc invoquer la loi. Une seule exception a été faite pour les ouvriers des ateliers de la marine et des manufactures d'armes dépendant du

(1) Avis du comité consult., 29 nov. 1899, *J. off.*, 20 déc. 1899. — 7 mars 1900, *J. off.*, 4 avril 1900. — 20 déc. 1899, *J. off.*, 6 janv. 1900.

ministère de la guerre. Ces ouvriers sont d'ailleurs régis par des lois beaucoup plus favorables (1).

Mais si l'Etat est responsable des accidents survenus dans ses chantiers et ses usines, l'art 1^{er} ne doit pas être étendu aux accidents qui surviennent dans les prisons ou dans les ateliers de travaux publics des colonies. La loi de 1898 est faite pour protéger le travailleur libre et non la main-d'œuvre pénale. De plus, aucun contrat de travail ne rattache ici l'Etat au prisonnier; il manque par suite une des conditions d'application de la loi.

Dans toutes les hypothèses que nous avons envisagées, c'est de la victime elle-même que nous avons parlé. Mais si l'accident entraîne la mort de l'ouvrier, ses représentants ont droit à une indemnité. Le conjoint, les enfants, les ascendants peuvent réclamer une rente, nous nous occuperons du droit de ces diverses personnes quand nous traiterons des accidents mortels.

En résumé, les ouvriers et employés d'une exploitation industrielle, comprise dans les termes de l'art. 1^{er}, jouissent du droit nouveau, mais eux seuls en jouissent, En résulte-t-il qu'ils puissent, à leur gré, baser leur action en réparation sur la loi de 1898 ou sur l'art. 1382 du C. civ. ? Non. Le paragraphe 1^{er} de l'art 2 s'y oppose « les ouvriers et employés désignés à l'art. précédent, ne peuvent se prévaloir à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de

(1) Lois du 11 avril 1831. — 18 avril 1831. — 21 juin 1862. — 23 juillet 1881. — 8 août 1883.

la présente loi ». MM. A. Groussier et Julien Goujon, à la séance de la Chambre du 28 octobre 1897 (1) réclamèrent en vain la suppression de cet article, en se basant sur ce que l'ouvrier peut, dans certains cas, avoir intérêt à se prévaloir du droit commun. L'art. 2 a une autre conséquence, il abroge implicitement la disposition favorable de l'art 3. du C. d'instr. Crim., qui permet à toute personne lésée par un délit, de saisir la juridiction répressive à fin civile, accessoirement à l'action du ministère public. Cette procédure rapide et peu coûteuse n'est plus à la disposition de l'ouvrier : L'art. 2 lui a enlevé ce droit.

Telles sont les dispositions de la loi du 9 avril 1898, déterminant les industries assujetties, le patron débiteur et l'ouvrier créancier de l'indemnité. Elles ne s'étendent point à tous, mais laissent soumis à l'application du droit commun certaines catégories d'entreprises et certains salariés. Cette préférence donnée à quelques ouvriers ne peut s'expliquer que par l'intention du législateur. C'est un essai qu'il a voulu faire, il n'a appliqué le principe du risque professionnel qu'à ceux dont la situation le réclamait le plus impérieusement.

Une proposition de loi signée par un assez grand nombre de députés de l'extrême gauche vient d'être déposée à la Chambre (2). Elle a pour but l'extension de la loi sur

(1) *J.off.*, 1897 Chambre, p. 2203, col. 1.

(2) 7 février 1901. Annexes, Chambre, n° 2179. — V. également une proposition de loi de M. Mirman, Chambre 1900, annexe. n° 2027., p. 160. — 13 déc. 1900.

les accidents à tous les salariés « parce qu'il n'est pas juste que les travailleurs d'un certain nombre d'industries puissent jouir d'une loi leur garantissant, par une indemnité, les risques professionnels, alors que d'autres travailleurs non moins exposés sont exclus de ce droit. Les ouvriers demandent l'égalité de tous devant la loi ; faire une différence entre eux parce que les uns sont voués à telle industrie où à tel travail est une conception souverainement injuste, que personne ne comprendrait ». Exception est faite cependant pour les ouvriers agricoles, dont le sort devrait nécessairement être réglé par une loi spéciale. L'art. 1 serait ainsi conçu : « Tout accident survenu à un salarié par le fait du travail ou à l'occasion du travail, donne droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité quotidienne à la charge du chef d'entreprise salariant... Tout accident survenu à un salarié par le fait ou à l'occasion de sa collaboration accidentelle avec un ouvrier travaillant seul d'ordinaire, sera à la charge de celui pour le compte duquel le travail est effectué ».

On étendrait ainsi l'application du risque professionnel au commerce et même au service de maison alors que la loi de 1898 n'embrasse que l'industrie et l'on considérerait comme patron responsable même l'ouvrier qui, travaillant seul d'ordinaire, fait appel à un camarade pour l'aider momentanément. Cette extension du principe nouveau à tous les ouvriers est désirable, parce qu'en soi ce principe est bon, mais c'est une question des plus délica-

tes à résoudre. Elle se lie en effet d'une façon très intime aux intérêts de l'industrie, qu'il importe de sauvegarder dans l'intérêt même des salariés. Si les grands industriels, grâce à des fonds de réserve importants, à la réduction de frais généraux que permet toujours une grande exploitation, peuvent supporter les conséquences de la loi nouvelle, il est à craindre que les petits patrons ne puissent supporter les charges trop lourdes qu'on veut leur imposer. On arrêtera ainsi, d'une façon certaine, le développement du métier des petits tâcherons dont la situation est cependant intéressante. Menacés par cette énorme responsabilité qu'ils encoureront s'ils s'adjoignent un compagnon, ils n'accepteront qu'un travail limité et restreint qu'ils pourront exécuter seuls. Si cependant un ouvrier fait appel à un camarade et que ce dernier soit blessé, il ne pourra, dans la grande majorité des cas, je dirais même la totalité, payer une rente à la victime. L'ouvrier qui travaille seul d'ordinaire ne pourrait d'ailleurs contracter une assurance. Aucune base sérieuse ne permettrait d'en calculer les primes.

CHAPITRE II

ACCIDENTS DONNANT DROIT A L'INDEMNITÉ

Nous avons montré précédemment que la loi du 9 avril 1898 n'est pas une loi générale quant aux professions qu'elle embrasse, ni quant aux individus qui peuvent se prévaloir de ses avantages ou qui doivent subir ses exigences. Elle laisse en dehors de sa sphère d'application certaines catégories de patrons et d'ouvriers qui restent soumis aux règles du code civil. Nous allons rechercher maintenant si elle a une portée plus générale en ce qui concerne les accidents.

Les termes mêmes de la loi s'opposent à ce qu'on l'applique à un accident quel qu'il soit ; il ne suffit pas d'être employé dans une usine, pour pouvoir réclamer une indemnité après tout accident. La loi n'a pas cette portée. Elle restreint le droit de l'ouvrier dans des limites déterminées, laissant encore ici à la jurisprudence le soin de décider dans chaque espèce, si le cas présent rentre dans la catégorie des accidents professionnels.

SECTION PREMIÈRE

Accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail

Un accident professionnel, c'est, d'après l'art. 1^{er} « un accident survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail ». Pour que le droit à l'indemnité soit ouvert en faveur de la victime ou de ceux qui la représentent, il faut que le travail soit la cause directe ou simplement la cause occasionnelle de l'accident. Sans doute, il n'est pas nécessaire que l'accident arrive pendant le travail même de la victime ; il peut utilement pour l'application de la loi, se produire en dehors de la durée de ce travail et par le fait ou à l'occasion du travail des autres ouvriers. Il peut même résulter de l'action des machines dont le patron est appelé à répondre. Mais dans toutes ces circonstances, l'accident doit se rattacher par un lien plus ou moins étroit au travail, à l'exercice de la profession. Ces conditions remplies, la responsabilité du chef d'entreprise est entière, à moins qu'il ne prouve que la victime a intentionnellement provoqué l'accident ou qu'elle a commis une faute inexcusable.

Les formules employées par la loi ont été l'objet de vives critiques devant les Chambres, et bien que le sens en soit clair, il s'en faut cependant, ainsi que le disait M. Poirier, qu'il soit, « si évident qu'on n'ait pas cru devoir le spécifier ». Ces expressions demandent au contraire à

être précisées : un tailleur de pierre, qui reçoit dans l'œil un éclat, est frappé par le fait du travail ; un ouvrier occupé près d'une machine est victime de l'explosion de cette machine : c'est à l'occasion de son travail qu'il est frappé. Mais ce n'est pas d'un travail quelconque qu'il s'agit ; c'est du travail ordinaire de l'ouvrier, de celui qu'il avait à faire au moment de l'accident, « sans quoi il faudrait admettre que le patron est toujours responsable d'un accident, quelle qu'en soit la cause, survenu à un ouvrier depuis l'instant où il entrera à l'usine jusqu'à l'instant où il en sortira.

On ne saurait rendre le patron responsable d'un accident causé par une machine à un ouvrier, alors que cet ouvrier, étranger à son fonctionnement, s'en est occupé sans qu'on lui ait commandé de le faire. De même un ouvrier, son travail fini, se rend dans une autre partie de l'usine pour y entamer une conversation avec un camarade, ou pour tout autre motifs sans lien avec son travail, il y est victime d'un accident. Ce n'est ni par le fait du travail, ni à l'occasion du travail qu'il est frappé : il n'a pas droit à une indemnité. Mais si un ouvrier, pour quitter le chantier doit passer près d'une machine et qu'une explosion se produise à ce moment, il est victime d'un accident survenu à l'occasion du travail ; la loi de 1898 s'appliquera, car nous trouvons dans ce cas un lien entre le travail et l'accident.

Un ouvrier se rendant à son travail, le matin avant le jour, tombe et se casse une jambe. Le patron n'en sera

pas responsable ; cela résulte certainement des paroles du rapporteur : « Nous ne nous occupons pas des accidents qui se produisent en dehors de l'usine ou du chantier bien entendu » (1). Il ne faut pas cependant prendre ces paroles à la lettre et refuser toute indemnité à la suite d'accidents survenus en dehors de la manufacture. En effet, l'ouvrier peut faire une course intéressant l'entreprise, il sera frappé à l'occasion de son travail et obtiendra réparation suivant les règles de la loi de 1898. De même un gazier, un plombier, un électricien; blessé alors qu'il établit ou répare une conduite d'eau ou de gaz, qu'il pose des fils, est blessé par son travail alors même qu'il est occupé en dehors de l'usine.

La question est plus délicate, s'il s'agit d'un accident survenu pendant le transport de l'ouvrier, de son domicile au chantier, alors que le chef d'entreprise effectue lui-même ce transport grâce à un service spécial de voitures. La jurisprudence antérieure à la loi considérait le patron comme responsable des accidents survenus pendant le trajet. Doit-on se prononcer dans le même sens aujourd'hui ? On a soutenu l'affirmative en assimilant ce transport à la descente des mineurs dans les puits. Du moment que le patron prend à sa charge le transport de ses ouvriers, il en assure la responsabilité. Sans doute, cela est exact, mais la responsabilité encourue par le patron sera celle du droit commun. La loi de 1898 ne saurait s'appliquer ici car il n'y a pas exercice actuel de la

(1) Sénat. 4 juillet. 1895, *J. Off.* p. 731.

profession bien qu'en général l'ouvrier reçoive un salaire pour le temps du trajet. Il n'y a donc pas risque professionnel, mais seulement responsabilité contractuelle. Le patron, en prenant à sa charge le transport, s'engage à conduire les ouvriers sains et saufs jusqu'au chantier ; en manquant à cet engagement, il peut, s'il n'y a pas force majeure, être condamné à des dommages-intérêts.

En cas de déplacement nécessité au milieu de la journée par un changement de chantier, le patron sera-t-il responsable ? Par exemple, un maçon ayant fini une réparation dans une maison, va dans une autre maison de la ville. Durant le trajet, il glisse, tombe et se casse un bras ou bien il est renversé par une voiture. On ne peut pas appliquer la loi de 1898 car il ne peut être question du risque professionnel puisqu'il n'y a pas l'exercice actuel de la profession ; sinon il faudrait admettre, qu'un ouvrier victime d'un accident, est toujours victime d'un accident du travail. Or il y a des circonstances dans lesquelles c'est évidemment l'homme qui est frappé et non pas l'ouvrier.

Ce n'est donc pas par le fait du travail que le maçon a été blessé puisqu'il ne travaillait pas. Le travail ne saurait être la cause directe de l'accident. En est-il la cause occasionnelle ? Pas davantage. Le maçon en se rendant d'un chantier à un autre ne court point de risques spéciaux à sa profession. Il n'est pas plus en danger que ceux qui suivent le même chemin, que ce soient des ouvriers d'une autre industrie ou de simple promeneurs,

rendre le patron responsable de ces accidents, ce serait le forcer à conduire les ouvriers par la main et priver celui-ci de toute liberté, de toute initiative (1).

L'ouvrier ne pourra pas non plus invoquer la loi nouvelle pour les accidents survenus pendant les repos, alors que leur durée lui permettent de quitter l'usine. L'ouvrier durant ce temps ne dépend plus du patron, il n'est plus sous sa surveillance. Mais s'il s'agit de repos de courte durée, la jurisprudence admet que l'ouvrier continue à être dans l'exercice de ses fonctions, et rend le patron responsable des accidents qui arrivent pendant ce temps, pourvu qu'ils aient avec le travail un rapport de causalité même lointain. Les circonstances de fait ont ici une importance considérable que l'accident arrive pendant les heures de travail normal ou pendant le repos il faut toujours pouvoir trouver entre l'accident et le travail une relation même indirecte. Ainsi deux ouvriers pendant un repas qu'ils prennent à l'intérieur du chantier se querellent et au cours de la lutte l'un d'eux tombe au fond d'un puits de mine. Ce n'est pas là un accident professionnel, le patron n'en saurait être rendu responsable.

De même à titre d'exemple d'accident non professionnel nous citerons le cas d'un charretier d'une compagnie de transports envoyé aux Docks pour y effectuer un chargement; profitant d'un moment où son attelage était inoccupé, il abandonna ses chevaux et par pure curiosité voulut aller regarder fonctionner un treuil électrique installé

(1) Contra Sachet.

à quelque distance de là, il posa sa main sur les fils et fut foudroyé. Comment trouver dans ces circonstances une relation entre l'accident et le travail du charretier capable d'entraîner la responsabilité du patron (1)?

L'accident survenu à un ouvrier durant le travail qu'il accomplissait pour son propre compte et malgré la défense du patron, n'engage point non plus la responsabilité de ce dernier (2) ni l'accident survenu à l'ouvrier qui a interrompu son travail pour aider les ouvriers d'une autre entreprise ; ainsi un employé de chemin de fer, chargé d'éclairer divers signaux, suspend momentanément son service et de sa propre initiative ou sur l'invitation d'ouvriers étrangers à la gare il prête son concours à un déchargement ; il est victime d'un accident mais il ne pourra pas en demander réparation à la compagnie car l'employé a abandonné le travail auquel il était préposé par la dite compagnie et s'est fait blesser en accomplissant un travail complètement étranger à son service normal (2).

(1) Trib. du Havre 18 janv. 1900. Jurisp. publ. par le M. S. Com. I. p. 149.

(1) Trib. civ. Autun. 6 Févri. 1900, même recueil I. p. 173.

(2) Trib. civ. Lyon 22 Févri. 1900, même recueil I. p. 189.

SECTION DEUXIÈME

Exclusion des maladies professionnelles et des accidents légers. Preuve.

Il importe de ne pas confondre l'accident avec la maladie; le premier est une atteinte au corps humain provenant de l'action soudaine et violente d'une force extérieure, tandis que la maladie est un état lent et continu. Le législateur français n'a pas cru devoir rendre les patrons responsables des maladies professionnelles, car déjà plein d'aléa et sujet à tant de chances d'erreur pour les accidents, le calcul de la charge afférente à la responsabilité de ces maladies eût présenté plus de difficultés encore (1).

Ces maladies peuvent être très fréquentes, et certaines industries où l'on manipule des substances vénéneuses, telles que le phosphore, les alliages et les combinaisons du plomb, le mercure, l'arsenic, etc, en engendrent souvent d'incurables. La nécrose des allumettiers, la phtisie des aiguiseurs de meules ou la colique de plomb, (2) les empoisonnements progressifs provoqués par le cuivre, le mercure, le phosphore, les lésions organiques dues à l'effet lent des poussières animales et minérales, au maniement des substances d'éléters sont résolument écartées de la sphère du risque professionnel. Ils ne peuvent qu'except-

(1) Amendement Fabre. rejeté à la Chambre. Juin 1893.

(2) Avis du comité consultatif des assur. contre les acc. 7 nov. 1900. *Gazette tribunaux* du 3-4 déc. 1900.

tionnellement constituer des accidents au sens de la loi, s'ils surviennent par le fait d'une absorption soudaine. C'est ainsi que l'emploi de matières toxiques peut occasionner, soit un accident, soit une maladie. La loi s'appliquera dans le premier cas et non dans le second. Atteinte soudaine et brutale, voilà ce qui caractérise l'accident. Peu importe la profondeur de la lésion, son apparence, peu importe qu'elle suive immédiatement le choc ou qu'elle en soit simplement la conséquence, que l'action de la force extérieure s'exerce directement sur le corps ou que par contre-coup elle fasse par l'impression qu'elle produit, perdre la raison à l'ouvrier, cette lésion dans tous les cas donnera droit à l'indemnité.

Mais la distinction entre la maladie et l'accident ne sera pas toujours facile et principalement pour les lumbagos, tours de reins, ruptures musculaires, durillons forcés, coups de fouet, hernies ; il y aura lieu de les considérer tantôt comme accident, tantôt comme maladie. Il est impossible de décider a priori que telle ou telle de ces affections rentre dans la catégorie des accidents. C'est aux tribunaux à trancher la question suivant les espèces. Lorsque ces affections se produiront brusquement à la suite d'un travail pénible, d'un effort violent, on devra faire application de la loi ; mais non pas quand elles se développeront peu à peu, par suite de l'exercice normal de la profession. Le tribunal civil de Nancy a décidé qu'une hernie de force, c'est-à-dire consécutive d'un accident, quoi qu'elle ne puisse se produire que chez une personne pré-

disposée, était un accident, car elle est due à un effort plus ou moins énergique; et qu'au contraire une hernie qui s'est développée graduellement sous l'influence d'une série d'efforts ne saurait constituer qu'une maladie (1).

Cette solution semble inattaquable au point de vue des textes et est une application juridique de la distinction entre les accidents et les maladies.

Il peut aussi arriver qu'à la suite d'un accident, l'état de la victime s'aggrave par suite des maladies constitutionnelles dont elle est atteinte. Il ne faudra pas en tenir compte dans l'évaluation de l'indemnité. Une blessure légère est souvent mortelle pour un diabétique, mais le décès, dans ce cas, ne saurait donner naissance au droit à l'indemnité de la veuve ou des descendants. Un ouvrier borgne, lorsqu'il perd l'autre œil à la suite d'accident, n'a pas droit à une indemnité pour incapacité permanente totale, mais seulement pour incapacité permanente partielle, car l'indemnité n'est due par le patron que pour les conséquences directes et immédiates des accidents et non pour les aggravations résultant de lésions ou d'infirmités préexistantes (2). L'industrie ne peut et ne doit être rendue responsable que du préjudice qu'elle cause (3).

Une autre catégorie d'accidents se trouve exclue de l'application de la loi comme les maladies et les acci-

(1) *La Loi*, 19 juin 1900 — *Gaz. Trib.* 29 mai 1900.

(2) *Chambre*, 5 juin. 1893. — *J. offic.* p. 1613.

(3) *Trib. Paix, Le Mans*, 4 mai 1900. *Gaz. Pal.* 1900, 2. 103.

dents dont le travail n'est point la cause. Je veux parler des accidents légers ayant entraîné une incapacité de travail de quatre jours au plus. Pourquoi cette exclusion expresse ? Elle semble illogique; mais la simulation facile et par suite fréquente de blessures légères l'ont rendue nécessaire. L'indemnité n'est donc pas due, en cas d'accidents de ce genre, et elle ne court qu'à partir du cinquième jour en cas d'incapacité temporaire plus longue : cette deuxième disposition devait évidemment compléter la première, car l'ouvrier eût été poussé à prolonger au-delà du quatrième jour son interruption de travail et pour ces petites indispositions le contrôle est très difficile.

La loi du 9 avril 1898 ne s'applique donc pas à tous les accidents. Le droit à l'indemnité ne prend naissance que si l'accident a eu pour cause le travail lui-même, ou s'il est survenu à l'occasion du travail. Tout en donnant aux termes de l'art. 1^{er} l'interprétation la plus libérale, on ne saurait ranger dans la catégorie des accidents professionnels ceux qui ne se rattachent pas d'une façon indiscutable au travail de l'ouvrier. En pratique, ce système aboutit logiquement à des conséquences qui peuvent paraître singulières. Ainsi un ouvrier est sur le point d'être frappé par une machine : un de ses camarades, s'apercevant du danger qu'il court, se précipite à son secours, mais l'instrument, mû par une force inconsciente et brutale, sans souci de cet acte d'héroïsme et de dévouement, frappe les deux ouvriers. Le premier que,

nous supposons attaché au fonctionnement de la machine, aura certainement droit à une indemnité ; c'est bien à l'occasion de son travail qu'il est frappé. Mais pour l'autre, il n'y a pas accident industriel. Victime héroïque d'un sentiment généreux, il reste en dehors de l'application de la loi car l'acte de dévouement qu'il vient d'accomplir n'a rien de commun avec le travail. Il eût peut-être été logique d'indemniser cet ouvrier ou sa famille, bien que les actes de courage ne revêtent toute leur splendeur et toute leur beauté qu'autant qu'ils sont désintéressés ; toutefois je ne pense pas qu'on puisse en faire un reproche à la loi que nous étudions. Elle ne s'est pas donné pour but de réparer les conséquences de l'acte généreux d'un ouvrier qui sacrifie sa vie pour sauver autrui ou éviter une catastrophe, mais seulement d'atténuer les suites des accidents industriels.

Si la loi de 1898 n'embrasse pas tous les accidents, les tribunaux auront donc pour chaque espèce une question de fait à trancher, question préjudicielle qui se pose ainsi : l'ouvrier a-t-il été frappé dans son travail ou à l'occasion de son travail ? Est-il victime d'un accident ou d'une maladie ? Recherchons à qui incombera la preuve de ces faits. Est-ce à l'ouvrier ou à ses représentants de prouver qu'il y a eu accident professionnel, ou bien le patron, pour échapper à l'obligation édictée par la loi, devra-t-il démontrer que le décès de l'ouvrier est dû à la maladie et non pas à un accident ?

On comprend aisément la portée de ce débat sur la

charge de la preuve. Selon la solution admise on reconnaîtra à l'ouvrier droit à l'indemnité, si la cause du décès ou de la lésion demeure incertaine, ou bien on lui refusera toute indemnité. On a soutenu que la loi avait créé une présomption en faveur de l'ouvrier et que par suite l'ouvrier n'avait que deux choses à prouver : d'abord que la profession qu'il exerce rentre bien dans la catégorie des ouvriers légalement protégés, et de plus que l'accident dont il a été victime est survenu pendant les heures de travail. « Dans l'esprit de la loi, l'accident doit toujours être présumé survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail, s'il est arrivé sur le lieu du travail et aux heures réglementaires ; aucune preuve n'incombe à l'ouvrier et si le patron veut se soustraire à l'application de la loi, c'est lui qui doit démontrer, soit par l'enquête, soit de toutes autres manières, que la cause de l'accident est étrangère au travail pour lequel il rémunérerait son ouvrier » (1).

La loi du 9 avril 1898, dit-on dans ce système, a voulu rendre dans la plus large mesure, les ouvriers indemnes des accidents du travail et déplaçant dans ce but la charge de la preuve, elle a rendu le patron responsable des accidents quelle qu'en soit la cause. Pour elle, tout événement dont la cause est inconnue est un accident, c'est au patron à faire la preuve contraire, à démontrer que le risque professionnel ne saurait s'appliquer à l'événement dont on prétend lui faire supporter les conséquences. En-

(1) Trib. civ. Lyon, 22 fév. 1900. *Gaz. Pal.* 1900, 1. 464.

fin on ajoute que si on force l'ouvrier à faire cette preuve, on lui fait perdre le bénéfice de la loi chaque fois qu'il y aura doute sur la cause de l'accident.

Un arrêt de la Cour de Paris 1^{er} mai 1900 a rejeté ce système et a décidé avec raison que l'obligation de prouver le rapport entre l'accident et le travail incombe à l'ouvrier ou à ses représentants (1). En effet la loi du 9 avril 1898 s'est bornée à exonérer l'ouvrier demandeur, de rapporter la preuve de la faute du patron mais elle n'a pas été plus loin. Ni le texte de la loi, ni les discussions législatives n'établissent que l'ouvrier soit déchargé du fardeau de la preuve en ce qui touche l'accident lui-même. Il doit établir que l'accident dont il a été victime, est survenu dans l'exercice d'un travail effectué pour le compte du patron suivant les dispositions du contrat de louage. La loi, en posant en règle la responsabilité du patron, a apporté une dérogation au droit commun et on ne saurait étendre cette dérogation au delà des limites que la loi elle-même lui a fixées. Le texte ne formule pas de présomption en faveur de l'ouvrier et l'interprète ne peut se substituer au législateur pour en créer une. La loi n'est applicable que lorsqu'il est établi qu'on se trouve en face d'un accident professionnel et ce sont les règles ordinaires en matière de preuve qui doivent s'appliquer ici. C'est donc au demandeur en indemnité à établir le caractère de l'évènement sur lequel il fonde sa demande ; c'est à l'ouvrier à prouver le fait d'où découle

(1) Dans le même sens *J. d. pair*, Paris, 17^e arr., 21 mars 1900.

son droit. Ce fait générateur du droit à l'indemnité qui réside dans la formule : « par le fait du travail ou à l'occasion du travail » étant une fois prouvé, l'ouvrier pourra se prévaloir des dispositions de la loi de 1898.

Le fardeau de la preuve incombe donc à l'ouvrier mais il ne faut pas s'en effrayer outre mesure car cette preuve lui sera facile. En effet, alors que l'enquête n'est ordonnée dans les litiges de droit commun, que si les articulations du demandeur remplissent certaines conditions de précision, ici elle est faite d'office par le juge de paix et l'intérêt commun du demandeur et du défendeur veut que tous les témoignages utiles à la cause soient entendus. On arrivera le plus souvent à la certitude et dès lors il n'y a pas lieu de s'arrêter à la crainte formulée par les partisans du premier système. Le but que s'est proposé le législateur de 1898 ne peut pas être mis en échec par l'obligation imposée à l'ouvrier ou à ses représentants d'établir qu'il y a eu accident au sens de la loi nouvelle, préalablement à toute demande d'indemnité.

En résumé, la loi nouvelle doit être, comme toute disposition exclusive du droit commun, rigoureusement appliquée aux faits que ces auteurs ont entendu viser et dans les conditions qu'ils ont fixées pour qu'elle pût recevoir son application. On doit donc retrouver dans toutes demandes, trois conditions nécessaires au succès. « 1° un accident, 2° un travail industriel et 3° la relation entre ce travail et cet accident ». Le législateur ne rend pas le patron responsable sans distinction de tous les accidents qui

surviennent à ses ouvriers par le seul fait qu'ils sont ses ouvriers (1).

(1) Trib. Rouen, 28 février 1900. *Gaz. Pal.* 1900, 1-486.

CHAPITRE III.

DE L'INDEMNITÉ ALLOUÉE SUIVANT LES CONSÉQUENCES DE L'ACCIDENT

SECTION PREMIÈRE

Caractères généraux de l'indemnité.

Le législateur de 1898 appliquant, aux rapports des patrons avec leurs ouvriers, la théorie nouvelle du risque professionnel met les accidents qui en découlent à la charge des uns et des autres. La loi elle-même a fait la part de cette responsabilité qui, du moins en principe, est indépendante de l'idée de faute. Le fait seul de l'accident ouvre le droit à réparation, mais cette réparation ne sera jamais intégrale. Pour que l'indemnisation des accidents eût ce caractère, il eût fallu assurer à la victime les soins nécessaires à son rétablissement et tenir compte du dommage qu'elle subit à raison de l'interruption de travail et de la diminution de son salaire à venir.

Dans le système de la loi, on a établi deux catégories d'indemnités répondant à ces deux sortes de réparations : l'une a pour objet les frais médicaux et pharmaceutiques, l'autre les indemnités ou pensions calculées sur le degré d'incapacité de travail auquel se trouve réduit la victime.

Pour ce qui est de ces réparations, on a suivi deux systèmes différents. Le premier concerne les frais médicaux et pharmaceutiques, qui ont été mis intégralement à la charge du patron, quelle que soit la somme totale de ces frais. L'autre s'applique aux réparations dues pour suppression ou diminution de salaire et établit une tarification légale et forfaitaire ; c'est une conséquence logique de la théorie du risque professionnel. Avant d'étudier la proportion admise par la loi pour le partage de la responsabilité, indiquons d'abord quelles sont les raisons qui ont poussé le législateur à admettre ces deux systèmes de tarification et quels sont les caractères généraux de ces indemnités.

Le patron doit payer intégralement les frais médicaux et pharmaceutiques nécessités par les blessures de l'ouvrier : on voit aisément la raison d'humanité qui vient militer en faveur de cette disposition. L'ouvrier est le plus souvent dans l'impossibilité complète de subvenir, même pour partie, à ces frais. Il fallait les lui fournir, car ils ont pour but de le remettre, autant que faire se peut, dans l'état où il était avant l'accident. C'est bien là, le minimum de réparation auquel il ait droit. Enfin

le montant de ces frais ne s'élèvera généralement pas bien haut et ce sera pour l'industrie une charge légère.

L'indemnité due pour suspension ou diminution du salaire ne sera jamais intégrale. Le patron n'aura pas à payer au-delà d'une certaine fraction de ce salaire, de telle sorte que la réparation se trouve fixée à un chiffre déterminé toujours inférieur au montant du gain effectif. Il semble, qu'en bonne équité, il eût fallu pour chaque accident, considérer les circonstances, faire varier le taux de l'indemnité suivant la gravité du préjudice causé, et en fixer le montant à une somme égale à ce préjudice. Mais cette tarification légale est une conséquence nécessaire du principe du risque professionnel. L'ouvrier, dans ce système, se trouve avoir droit à une indemnité dans des cas où l'application stricte du droit commun lui faisait supporter toutes les conséquences des accidents, et par réciprocité, on a estimé juste de limiter la responsabilité du patron à une quotité déterminée même en cas de faute de sa part. On impose ainsi au patron et à l'ouvrier une transaction sur leurs droits réciproques, en faisant abstraction des principes de la responsabilité personnelle en droit commun. On dit à l'ouvrier : quel que soit l'accident dont vous serez victime, vous toucherez une rente, et en échange on lui demande de limiter ses prétentions. En d'autres termes, on rend le patron responsable d'accidents dans lesquels sa responsabilité ne se trouvait pas engagée, mais on fixe à forfait la réparation due. On dit généralement, qu'il y a là une transaction ; nous mêmes

nous venons d'employer ce terme. Il semble toutefois manquer d'exactitude : le mot transaction implique un accord volontaire des parties en cause, tandis qu'ici cet accord leur est imposé par la loi.

Ce système a deux avantages. L'un est de supprimer toute discussion sur le montant de l'indemnité, mais cet avantage théorique, n'empêchera pas de nombreux procès de s'élever sur la question des accidents. L'exclusion de la faute inexcusable, de l'application du risque professionnel, permettra aux ouvriers et aux patrons de réclamer une augmentation ou une diminution de pension. L'autre avantage, c'est que cette tarification nettement déterminée permet au chef d'industrie d'atténuer par l'assurance les conséquences de cette responsabilité. Il fallait pour cela, établir une base solide qui puisse servir de fondement aux calculs des probabilités nécessaires en matière d'assurance ; cette base faisait justement défaut, lorsque le juge avait le pouvoir absolu de fixer à un chiffre quelconque le montant de l'indemnité. En résumé l'indemnité établie par la loi de 1898 est une réparation incomplète du préjudice causé qui engage le travailleur à redouter les accidents, dans lesquels il aura toujours un dommage à souffrir. C'est une indemnité légale dont les parties ou le juge ne peuvent calculer le quantum sur des bases autres que celles fixées par le texte.

Mais il ne suffisait pas de donner à l'ouvrier une indemnité : il fallait encore la garantir entre ses mains. C'est ce qu'a fait l'art. 3 alinéa 12, qui déclare les rentes inces-

sibles et insaisissables. Cette disposition est une application de l'art. 581 du C. Proc. Civ. qui prononce l'insaisissabilité des provisions alimentaires, provisions et pensions sont en effet employées dans un sens identique (1). Elle vient compléter les mesures prises par la loi du 12 janvier 1893 pour la protection des salaires. En effet, les indemnités allouées à la suite d'accidents ont bien le caractère alimentaire. Elles représentent bien une portion du salaire; il était donc juste qu'elles reçoivent la même protection. L'incessibilité vient heureusement se joindre à l'insaisissabilité, en garantissant l'ouvrier contre ses propres faiblesses et en lui donnant ainsi une protection complète; d'ailleurs la jurisprudence antérieure à la loi reconnaissait ce caractère aux rentes allouées à la suite d'accidents en vertu de l'art. 1382 du C. Civ.

Mais ces indemnités n'en sont pas moins soumises à la disposition de l'art. 582 du C. Proc. Civ. Elles peuvent donc être saisies pour cause d'aliment. Un fournisseur de denrées alimentaires aura le droit de saisir l'indemnité accordée par la loi de 1898, pour se faire payer des fournitures faites au titulaire de cette rente, quelle que soit leur date. Il n'y a pas de distinction à faire entre les créanciers alimentaires antérieurs et les créanciers postérieurs au jugement attributif d'indemnité (2), qui peuvent toujours saisir la totalité, car la loi de 1898, ne parlant pas à ce propos des dispositions de la loi du 12

(1) Demolombe t. IV n° 78.

(2) Cass. 18 janvier. 1875. Sirey, 1875, 1. 153.— Dal. 1875, 1. 360.

janvier 1873, on ne saurait déclarer les rentes saisissables seulement jusqu'à concurrence du dixième. Cette mesure de protection paraît cependant devoir être accordée, aussi bien pour une indemnité représentative du salaire que pour le salaire lui-même ; mais la loi ne l'a point accordée et le juge ne peut remédier de lui seul à cet oubli.

De même cette insaisissabilité cesse à l'égard des parents ou alliés qui sont en droit de réclamer à l'ouvrier des aliments en vertu des art. 203-205-206-207-214 et 349 du C. Civ. Chacun doit contribuer suivant ses moyens à ces obligations alimentaires édictées par les articles précédents. D'ailleurs, l'indemnité allouée est plus ou moins forte selon que la victime a plus ou moins de charges de ce genre. On a soutenu contrairement à notre opinion (1), que ces rentes ou indemnités ne sauraient être saisies pour créances alimentaires. Le législateur, dit-on, n'aurait pas manqué de le dire s'il eût voulu qu'il en fût ainsi. La loi de 1898 est d'ordre public et doit être exécutée strictement. A cela nous répondrons que la loi de 1898 est avant tout une loi d'exception, et par suite le silence du législateur, sur un point, équivaut au maintien du droit commun qui ne saurait être écarté que par une disposition expresse. Nous ne pensons pas non plus qu'il soit possible de distinguer, comme le fait M. Sachet, les créances alimentaires en deux catégories : 1^o celle des fournisseurs des choses nécessaires à la subsistance du débiteur et de sa famille auxquels on refuserait le droit de

(1) V. Loubat, p. 193.

saisie, 2^o celle des parents ou alliés ayant le droit d'exiger des aliments auxquels on reconnaîtrait la faculté de saisir les rentes. La même solution s'impose dans les deux cas, car nous nous trouvons en face de créances ayant vraiment un caractère alimentaire dans l'une et l'autre espèce.

L'alinéa 12 de l'art 3. vise spécialement les rentes et ne parle pas des indemnités journalières. Devons-nous ne conclure que les sommes allouées pour ce motif peuvent être le gage des créanciers. Evidemment non. Elles sont incessibles. Mais à quel titre ? Nous croyons qu'il y a lieu de les assimiler aux rentes et de supposer que le législateur en parlant de rente a voulu embrasser toutes les sommes allouées en réparation d'un accident. Ce serait par suite, l'art 581 du Code proc. Civ. qu'il faudrait appliquer, en le combinant avec l'art. 582 et non pas la loi du 12 janvier 1893. Celle-ci permettrait de saisir un dixième de l'indemnité : L'art. 581 la rend pour la totalité insaisissable. D'ailleurs n'oublions pas, que si l'indemnité est représentative du salaire, ce qui pourrait nous faire pencher vers l'application de la loi de 1893, elle ne représente qu'un salaire réduit. Il est donc logique de lui reconnaître un caractère alimentaire pour le tout, puisque le salaire entier a ce caractère pour neuf dixièmes, et que la réduction imposée par la loi de 1898 est bien supérieure à un dixième.

De ce que les rentes sont incessibles et insaisissables, il s'en suit, qu'elles ne peuvent servir de base à une com-

pensation, compenser, c'est payer et la créance qui servirait à éteindre la dette serait cédée jusqu'à concurrence du montant de cette dette. Le patron ne pourra donc pas retenir sur la rente les sommes dont il se trouverait être créancier vis-à-vis de l'ouvrier; il ne le pourrait même pas si sa créance résultait de fourniture d'outils, car la loi de 1898 n'a pas prévu cette hypothèse. L'incessibilité a encore une autre conséquence, elle exclut la créance de la communauté. L'ouvrier restera titulaire de sa rente, qu'il se marie avec ou sans contrat, seuls les arrérages tomberont dans la communauté.

SECTION DEUXIÈME

Frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires.

Les frais de médecins et de pharmaciens, qu'occasionne à l'ouvrier un accident, sont mis par l'art. 4 de la loi, à la charge du chef d'entreprise ainsi que les frais funéraires. Nous n'avons que peu de chose à dire sur ces derniers. Ils sont évalués à un maximum de 100 francs comprenant tous les frais accessoires, c'est-à-dire, frais de garde, de lettres de faire-part, etc. En cas de contestation le juge de paix se trouve compétent.

Les frais médicaux et pharmaceutiques demanderont un peu plus de détails. Ils ne sont pas toujours tarifés d'après le même principe et il nous faut envisager plusieurs hypothèses susceptibles de se produire. En effet,

la victime conserve le choix de son médecin. Elle peut faire appel à un médecin étranger à l'usine, se faire soigner chez elle ou demander son transfert dans un hôpital.

A. — Supposons tout d'abord que la victime soit soignée par le médecin spécialement attaché à l'exploitation. Le patron devra, dans l'espèce, acquitter intégralement le montant des frais médicaux et pharmaceutiques. La loi n'a point établi de tarif car le chef d'entreprise est représenté par un homme de son choix, qu'il a investi de sa confiance ; il est peu vraisemblable que ce dernier lui compte des frais exagérés ou que le rétablissement de l'ouvrier ne réclamerait point. Mais les frais que le patron doit solder sont uniquement ceux qui dérivent directement de l'accident. L'ouvrier peut être atteint de maladies antérieures, et si, sur le conseil du médecin, il se décide à suivre un traitement, les dépenses ainsi occasionnées ne sauraient être imposées au patron, car elles sont indépendantes de l'accident. L'ouvrier atteint d'une incapacité permanente peut, pour empêcher que cette infirmité partielle dont il est atteint ne devienne totale, avoir besoin de suivre un certain traitement. Les frais que nécessite ce traitement sont bien une conséquence directe de l'accident, cependant nous déciderons qu'ils sont à la charge de l'ouvrier du jour où le patron a été déclaré débiteur d'une rente en vertu de l'art. 3. Cette rente, en effet, est calculée pour assurer l'existence de l'ouvrier qui doit pourvoir à ces frais ultérieurs de maladies avec les arrérages. De telle façon que l'ouvrier se

trouve, lorsqu'il est atteint d'une incapacité permanente, passer par deux périodes différentes et consécutives. L'une allant de l'accident, au jour de la consolidation, c'est-à-dire à l'époque où les suites immédiates de l'accident ayant disparu, l'ouvrier se trouve certainement atteint d'une incapacité permanente. L'autre, partant de cette époque et allant jusqu'à la mort de l'ouvrier ou jusqu'à la révision de l'indemnité, si elle se produit. Dans la première période, l'ouvrier pourra invoquer l'article 4, tandis qu'il ne le pourra pas dans la seconde, l'article 3 étant seul applicable. C'est ce que disait M. Ricard : « L'ouvrier se trouve sous un autre régime que celui sous lequel il était placé pendant le temps de sa maladie » (1).

B. — La victime, usant de la faculté qui lui est expressément reconnue par l'art. 4 a fait choix d'un médecin étranger à l'usine. Ce sera notre deuxième hypothèse. Le fait peut s'expliquer par le peu de confiance inspirée, à tort ou à raison à l'ouvrier par le médecin de l'établissement, ou bien encore parce qu'aucun médecin n'est attaché d'une façon spéciale à l'usine. Le choix laissé à la victime se justifie donc parfaitement, mais le législateur a bien compris qu'il fallait, dans ce cas, donner des garanties au patron. On devait éviter de faire payer par le chef d'entreprise les honoraires de sommités médicales, dont l'accident ne réclamait pas la présence, ou des frais frustratoires. Aussi a-t-on décidé avec une certaine raison, que le patron ne serait point tenu de payer intégralement ces

(1) Chambre, *J. Off.*, 1897, p. 222.

dépenses, si elles dépassaient les tarifs adoptés par l'assistance médicale gratuite dans le département.

Lorsqu'il n'existe pas de tarif départemental, dans le département de la Seine par exemple et qu'il est ainsi impossible au juge de paix de fixer les frais médicaux et pharmaceutiques, conformément à l'art. 4 de la loi, il convient de fixer le taux de la visite au taux des visites de médecins pour la classe ouvrière (1). Le ministre du commerce, dans une toute récente circulaire, reconnaît le droit aux juges de paix, lorsque les tarifs prévus par l'art. 7 de la loi de 1893 n'existent point encore ou sont incomplets, d'arbitrer les frais médicaux et pharmaceutiques soit en appliquant les tarifs similaires des départements voisins et placés dans des conditions comparables, soit en s'inspirant par analogie des tarifs en usage dans la localité. Le juge ne doit pas méconnaître alors, qu'au vœu de la loi, les visites doivent être en tout état de cause, rétribuées, non d'après le taux normal des honoraires médicaux, mais d'après celui des honoraires spécialement applicables aux malades assistés.

L'application de ce tarif sera fait par le juge de paix qui devra veiller à ce que les visites comptées soient celles-là seules que l'accident a nécessitées. Le chef d'entreprise n'aura donc pas à redouter le choix d'un médecin par son ouvrier, puisque ce dernier supportera l'excédent des dépenses. Il est bien évident en effet, que la loi n'a pas entendu fixer les honoraires du médecin, d'après le tarif

(1) J. Paix. Courbevoie. 8 Mai 1900. — *Gaz. Pal.* 1900-2-60.

de l'assistance, celui-ci resté libre de réclamer les honoraires qu'il croit légitimes, mais le paiement n'en sera effectué par le patron que pour partie.

C. — L'ouvrier, sur sa demande, ou sur celle de son patron, se fait porter dans un hôpital. Il y trouvera évidemment des soins plus éclairés que chez lui et le patron, outre l'intérêt qu'il a au prompt rétablissement de son ouvrier, aura généralement dans ce cas des frais moindres à solder; mais il devra toujours payer l'indemnité journalière au taux fixé par l'art. 3, alinéa 4. Cette indemnité n'a pas seulement pour but de subvenir aux besoins de la victime, mais aussi à ceux de sa famille (1).

Telles sont les diverses situations en face desquelles le patron peut se trouver relativement aux frais de maladies. Il nous faut maintenant rechercher le point de départ et la durée du paiement de ces frais. Remarquons tout d'abord qu'il est nécessaire, pour que cette dette existe à la charge de l'industriel, que l'incapacité de travail dure plus de quatre jours; mais si nous sommes en présence d'une incapacité de longue durée, devons-nous déclarer le patron débiteur des frais faits durant les quatre premiers jours, ou au contraire ne mettre à sa charge que ceux faits à partir du cinquième jour? L'indemnité journalière n'est due qu'à partir du cinquième jour, mais il n'en est pas de même des frais de maladie. Sans doute, les projets de 1893 et 1895 décidaient formellement que le patron était comptable de ces dépenses à partir du

(1) Voir amendement en sens contraire de M. Blavier, rejeté en 1896 par le Sénat.

jour de l'accident et le texte de 1898 ne reproduit pas cette disposition. A-t-on voulu l'écarter ? Il eût fallu pour reculer au cinquième jour la mise à la charge du patron des frais de maladie, un texte formel analogue à l'article 3, § 4 pour les allocations journalières, d'autant plus que l'art. 5 vient appuyer notre thèse. Si le chef d'industrie peut se décharger des frais de maladies pendant les trente, soixante ou quatre-vingt dix premiers jours à partir de l'accident, c'est qu'il doit payer ces frais à partir de l'accident également.

Des raisons d'humanité poussaient à admettre cette solution : c'est dans les premiers jours que la victime réclamera les soins les plus pressés. Il peut y avoir lieu à des visites répétées, à une opération chirurgicale qui ne saurait attendre. Les premiers jours seront donc peut-être les plus coûteux, l'ouvrier ne pouvait en supporter le poids.

Les frais médicaux sont dus jusqu'à la fin de la maladie, si elle n'entraîne qu'une incapacité temporaire, jusqu'au règlement de la pension, si elle cause une infirmité permanente. Nous avons vu plus haut que dans ce cas, l'ouvrier devait, avec les arrérages, payer les frais de maladies. Mais si l'ouvrier qui avait été frappé d'incapacité partielle redevient malade après une première guérison, il semble que le patron doive supporter les nouveaux frais, s'ils sont réellement une suite de l'accident primitif et que la rechute ait eu lieu dans les trois années qui suivent l'accident. En effet, passé ce délai, la révision du jugement n'est plus possible.

Le chef d'entreprise peut, sous certaines conditions, s'exonérer de ces frais pendant les trente, soixante ou quatre-vingt dix premiers jours à compter de l'accident. Les conditions exigées par l'art. 5 sont : 1° l'affiliation des ouvriers à une société de secours mutuels, dont les statuts sont conformes aux statuts types approuvés par le ministre de l'intérieur (1). 2° Le versement par le patron d'une quote-part de la cotisation, qui ne pourra être inférieure au tiers. Cette deuxième condition a été introduite dans notre loi, car on a constaté que, dans les sociétés mutuelles, les frais de maladie résultant d'accidents ne s'élèvent même pas au tiers des disponibilités ; ce paiement du tiers fait par le patron correspondra donc à la totalité de sa dette relativement aux maladies et indemnités temporaires. (2) 3° il faut en outre que la société indemnise l'ouvrier pendant les quatre-vingt dix premiers jours qui suivent l'accident, en lui fournissant gratuitement les soins médicaux et une indemnité journalière.

En cas d'affiliation de ce genre, le patron se trouve complètement exonéré pendant quatre vingt dix jours au plus des frais médicaux et de l'indemnité temporaire. L'art. 5 en effet s'applique à ces deux espèces d'allocation, il les lie l'une à l'autre à tel point que le chef d'entreprise ne saurait se décharger de l'une sans se décharger de l'autre en même temps. Mais le patron ne peut s'exonérer des

(1) V. arrêté ministériel, 16 mai 1899. *Journ. Off.* 17 mai 1899 p. 3249.

(2) Sénat, 18 mars 1898. *Journ. Off.* p. 324.

frais funéraires, ni se faire décharger de l'indemnité journalière pendant plus de quatre-vingt dix jours. Cette restriction s'explique par le fait des sociétés de secours mutuels qui, d'une façon générale, ne paient point de frais de maladie au delà de trois mois. Elle est regrettable néanmoins, car si une société venait à garantir ce versement pendant une plus longue durée le chef d'entreprise n'en pourrait profiter.

Une disposition spéciale aux exploitants de mines et carrières — art. 6 — les autorise à se décharger des frais dont nous nous occupons en justifiant d'une subvention annuelle aux sociétés de secours instituées en vertu de la loi du 29 juin 1894.

La proposition de loi, émanant du groupe socialiste de la Chambre (1) voudrait modifier le texte de l'art. 4. Le deuxième paragraphe de l'article serait remplacé par le suivant : « La victime a le droit de choisir son médecin et son pharmacien pendant toute la durée des soins nécessités par l'accident ». Cette disposition ne paraît pas nécessitée par les intérêts de l'ouvrier, qui semblent être suffisamment sauvegardés à ce point de vue par la loi de 1898 ; d'autant plus qu'elle aboutirait souvent à des fraudes, à des abus. Sans doute, on pourrait corriger cette proposition en instituant, comme le veut M. Georges Graux (2), une contre-visite médicale. Mais cette contre-visite constituerait une aggravation des charges de l'entrepreneur qu'évite le texte actuel. Enfin, le même groupe demande la

(1) Annexe 1901 n° 2179.

(2) Proposition de loi. 2 mai 1899 Chambre annexe n° 892.

suppression des art. 5 et 6 permettant aux industriels de se décharger des frais de maladies pendant un certain temps. Nous ne voyons pas non plus ici quel sera l'intérêt de l'ouvrier, à recevoir le montant de ces frais des mains du patron plutôt que d'une société de secours mutuels. Nous avons montré à quelles conditions était soumise cette libération du patron. C'est là une véritable assurance qu'il contracte et dont il paie la prime. Il est juste de lui laisser ce droit.

SECTION TROISIÈME

Indemnités pour incapacités permanentes et temporaires.

Pour le second chef d'indemnisation dont nous avons parlé, à savoir : la réparation du dommage résultant de la suspension ou de la suppression du salaire, la loi de 1898 établit un système de réparation forfaitaire variant avec la nature de l'incapacité qui découle de l'accident. La loi recherche le degré de l'incapacité et fixe d'après ce degré le montant de l'indemnité.

A ce point de vue, l'art. 3 distingue quatre grandes catégories d'accidents : 1^o Accidents entraînant une incapacité absolue et permanente de tout travail ; 2^o Accidents entraînant une incapacité partielle et permanente ; 3^o Accidents entraînant une incapacité temporaire ; 4^o Accidents mortels. Mais nous avons vu que notre loi mettait à part les accidents ayant entraîné une incapacité de moins de cinq jours pour lesquelles elle n'accorde aucune

réparation. Nous n'avons rien à dire des caractères de l'accident mortel, les expressions sont assez claires par elles-mêmes, pour ne pas avoir besoin d'être définies. D'ailleurs, ces accidents de cette nature feront l'objet d'un chapitre spécial. Mais il nous semble utile de préciser un peu ce que sont chacune des trois premières catégories d'incapacité déterminées par notre loi.

A — L'incapacité absolue et permanente est celle qui laisse l'ouvrier inhabile à toute espèce de travail et le prive de tout moyen d'existence. Tout d'abord, on ne songea pas à donner une définition de l'incapacité absolue. Ce ne fut qu'en 1888, par crainte des nombreux procès que pourrait faire naître le pouvoir d'appréciation laissé aux tribunaux, que l'on décida, dans l'art. 2. § 3, de considérer comme incapacité permanente absolue « la perte complète de la vue, de la raison, de l'usage des deux membres ou de toutes autres infirmités incurables qui rendent le travailleur impotent ». Le Sénat repoussa cette définition comme inutile et imparfaite, puisque après avoir cité trois cas d'infirmités rentrant dans cette catégorie, on était obligé de laisser à l'appréciation du tribunal les autres cas qui pourraient se produire. La Chambre reprit sans modifications importantes la définition de 1893 ; mais finalement, on supprima toute définition et on reconnut aux tribunaux un droit absolu d'appréciation. Le juge pourra donc déclarer qu'une incapacité est permanente et totale dans toutes les circonstances où elle lui paraîtra exister sans avoir à s'attacher à la nature de la lésion. M. Thévenet

a indiqué au Sénat à quels signes se reconnaîtrait cette incapacité (1). « Lorsqu'il s'agit d'incapacité absolue et permanente, on se trouve en face d'un ouvrier qui est dans l'impossibilité de travailler et qui se trouve dès lors sans ressources ; il ne peut apporter à sa famille aucun salaire, aucun subside si léger soit-il. Il tombe au contraire complètement à sa charge ». « Ce n'est pas à la légère que les tribunaux décideront en faveur d'un ouvrier qu'il y a incapacité absolue et permanente. L'ouvrier qui est contraint à ne plus travailler, qui est devenu une non-valeur absolue, — car c'est dans ces termes qu'il convient de définir cette sorte d'incapacité — se trouve dans l'obligation de supporter des frais de traitement, en dehors de la nécessité de pourvoir à son existence » (2).

Cette incapacité est de beaucoup la plus grave qui puisse atteindre un ouvrier ; c'est pour elle qu'il recevra l'indemnité la plus élevée. L'allocation prévue par le § 2 de l'art. 3 consiste dans une rente égale aux deux tiers du salaire annuel ; mais elle ne fut pas adoptée sans discussion. On avait proposé de faire varier cette indemnité, dans les limites d'un minimum et d'un maximum. Ce système ne prévalut point. Préoccupé de réduire le nombre de procès, le législateur lui reprochait de les favoriser : l'ouvrier eut évidemment réclamé le maximum tandis que le patron n'eut offert que le minimum. De plus,

(1) *Journ. Off. Sénat*, 1898, p. 301.

(2) *Journ. Off. Sénat*, 1898, p. 299.

ce choix du taux de l'indemnité laissé au juge, l'eut sans aucun doute incité à tenir compte dans son appréciation de certains actes fautifs, que l'on entendait écarter. On rechercha également s'il n'y avait pas lieu d'établir sur des bases distinctes le taux de l'indemnité pour les hommes et pour les femmes ; s'il fallait tenir compte des charges de famille de l'ouvrier. L'accord se fit, et on admit une indemnité indépendante du sexe de la victime et de sa situation de famille.

Le taux de cette indemnité, fixé à deux tiers, fut vivement combattu, les uns le prétendaient exagéré, les autres insuffisant. Cette quotité avait été acceptée par la Chambre dans son projet de 1893, mais le Sénat la réduisit à la moitié du salaire en 1895. En 1897, la Chambre rétablit les deux tiers qui passèrent dans le texte définitif. M. Thévenet, dans son rapport, appuya cette fixation sur des raisons de pures statistiques. De même M. Maruéjols en 1897 fit remarquer que d'après les statistiques les plus récentes, les accidents dûs à la force majeure, ou dont la cause échappe à toute espèce de recherche, s'élèvent à une proportion de plus de 50 %. Ils sont, en vertu du risque professionnel, à la charge du chef d'entreprise, pour l'intégralité du salaire. On admet que 25 % des accidents sont à la charge du patron, parce qu'ils sont une conséquence de sa faute ou d'une négligence de sa part, et 25 % restent à la charge de l'ouvrier parce qu'ils résultent d'une faute plus ou moins lourde de ce dernier. Dans tous les accidents à la charge du pa-

tron, celui-ci doit le salaire entier, mais c'est ici que va fonctionner l'indemnité forfaitaire, « mais c'est ici que le risque professionnel va jouer, à la fois dans l'intérêt de l'ouvrier et dans l'intérêt du patron. Si nous appliquions exactement la conséquence des chiffres, il y aurait 75 % des accidents pour lesquels le patron devrait le salaire intégral, mais il y en aurait 25 % pour lesquels les ouvriers ne recevraient rien. Nous avons alors fait une transaction sur la base des deux tiers. C'est un forfait absolument hors de toute contestation. Il est établi sur des statistiques qui ne sont plus discutées » (1). Nous remarquerons toutefois qu'antérieurement à la loi de 1898, le patron n'était que très rarement condamné à payer une rente égale au salaire intégral. Les décisions de jurisprudence portent la moitié, les deux tiers du salaire dans la majorité des cas ; la totalité, seulement dans les cas exceptionnels de faute. Le forfait établi paraît donc avoir un côté faible.

B. — L'incapacité permanente partielle diminue seulement la capacité de travail de l'ouvrier, tout en lui laissant la possibilité de s'occuper et de gagner un salaire réduit ; ce salaire réduit devra être pris en considération pour l'évaluation du préjudice causé. Remarquons qu'un ouvrier peut être atteint d'une incapacité permanente absolue de travail dans la profession qu'il exerce, mais qu'il peut lui être possible d'en embrasser une autre lui permettant de subvenir à ses besoins, dans une proportion moins

(1) *J. Off.* 1897 Chambre, p. 2219.

dre sans doute, mais cependant appréciable, dans ce cas il n'aura droit qu'à l'indemnité afférente à l'incapacité permanente partielle.

Mais comment évaluer ce degré d'incapacité de travail ? Deux systèmes se présentaient au législateur : établir une classification légale des divers cas d'incapacités partielles ou bien laisser entière liberté au juge de statuer suivant les circonstances et d'après les rapports des médecins. Le système de tarification légale était assez rationnel. M. Marestaing auteur de ce système classait les accidents en catégories. La première, correspondant au maximum de préjudice, était représentée par le chiffre 100 et entraînait incapacité permanente totale. Il rangeait dans cette classe la perte totale de la vue ou de l'usage de deux membres. La seconde comprenait la perte complète de l'usage d'un membre inférieur, l'amputation ou la fracture non consolidée de la cuisse et était représentée par la fraction 75 0/0. L'amputation d'un membre supérieur, la fracture non consolidée de la jambe formaient la troisième classe taxée 50. La perte d'un œil et l'ablation de la mâchoire inférieure constituaient la quatrième avec le coefficient 30. Enfin il taxait à 15 0/0 la perte du mouvement de l'épaule, du coude, du genou, de la hanche et à 6 0/0 la perte de l'usage d'un ou de deux doigts de la main formant ainsi une 5^e et 6^e classes d'accidents.

Deux graves reproches pouvaient être adressés à ce système. D'abord des lacunes étaient inévitables et elles eussent conduit à des injustices flagrantes. De plus, il

était impossible d'apprécier d'une manière générale et pour toutes les professions, le dommage causé par une lésion déterminée, car il est évident qu'un même accident peut avoir des conséquences plus ou moins graves selon la profession exercée par la victime. La perte d'une jambe ne saurait causer le même préjudice à un ouvrier sédentaire, un tisseur par exemple, qu'à un terrassier ou un couvreur, se livrant à des déplacements continuels et ayant besoin d'une certaine agilité. De même le charretier qui perd un pouce garde sa capacité de travail presque entière, tandis qu'un graveur ou un typographe ne peut plus exercer sa profession. Il eut fallu, si ce système avait prévalu, modifier les coefficients correspondant à chacune des blessures suivant la profession exercée. Cela eût entraîné des complications très grandes et l'on comprend que le législateur ait refusé de confier au conseil d'Etat la confection d'une pareille tarification. Il a laissé aux tribunaux le pouvoir d'arbitrer, suivant la nature des lésions et le métier de la victime, la réduction de capacité de travail entraînée par l'accident. Ce sera là sans doute, la source de nombreux procès entre patrons et ouvriers, sur la nature de l'incapacité ou le degré de réduction de productivité. Mais ce système est le plus équitable en présence des difficultés où l'on se trouvait d'établir un tarif applicable à toutes les professions. L'emploi d'un tarif légal a été admis dans certaines législations étrangères notamment en Autriche et l'on peut constater dans la jurisprudence française, une tendance à

employer des tarifs analogues condamnés cependant par le texte de la loi.

L'ouvrier atteint d'une incapacité permanente partielle a droit à une rente, dont le montant égale la moitié de la réduction du salaire qu'il touchait antérieurement à l'accident. Mais la question s'est posée en jurisprudence, de savoir si l'incapacité de travail susceptible de donner naissance au droit à l'indemnité, doit nécessairement correspondre à une diminution de salaire. Il peut arriver, que le patron conserve son ouvrier blessé, aux mêmes conditions avec un salaire égal. L'ouvrier peut, en changeant de profession par suite de l'accident, toucher un salaire équivalent peut-être même supérieur. Est-ce qu'alors le juge ne devra point prendre en considération cette identité de situation antérieurement et postérieurement à l'accident ? Si l'ouvrier n'a subi aucune incapacité professionnelle, on devra lui refuser tout droit à la rente. Par exemple, un forgeron, à la suite d'un accident a un doigt ankylosé. Il est payé à la tâche et fait après l'accident les mêmes bénéfices, les conditions du travail étant les mêmes. Il paraît juste de décider qu'il n'y pas incapacité de travail. Du moment que l'ouvrier produit après l'accident, autant et d'une façon aussi satisfaisante, c'est qu'il n'a pas subi de ce chef un préjudice, tel que l'entend la loi de 1898 et il ne pourrait réclamer aucune réparation.

(1) M. Mesureur envisageait cette hypothèse évidemment rare à la séance du 17 mars 1896 et demandait si l'ouvrier dans ce cas aurait droit à une indemnité. Aucune réponse ne lui fut faite.

Mais si nous supposons l'ouvrier véritablement atteint d'une incapacité professionnelle, réduisant dans une certaine limite sa faculté de production et que cependant le patron le conserve en lui versant le même salaire : dans quel sens devons-nous trancher la question ? La jurisprudence est divisée, une première opinion se fonde sur ce que l'existence d'un préjudice est nécessaire pour donner lieu au versement du montant de l'assurance. L'art. 3 de la loi en décidant que l'ouvrier atteint d'incapacité permanente partielle a droit à une rente égale à la moitié de la réduction de son salaire, décide par là même, que l'ouvrier touchant le même salaire après guérison, n'a point droit à une rente viagère. On se trouve en dehors de l'application de notre loi si le salaire n'est pas réduit. Les partisans de ce système ne se dissimulent point ses inconvénients. Il peut évidemment prêter à une fraude de la part d'un patron indélicat qui reprendra son ouvrier au même salaire dans l'unique but d'attendre l'expiration du délai de la prescription (1). Mais d'après eux, les tribunaux auront à déjouer cette fraude et à accorder la rente à l'ouvrier s'il existe une présomption de fraude. Quand bien même ce grave inconvénient serait réel, il démontrerait simplement, une imperfection de la loi à laquelle les tribunaux ne sauraient remédier (2).

(1) Ce délai est d'un an. art. 18.

(2) MM. Peronneau et Ville ont déposé à la Chambre une proposition de loi tendant à éviter ce danger pour l'ouvrier. Une modification au paragraphe 2 de l'art. 3 de la loi empêcherait les patrons d'offrir aux victimes de les reprendre au même salaire.

Une seconde opinion refuse au tribunal la faculté de prendre en considération le fait que l'ouvrier se trouve recevoir la même rétribution, et accorde dans ce cas la rente viagère. Le préjudice causé doit être évalué d'après la réduction subie dans la capacité de travail, mais le montant actuel du salaire ne saurait être considéré comme critérium certain de cette diminution. C'est un salaire exceptionnel que reçoit l'ouvrier et qui n'a pour base que la générosité et l'humanité du patron. Ce dernier, à tout moment est libre de le lui refuser. Il peut renvoyer l'ouvrier qui se trouvera fors clos et dans l'impossibilité de réclamer une pension, si le renvoi a eu lieu plus d'une année après l'accident. Le premier système aboutirait à une injustice flagrante. « Il faut conclure, sous peine de faire échec aux dispositions impératives de la loi, que toute incapacité permanente et partielle donne lieu à indemnité et que pour en fixer le taux, il faut envisager uniquement le salaire auquel peut avoir droit l'ouvrier devenu infirme, soit dans sa profession, soit dans tout autre métier qu'il est encore à même d'exercer » (1).

Ce dernier système écarte la possibilité de fraude de la part du patron ; de plus il se trouve conforme à l'esprit de la loi, qui semble bien vouloir qu'une indemnité soit allouée chaque fois que la capacité de travail se trouve atteinte. La loi a pris pour base de l'indemnité

(1) Cette solution est la plus généralement admise en jurisprudence. — Montpellier, 6 mars 1900. — Aix, 25 mai 1900. — Sir. 1900-2-265 — Besançon, 4 juillet 1900 Sir. 1900-2-293. — Aix 3 août 1900. — id. — Contra — Nancy 1^{er} mars 1900 2. 263. — Toulon 23 janv. 1900. — *Journ. des Assurances*, 1^{er} mai 1900 — Dalloz, 2.297.

la réduction du salaire mais il n'apparaît pas que dans les textes de la loi ni dans l'esprit du législateur, cette réduction consiste dans la différence mathématique entre les prix respectifs des journées gagnées antérieurement et postérieurement à l'accident. La loi a statué ici en envisageant la généralité des cas. Il est évident en effet que d'une façon générale, le salaire touché par la victime indiquera bien la réduction de sa capacité de travail, mais si le taux normal du salaire se trouve faussé par des causes spéciales, telle qu'une hausse momentanée du prix de la main-d'œuvre, les tribunaux doivent en faire abstraction et se baser sur la diminution réelle de l'activité de l'ouvrier. « Si l'on veut demeurer fidèle à l'esprit de la loi du 9 avril 1898 on décidera que le juge doit comparer au salaire réellement touché pendant l'année qui a précédé l'accident, le salaire annuel que l'ouvrier avec sa capacité restreinte de travail, peut normalement atteindre dans l'avenir (1) » L'art. 3 ne dit pas qu'on prendra en considération le salaire actuel et peut-être momentané plutôt que le salaire possible et probable. (2) On ne peut objecter que cette solution rigoureuse pour le patron se retournera contre l'ouvrier car il ne sera pas conservé à l'atelier. Il est bien évident que le patron ne consentira pas à verser d'une part une pension et d'autre part à conserver l'ouvrier aux mêmes conditions. Mais

(1) Rapport présenté au Congrès international des accidents du travail Juin 1900 par M. Paulet chef de la division d'assurance et de prévoyance sociale au ministère du commerce.

(2) Conf. Jour. des assurances 1900 p. 112, Trib. Seine 23 Janv. 1900.

l'art. 21 permet de suspendre le service de la rente d'un commun accord, de sorte que la combinaison de l'art. 3 ordonnant au tribunal de fixer une rente proportionnelle à la réduction de la capacité de travail et de l'art. 21 autorisant la suspension de cette rente, permettra à l'ouvrier tout en faisant évaluer sa pension par justice, de profiter de l'offre de son patron sans avoir à craindre un renvoi après l'expiration du délai de la prescription. A la suite de cet accord intervenu l'ouvrier ne touchera plus sa rente mais dès qu'il quittera l'atelier, soit de plein gré, soit sur l'ordre de son patron, le service de la rente lui sera du.

C. — L'incapacité temporaire est celle qui empêche momentanément l'ouvrier de travailler ; c'est une suspension de travail qui n'entraînera pas dans la suite une réduction des facultés de production de l'ouvrier ; c'est celle qui, après un temps plus ou moins long est suivie d'une guérison complète ; celle qui a pour conséquence non pas une réduction de salaire dans l'avenir, mais une simple suspension dans le présent. Elle donne droit à la même réparation quel que soit le degré d'incapacité de travail qu'elle occasionne. Il n'y a pas ici, comme en matière d'incapacité permanente une distinction à faire entre l'incapacité totale et partielle. L'art. 3, 1^o et 2^o du projet de 1895 au Sénat établissait une indemnité différente, en se basant sur cette distinction, mais il n'a pas été maintenu dans le texte définitif qui traite d'une façon uniforme toute incapacité temporaire.

En cela le législateur a suivi la pratique des sociétés de secours mutuels qui ont renoncé à faire aucune recherche du degré des incapacités temporaires, car cette recherche donnait lieu à des contestations nombreuses. Si l'ouvrier jouit encore d'une certaine capacité de travail, ce n'est que d'une façon purement théorique car le plus souvent il ne pourra pas l'utiliser. M. Poirrier citait au Sénat l'exemple d'un mécanicien blessé à la main droite : il ne peut plus travailler dans sa profession avant sa guérison ; comment supposer qu'il puisse trouver une autre occupation passagère, peut-être dans une autre localité et cela dans un temps relativement court ?

En général aucun doute ne se présentera, lorsqu'on sera en présence d'une invalidité, suivie d'une guérison absolue, ne laissant aucune trace de l'accident. Ce sera le cas le plus fréquent, mais il peut arriver qu'il subsiste des traces physiques. En pareille hypothèse, il ne faut pas s'attacher uniquement à ces traces mais bien plutôt rechercher si la capacité de l'ouvrier a été réellement diminuée et suivant les cas, déclarer l'incapacité temporaire ou non.

La victime a droit à une indemnité égale à la moitié du salaire qu'elle touche au moment de l'accident. Mais elle ne peut y prétendre qu'à partir du cinquième jour, le texte de la loi est formel. Cette réparation des accidents suivis d'une incapacité temporaire de travail est de nature à grèver les chefs d'entreprise de lourdes charges,

car ces sortes d'incapacités sont très fréquentes (1) et se prêtent aisément à la simulation. Nous avons vu à la fin du chapitre précédent que c'était dans le but d'éviter ces fraudes que le législateur avait décrété l'exclusion des accidents légers, de l'application du risque professionnel et avait imposé la réparation des incapacités temporaires à partir du cinquième jour seulement comme complément nécessaire de la première disposition. Malgré ces motifs MM. Basly, Lamendin et Defontaine (2), et M. Zévaes (3) ont déposé des projets de loi tendant à rendre l'indemnité exigible à partir du premier jour.

(1) En Allemagne on constate en 1890, 200,000 accidents signalés, 42,037 seulement ont causé une incapacité de travail de plus de trois semaines.

(2) 4 déc. 1899. Chambre. Annexe n° 1170.

(3) 20 déc. 1900. Chambre. Annexe n° 2060. p. 231. V. égal. projet déposé par le groupe socialiste. 7 février 1901. Chambre, Annexe n° 2179.

CHAPITRE IV

DES ACCIDENTS MORTELS

Nous avons jusqu'à présent considéré les accidents les moins graves. Mais l'accident qui a atteint l'ouvrier peut avoir des conséquences plus sérieuses, entraîner la mort de l'ouvrier. C'est cette situation qu'il nous faut maintenant envisager. Dans cette hypothèse, les charges du patron sont doubles. Elles comprennent d'abord, le paiement des frais funéraires évalués à forfait par l'art. 4, à la somme de 100 francs, puis des indemnités variables suivant le nombre et la qualité de certains ayants-droit aux besoins desquels subvenait la victime. Les ayants-cause sont spécialement désignés par la loi et ceux-là seuls, énumérés dans l'art. 3, peuvent réclamer une pension. Ce sont le conjoint et les enfants, les ascendants et les descendants. Cette énumération limitative restreint ainsi le nombre des personnes qui pouvaient avant la loi de 1898 réclamer des dommages-intérêts, si le décès de la victime leur avait causé un préjudice. Ainsi les frères ou sœurs, les neveux ou les nièces pouvaient se prévaloir de l'art.

1382 et la jurisprudence, s'ils faisaient la preuve du dommage subi, leur accordait une pension. A ce point de vue la responsabilité patronale se trouve donc allégée. Ils ne peuvent désormais réclamer aucune indemnité alors même que l'ouvrier eût été leur unique soutien. En présence de cette situation, qui peut dans certains cas être très pénible, M. Mirman déposa un projet tendant à compléter l'art. 3 (1). La disposition ajoutée permettrait aux frères et sœurs de la victime de réclamer une indemnité dans le cas où l'ouvrier serait leur soutien et qu'il ne laisserait ni conjoint, ni enfants, ni ascendants.

Avant d'envisager la situation faite par la loi aux conjoints, aux enfants, aux ascendants et descendants, il nous faut considérer l'hypothèse où l'ouvrier n'a pas été tué sur le coup. La situation de l'ouvrier, dont le décès ne survient qu'un certain temps après l'accident, est restée en dehors des prévisions de la loi. Malgré cela, elle ne semble pas devoir donner lieu à de grandes difficultés. La situation de la victime jusqu'à son décès est identique à celle d'un ouvrier atteint d'une incapacité encore indéterminée. Il aura droit au paiement des frais médicaux et pharmaceutiques à partir de l'accident et à une indemnité journalière du demi-salaire, à partir du cinquième jour. On peut supposer même que le décès ne survienne que longtemps après l'accident. Si une rente pour incapacité permanente avait déjà été constituée, les ayants-cause devront agir par l'action en révision pour se faire attribuer leur pension légale.

(1) Séance 11 Déc. 1900. Chambre. Annexe n° 224 p. 159.

SECTION PREMIÈRE

Conjoint et enfants.

A. — Situation du conjoint. L'art. 3, al. 6, fixe le montant de la pension allouée au conjoint à 20 % du salaire annuel de la victime, sans se préoccuper de savoir si c'est la femme ou le mari qui survit. L'un et l'autre ont le droit de réclamer une pension. C'est à notre avis un résultat fâcheux : la femme, on le comprend, souffrira presque toujours du décès de son mari car c'est lui qui, en règle générale, fait vivre le ménage ; tandis que le mari valide touchant son salaire normal ne subira qu'un préjudice pécuniaire insignifiant. Pourquoi lui permettre dans ce cas de toucher une pension ? Des projets avaient écarté cette possibilité en limitant le droit du mari au cas où déjà impotent, le salaire de la femme subvenait à ses besoins. Une telle disposition ne se retrouve pas dans le texte définitif. Elle était cependant conforme à l'équité et on peut regretter de ne point l'y voir.

Le conjoint ne touchera pas dans tous les cas la pension de 20 %. Son droit est subordonné à deux conditions et peut s'éteindre dans un cas spécial. La première condition est l'absence d'un divorce ou d'une séparation de corps. Les époux ne vivant plus en commun, le survivant ne profitait pas du salaire de la victime, il n'a pas subi de préjudice et ne saurait avoir droit à une pension. Ce raisonnement semble bien avoir été celui du

législateur ; cependant, il n'est pas d'une exactitude rigoureuse. Si le divorce a été prononcé contre un des époux, ce dernier a sans doute été condamné à fournir une pension alimentaire à l'autre. Or en supposant la survie du titulaire de cette pension, il est bien évident qu'il subira un préjudice puisque la pension alimentaire ne lui sera plus versée. Il y a là, une lacune regrettable de la loi et cependant l'attention des Chambres avait été attirée sur ce fait, par les projets antérieurs, dont certains n'imposaient cette première condition qu'au survivant, contre lequel le divorce avait été prononcé. Cette déchéance ainsi établie par notre loi, ne peut être étendue par analogie, à des cas semblables mais non prévus, par le texte. En de telles matières les règles sont de droit étroit. Par suite on ne pourra assimiler au cas de divorce, l'abandon du domicile conjugal (1) ; c'est encore là une incohérence de notre loi. On fait une situation différente d'une part « à la femme honnête qui a obtenu la séparation contre un mari indigne et d'autre part à la femme qui a quitté son mari et vit maritalement avec un autre ». La situation la plus défavorable est faite à la malheureuse que la mort de la victime plongera dans la misère en lui supprimant le versement d'une pension alimentaire.

La seconde condition est l'antériorité du mariage à l'accident. Elle se justifie aisément. On veut éviter qu'un accident donne lieu à des spéculations, qu'une femme se

(1) Un amendement en ce sens de M. Laroche-Joubert a été repoussé. Ch. 28 oct. 1897, p. 2221.

fasse épouser in extremis, pour pouvoir réclamer au chef d'entreprise une pension. La situation de l'ouvrier est envisagée au moment même où se produit l'accident, sans que la volonté des parties puisse en modifier les effets.

Enfin nous avons dit que le droit du conjoint à la pension peut s'éteindre dans un cas. C'est le cas de nouveau mariage (art. 3 al. 7). Il n'a droit qu'au paiement de trois années d'arrérages. La personne qui se remarie, a-t-on dit, a plutôt besoin d'un capital que d'une rente. Son conjoint remplacera désormais pour lui la victime et le préjudice subi n'existant plus la réparation doit également cesser. Sans doute, on ne pouvait permettre aux deux nouveaux époux de vivre d'une pension, dont la cause était la mort du premier mari mais au point de vue moral il semble que l'on puisse reprocher à juste titre à notre texte de favoriser les unions irrégulières, déjà si fréquentes dans les cités industrielles. Quoiqu'il en soit le conjoint marié avant l'accident, non divorcé ni séparé de corps, touchera la pension jusqu'à son second mariage ou jusqu'à sa mort.

B.— Situation des enfants. L'art 3. B, al. 7, accorde « aux enfants légitimes, et naturels reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de 16 ans une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 % de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, 25 % s'il y en a deux, 35 % s'il y en a trois et 40 % s'il y en a quatre ou un plus grand nombre. »

« Pour les enfants orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 % du salaire. »

« L'ensemble de ces rentes ne peut dans le premier cas dépasser 40 % du salaire, ni 60 % dans le second. »

Tandis que la rente allouée au conjoint est une rente viagère, la pension accordée aux enfants est temporaire. Elle cesse lorsque l'enfant se trouve à même de gagner sa vie. Le père en effet n'aurait subvenu aux besoins de son fils que jusqu'à cette époque. Le préjudice que la mort du père a causé cesse donc également à cette date. Notre législateur a fixé à seize ans la limite d'âge. On avait proposé dix-huit ans. Il semble bien qu'à seize ans un ouvrier ne gagne pas en général un salaire bien élevé mais il fallait éviter de surcharger l'industrie par des frais trop onéreux. (1) Le projet de modification déposé à la Chambre le 7 février 1901 par le groupe socialiste remet la limite d'âge à dix-huit ans (2).

Cette indemnité a-t-elle un caractère individuel et doit-on reporter sur les autres enfants, la rente de celui qui est mort ou qui est arrivé à l'âge de 16 ans ? Certains auteurs, notamment M. Sachet, estiment qu'il faut faire une application nouvelle du tarif légal chaque fois que la situation se trouve modifiée, c'est-à-dire qu'un décès se produit ou qu'un enfant arrive à sa majorité. Tout au moins cette application nouvelle est-elle nécessaire tant que le nombre des enfants mineurs de seize ans atteint enco-

(1) Sénat, 15 mars 1898. p. 388.

(2) Annexe. N° 2179.

re trois ou quatre suivant les cas. On a critiqué ce système. S'il est vrai que l'art. 3. B. semble parler d'une masse globale à répartir entre les enfants, le même article in-fine nous dit « l'ensemble de ces rentes » ; ce qui paraît bien impliquer des rentes individuelles. De plus une disposition d'un projet de 1898 au Sénat spécifiait cette réversion de la rente et la limitait. Cet article a disparu du texte définitif et on a tiré cette conclusion : la réversion n'est pas possible, la fixation de la rente est irrévocable. M. Loubat admettant le premier système explique la suppression de la disposition du projet par son inutilité (1). C'est en effet le premier système le plus acceptable. Le total de 40 ou de 60 % que toucheront les enfants doit être considéré, comme une masse totale devenue leur propriété tant que le nombre ne descendra pas au dessous de quatre dans la première hypothèse, de trois dans la seconde. En d'autres termes ces rentes ne sont point individuelles, personnelles à chaque enfant mais elles appartiennent à la collectivité. Le patron sera seulement déchargé d'une portion de la rente, lorsque le troisième ou le quatrième enfant aura atteint l'âge de seize ans ou sera décédé. Mais dans quelle proportion sera-t-il déchargé ? Comment va s'opérer la réduction ? Est-ce par portion virile ; est-ce en suivant le calcul de la loi ? D'une façon plus précise, lorsque le nombre des enfants sera réduit à trois toucheront-ils trente pour cent, puisqu'ils touchaient quarante pour cent quand ils étaient quatre, ou bien re-

(1) Loubat p. 172.

cevront-ils désormais trente cinq pour cent, quotité fixée par la loi lorsque le défunt laisse trois enfants ? C'est le tarif légal qu'il faut appliquer ici (1) les trois enfants toucheront trente cinq pour cent les deux derniers vingt-cinq pour cent et le dernier quinze pour cent.

Les enfants naturels reconnus avant l'accident sont traités par notre loi comme les enfants légitimes. On avait voulu ne leur accorder de droit que dans la proportion de ce qu'ils pouvaient recevoir par succession. C'était s'inspirer d'une considération inexacte ; la pension de la loi de 1898 n'est pas un droit successoral bien qu'elle ne prenne naissance qu'à la mort de l'auteur. C'est la réparation d'un dommage. Le père était tenu de leur fournir des aliments comme à ses enfants légitimes ; il était donc équitable d'accorder en cas d'accident mortel les mêmes droits aux uns et aux autres.

Mais si la loi ne fait aucune différence entre les enfants légitimes et naturels reconnus, elle modifie le taux de la rente suivant que les enfants sont orphelins de père ou de mère ou bien orphelins de père et de mère. Pour les premiers, nous avons vu que la rente est égale à 15%, 25%, 35% et 40% du salaire, s'ils sont un, deux, trois ou quatre. Au delà de quatre, ils ne reçoivent pas une indemnité supérieure et se partagent par tête le total de la rente. Par exemple s'ils sont huit, ils ne toucheront que 5% chacun. Si les enfants sont orphelins de père et de mère, on augmente leur pension puisqu'ils ne peuvent

(1) Nantes 18 juin 1900 — *Gaz. Pal.* 1900. 2. 182.

attendre de secours d'aucun parent. Chaque enfant touche dans cette hypothèse 20 % du salaire s'ils sont trois ou moins. Si au contraire ils sont quatre ou un plus grand nombre, le montant total des rentes ne pouvant pas dépasser 60 %, ils verront leur part réduite proportionnellement à leur nombre. Supposons qu'ils soient six, chacun touchera 10 %.

On s'est demandé s'il fallait assimiler aux enfants légitimes, les enfants en tutelle officieuse (art. 361, 366 du C. Civ.). Notons tout d'abord que la question ne se pose point pour l'adoption, car elle ne peut avoir lieu qu'à la majorité de l'adopté. Ce dernier ne se trouvera donc jamais dans les conditions nécessaires pour pouvoir réclamer l'allocation d'une rente puisqu'il faut être mineur de 16 ans. Mais la tutelle officieuse permet de conférer l'adoption par acte testamentaire à un mineur de seize ans. Si le tuteur vient à mourir à la suite d'un accident, l'acte testamentaire se trouve produire son plein effet. Le mineur est adopté et sa situation doit être la même que celle d'un enfant légitime.

La situation différente faite aux orphelins de père et de mère et à ceux de père ou de mère seulement peut amener certaines complications. En effet nous pouvons supposer, que la victime laisse des enfants d'un premier lit en concours avec son nouveau conjoint. Quelle sera la qualité de ces enfants ? Seront-ils considérés comme orphelins de père et de mère et auront-ils par suite droit à une rente de 20 % ? Seront-ils au contraire orphelins de père seule-

ment ce qui aurait pour conséquence de faire tarifier leur rente à 15 % 25 % suivant leur nombre. La première solution doit être admise mais avec un tempérament. En effet le législateur a fixé un maximum que l'on ne doit pas dépasser. Donc il ne faut point que le total des rentes allouées aux enfants et à la veuve soit supérieur à 60 %. S'il y a deux enfants d'un premier lit et le conjoint notre système aboutirait donc à donner 20 % à chaque enfant et 20 % à la veuve. Dans ce cas le maximum légal n'est pas dépassé. Mais s'il y a trois enfants on ne pourra pas leur accorder 20 % à chacun ils ne recevront que 40 % qu'ils se partageront. Leur rente sera donc réduite proportionnellement. On pourrait même concevoir le concours d'enfants du premier lit avec des enfants issus du second mariage et le conjoint survivant. Les droits du conjoint ne varient pas, il a toujours droit à une rente égale, quelle que soit la qualité des enfants avec lesquels il se trouve, quelque soit leur nombre. Quant à l'indemnité attribuée aux enfants dans cette espèce, nous donnerons ici une solution analogue à la précédente. Le maximum fixé par la loi est 60 % du salaire sur lesquels 20 % reviennent au conjoint : reste donc 40 % pour les enfants. C'est le plus qu'ils peuvent recevoir. Comment s'opèrera le partage ? Envisageons deux hypothèses parmi les nombreux cas qui peuvent se présenter. Soit un enfant du premier lit et un enfant du second mariage. Pas de difficulté car dans cette espèce le maximum ne sera pas atteint. Le premier enfant a

droit à 20 % l'autre à 15 % le conjoint à 20 %. Total 55 % du salaire. Si au contraire il y a deux enfants du premier lit, ils devraient toucher 40 % à eux deux, l'enfant du second mariage ; 15 % ; ce qui ferait avec la pension de la veuve 75 %. Ce total doit être réduit de 15 % et la réduction-devra être supportée par les enfants seuls, proportionnellement à leur part. Les enfants du premier lit touchant en plus un tiers de la rente, de l'orphelin de père seulement, supporteront la réduction dans la même proportion (1). On pourrait imaginer encore bien des hypothèses en faisant varier le nombre des enfants en concours. La solution de principe serait la même, seuls les calculs varieraient (2).

Remarquons en terminant, que si la femme de la victime se trouvait enceinte au moment de l'accident, l'enfant conçu devrait être compté par application de la règle « Infans conceptus pro nato habetur quoties de commodis ejus agitur ». Il y aura lieu de lui nommer un curateur au ventre (3).

(1) Conf. circ. du garde des Sceaux, 10 juin 1899.

(2) Sur le maximum de rente accordée aux ayants droits d'un ouvrier victime d'un accident du travail, quelque soit le cas qui se présente ; voir un arrêt de la cour de Rennes, 22 janvier 1901 et un jugement du tribunal de Compiègne, 26 déc. 1900. *Gaz. Pal.*, 1901, 1 p. 250.

(3) V. *Gaz. Pal.* 1900, I, 284. Laval, 8 février 1900. *France judiciaire*, 1901, p. 80, Seine, 10 oct. 1900.

SECTION DEUXIÈME

Ascendants et descendants

Il nous reste une dernière catégorie d'ayants cause à étudier : celle des ascendants. Tandis que le conjoint et les enfants ont droit concurremment à une pension, les ascendants et les descendants autres que les enfants n'en peuvent réclamer que si la victime ne laisse ni conjoint ni enfants. Ils sont donc exclus par ces derniers. La seule présence d'un enfant ou d'un conjoint met obstacle à la naissance de leur droit, car l'art 3. C. § 10 qui détermine le montant de leur pension, s'exprime ainsi : « Si la victime n'a ni enfants ni conjoint dans les termes des paragraphes A et B ». En d'autres termes, la présence d'un enfant majeur de seize ans ou celle d'un conjoint divorcé ne saurait anéantir le droit des ascendants. Il faut en effet pour cela que le conjoint ou les enfants soient dans des conditions légales pour obtenir une pension (1). Mais c'est au jour du décès qu'il faut se placer pour apprécier la situation respective des parties, de sorte que les ascendants ne pourront pas réclamer leur rente lorsque les ayants cause désignés par les § A et B n'y auront plus droit. Deux amendements avaient été successivement proposés par M. Grivart (2). et M. Félix Martin, donnant aux ascendants et descendants le droit de réclamer une pen-

(1) Conf. Circul. du garde des sceaux. 10 Juin 1899.

(2) Chambr., 15 mars 1898.

sion à partir du jour où le conjoint et les enfants n'y auraient plus droit. Ces amendements furent repoussés. M. Leydet au Sénat avait montré la situation pleine d'intérêt de l'ascendant recueilli au foyer de l'ouvrier et laissé sans ressources par la mort de celui-ci. Aussi avait-il proposé l'allocation d'une rente, dans le cas où l'ascendant vivrait sous le même toit que la victime, alors même qu'elle laisserait un conjoint et des enfants. Cet amendement fut repoussé malgré les considérations humanitaires qui poussaient à l'admettre mais on a dû choisir entre les ayants droit et donner aux uns un droit de préférence sous peine de réduire les pensions à des proportions infirmes ou de rendre l'indemnité écrasante pour ceux que l'on rendait responsables de l'accident. Sans doute, la situation de l'ascendant ne sera pas toujours si précaire. Les art. 205 et 206 du C. Civ. l'autorisent à réclamer au conjoint survivant et aux enfants une pension alimentaire. Mais ce recours sera peut-être souvent illusoire. L'enfant aura bien de la peine à prélever sur son salaire une quote part pour subvenir aux besoins de l'aïeul. Les propositions Grivart et Félix Martin évitaient cette conséquence mais elles entraînaient des complications sérieuses au point de vue des assurances et des mutualités en fixant des pensions successives. Alors qu'on devait tendre à faciliter et développer les assurances pour garantir à l'ouvrier la réparation effective de l'accident, ces propositions auraient abouti à rendre la formation du contrat plus difficile et plus onéreuse, en mettant une incertitude

plus grande dans le calcul des probabilités qui en est le fondement essentiel.

Cette première condition à laquelle la loi subordonne la naissance du droit des ascendants, n'a pas donné lieu dans la pratique à des difficultés sérieuses. Il n'en est point de même de la seconde condition imposée par notre texte. Il faut en effet, pour que l'allocation d'une indemnité aux ascendants soit possible, que ceux-ci soient « à la charge de la victime de l'accident ». La loi n'entend allouer de pension qu'à ceux qui souffrent un préjudice pécuniaire par la mort de l'ouvrier. Il faut fixer la portée exacte de ces expressions. C'est là chose assez difficile, d'autant plus que les travaux préparatoires, offrant plusieurs rédactions différentes, font plutôt naître la confusion.

Le projet de 1888 accordait une indemnité aux ascendants sexagénaires, à la mère veuve, quel que fût son âge, « dont la victime était le soutien indispensable ». En 1890, on l'accordait aux ascendants « dont la victime était le soutien ». En 1893, apparaît l'expression maintenue dans le texte définitif « ascendants à la charge de la victime ». Cette expression avait été remplacé par le Sénat en 1896 par les mots « ascendants qui auraient eu droit à une pension alimentaire ». Il résulte bien de ces différentes rédactions que le Parlement se mit très difficilement d'accord sur le point de savoir quelles seraient les conditions du droit des ascendants. L'accord ne se fit point non plus en doctrine et en jurisprudence sur le sens des expressions adoptées par la loi. Quand donc un

ascendant devra-t-il être considéré comme étant à la charge de la victime ?

Nous écarterons de suite un premier système prenant à la lettre le texte de l'art. 3 et reconnaissant à l'ascendant le droit à l'indemnité, s'il était au moment de l'accident effectivement à la charge de la victime, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de savoir, si l'assistance totale ou partielle que lui donnait son fils lui était indispensable. Tel n'est pas l'esprit de la loi. La première question qui se pose est celle de savoir si l'ascendant est dans le besoin, c'est-à-dire s'il est dénué de ressources ou si ses ressources sont insuffisantes. Cette solution n'est point contraire à l'alinéa C. de l'art. 3. Ce qu'exige cet article, c'est que les secours donnés par la victime à l'ascendant, soient nécessaires à sa subsistance. De plus cette solution est conforme à l'équité ; elle fait de la justification préalable de l'indigence de l'ascendant, la condition indispensable du droit à l'indemnité. Elle répond au vœu de la loi, qui a été de réparer le dommage causé sans imposer inutilement à l'industrie de trop lourdes charges. La loi ne veut point accorder une pension aux ascendants qui possèdent des ressources suffisantes. La question de savoir si l'ascendant est ou non dans le besoin est laissée entièrement à l'appréciation du tribunal qui aura à tenir compte de l'âge et de l'invalidité du postulant. Ce sera d'ailleurs à ce dernier à faire la preuve de cette indigence qu'il invoque.

Mais lui suffira-t-il d'arbitrer cette preuve pour se voir allouer la rente ? La jurisprudence est divisée sur cette

question. Certains tribunaux croient inutile de rechercher si la victime donnait effectivement des secours à l'ascendant, si elle était en mesure de lui fournir des subsides. A quoi bon faire cette recherche ? Ce fait ne prouverait pas que l'ascendant eût eu, pour vivre, besoin de ces subsides et que la victime eût aussi acquitté l'obligation alimentaire mise à sa charge par l'art. 205 du C. civ. Les versements ont pu être faits soit dans un esprit de pure libéralité, soit comme représentation des frais personnels d'une vie commune. Mais dans ce système l'ascendant devra prouver qu'il était en droit de réclamer à la victime une pension alimentaire conformément à l'article précité du Code Civil. Cette théorie ne tient pas assez compte du texte de la loi. La condition qu'elle réclame à savoir le droit à la pension alimentaire de l'art. 205 C. Civ. avait été imposée dans un projet antérieur. Elle a été supprimée et il n'y a pas lieu de la faire revivre.

Devrons-nous donc admettre le droit à la pension si la victime, de son vivant, subvenait aux besoins de l'ascendant mais dans ce cas seulement ? On a soutenu, avec assez de raison, que c'était là la seule hypothèse dans laquelle l'ascendant fût bien réellement à la charge de l'ouvrier. Du moment qu'il n'a point réclamé avant l'accident, des subsides à son fils, en état de les lui fournir, il ne peut être considéré comme étant à la charge de ce dernier. Il n'a point réclamé d'aliments : pourquoi le placer dans une situation préférable après l'accident, en lui

accordant une pension viagère. Mais si l'ouvrier de son vivant, prélevait au contraire sur son salaire une quote-part pour assurer l'existence de ses parents, ceux-ci sont bien évidemment à la charge de leur fils dans le sens où l'entend la loi de 1898. Toutefois, nous estimons que ce n'est point le seul cas et qu'il faut élargir un peu ce système. Nous reconnaissons à l'ascendant le droit à la pension, bien qu'il n'ait reçu du vivant de la victime aucun subside, s'il a manifesté l'intention d'en réclamer avant l'accident. S'il a introduit une instance à cet effet, pourquoi lui refuser sa rente, dans le cas où le tribunal n'aurait point statué avant l'évènement malheureux, qui lui enlève le débiteur de la pension alimentaire qu'il réclame ? De simples pourparlers amiables suffiraient même pour permettre de le déclarer à la charge de ses enfants. Mais s'il n'a jamais obtenu ni demandé de secours, il a renoncé à être à la charge de la victime et il est en conséquence non recevable à se prévaloir de l'art. 3.

C'est au moment de l'accident qu'il faut se placer pour apprécier l'état de l'ascendant. La misère survenue postérieurement ne saurait autoriser la demande d'une pension.

En présence des difficultés d'interprétation auxquelles ont donné naissance les mots « ascendants à la charge de la victime » une proposition de loi, a été déposée par M. Desfarges. D'après ce projet, on considérerait les pères et mères comme étant à la charge de la victime et par suite on leur accorderait une rente chaque fois que

le défunt ne laisserait ni conjoint, ni enfant. La Commission de prévoyance sociale à la Chambre vient d'approuver ce texte (1).

Nous avons raisonné en nous plaçant au point de vue des ascendants; mais les mêmes conditions sont imposées par la loi aux descendants autres que les enfants. Lorsque ces conditions seront remplies, les ascendants toucheront chacun une rente viagère égale à 10 % du salaire; les petits-enfants recevront jusqu'à seize ans une rente de même importance. Les uns et les autres concourent ensemble, mais le total des rentes allouées ne peut dépasser trente pour cent du salaire. Au-delà, le montant en est réduit proportionnellement. Dans ce cas, si un des bénéficiaires de la pension vient à décéder, sa part ira-t-elle accroître celle des autres? Devra-t-on décider ici, comme au sujet du § B, que l'accroissement ne se produira que jusqu'à ce qu'il ne reste que trois titulaires de pensions: un ascendant et deux petits-fils par exemple? L'alinéa final du § C s'y oppose, car en décidant que les rentes allouées à ce paragraphe sont égales à 10 % par titulaire et qu'elles se réduisent proportionnellement, il semble bien qu'il leur ait attribué un caractère définitif. Ces rentes ainsi réduites sont immuables et chaque titulaire les touchera ainsi jusqu'à sa mort, ou ses seize ans, même en cas de décès d'un autre titulaire, ou lorsque l'un d'eux aura atteint sa majorité.

(1) Séance du 22 mars 1901. V. Annexes 1901. Chambre, n° 2164, déposé le 31 janvier 1901.

La rente doit-elle être réduite s'il existe d'autres enfants pouvant venir en aide à leurs parents ? En toute équité, la rente devrait être partagée par portions égales entre tous les enfants, si tous étaient dans une situation à payer cette pension alimentaire. Si l'un d'eux était dénué de ressources, sa part viendrait augmenter celle de ses autres frères. La rente versée par le patron devrait donc être réduite dans le cas où des frères de la victime pourraient dans une certaine mesure contribuer à l'entretien de l'ascendant. Bien que cette solution semble être réclamée par l'équité, ce n'est point celle de la loi. Le texte en effet est formel, et s'oppose à la réduction de la rente dans l'espèce qui nous occupe. Le tribunal de Valenciennes, le 17 novembre 1899, s'est prononcé dans ce sens, en s'appuyant sur ce fait que la loi, ne prévoyant qu'un cas de réduction de la rente, celui où il y a plus de trois ayant droits — on ne saurait la compléter en en créant de nouveaux (1).

Les dispositions de l'art. 3 ont soulevé de nombreuses critiques et déjà des propositions de loi, tendant à en modifier la teneur, ont été formulées. On a reproché à notre loi d'établir des charges inégales, en présence d'un même accident arrivé à un ouvrier célibataire ou à un ouvrier marié et père de famille. Cette inégalité est choquante ; elle favorise l'embauchage des ouvriers célibataires et constituant une prime au célibat, vient aggraver encore la crise de dépopulation dont nous semblons souf-

(1) Jurispr. publiée par le Minist. du Com. I. P. 61.

frir actuellement. Pour obvier à cet inconvénient M. Dubuisson (1), M. Mirman (2), M. Graux (3) ont déposé différents projets. Il proposent, pour enlever au patron tout avantage à embaucher de préférence des célibataires, de faire verser par l'industriel une indemnité fixe en cas d'accident quel que soit l'état-civil de la victime. Dans la proposition Graux, l'indemnité serait de 30 % du salaire pendant seize ans. Cette somme serait versée en cas d'accident arrivé à un célibataire dans une caisse spécialement créée à cet effet et appelée « fonds de bonification ». Nous ne discuterons point ces divers projets ; nous constaterons seulement, que le péril signalé fut beaucoup exagéré.

En théorie, cette inégalité faite entre ouvriers mariés et non mariés pouvait créer pour le patron un intérêt incontestable à employer les uns de préférence aux autres. La même critique sera faite à la loi au sujet des dispositions relatives aux ouvriers étrangers. Mais la pratique, le fonctionnement de la loi en ont montré l'inexactitude tout au moins partielle. En effet, la majorité des industriels se sont assurés contre les accidents, bien que la loi n'impose pas cette assurance. Pour eux, les charges résultant de la loi de 1898 sont exactement les mêmes, qu'ils emploient des ouvriers célibataires ou des pères de famille ; ils ne paient point une prime plus élevée pour les uns que

(1) Proj. Dubuisson. — Chambre 1898. Annexe. N° 105 p. 1200.

(2) Proj. Mirman — Chambre 1898 Annexe N° 109 p. 1218.

(3) Proj. Graux — Chambre, 1889 Annexe. N° 892.

pour les autres. Ils n'ont donc dès lors aucun intérêt à écarter de leurs chantiers les ouvriers mariés. Une déclaration du président du syndicat des compagnies d'assurances à propos des projets de modifications de l'art. 3, vient le prouver. « Les sociétés d'assurance mutuelles et à primes fixes ne tiennent jamais compte de l'état civil des ouvriers dans la fixation de leurs primes, qui sont uniquement proportionnelles à la totalité des salaires payés par le chef d'entreprise, sans que la personnalité des ouvriers intervienne en quoi que ce soit dans le calcul ; le coefficient de proportionnalité ne dépendant que de l'industrie exercée et de l'installation plus ou moins satisfaisante des ateliers. Lors même que les compagnies d'assurances voudraient abandonner leur tradition, invariable jusqu'ici sur ce point, elles ne le pourraient point, car il serait pratiquement impossible de suivre sans interruption l'état-civil de tous les ouvriers attachés à une entreprise, soit à titre permanent, soit à titre temporaire, et de contrôler les déclarations qui seraient faites par les intéressés, notamment au point de vue des mariages et des naissances des enfants que les ouvriers auraient intérêt à dissimuler » (1).

Mais à défaut d'assurance, il semble bien que l'intérêt du patron soit d'embaucher des ouvriers célibataires. Sa responsabilité sera évidemment moins lourde en cas d'accident mortel. Toutefois, une considération saura peut-

(1) V. Bulletin du comité permanent des accidents du travail, 1899, p. 434.

être le retenir. L'ouvrier marié est plus pondéré; sa vie est plus régulière. Le patron, avec lui, aura moins à craindre certains accidents que la légèreté ou les habitudes d'intempérance de l'ouvrier célibataire pourraient faire naître. En présence de ces faits, on ne saurait trop engager le patron, celui qui emploie deux ou trois ouvriers comme celui qui en emploie cent ou mille, à avoir recours à l'assurance. C'est une mesure de prudence nécessaire.

APPENDICE

CUMUL D'INDEMNITÉS.

L'ouvrier victime d'un accident ou ses ayants cause reçoivent donc différentes indemnités, variant avec la gravité des conséquences et le nombre des ayants droit. Mais, indépendamment de ces allocations versées par le patron, conformément à la loi de 1898, il se peut que l'ouvrier ait droit à d'autres pensions, qui lui seront fournies par des caisses de secours. La loi ne nous dit pas s'il sera autorisé à cumuler ces deux sortes de pension. Les travaux préparatoires contenaient certaines dispositions, qui semble-t-il, aurait tranché notre difficulté. En 1890, un projet approuvé par le Sénat décidait, que si le patron avait fait des versements à une caisse de secours, pour assurer à ses ouvriers une indemnité en cas d'accident, il ne serait tenu que de compléter la rente

prévue par la loi. Une disposition analogue se trouvait encore dans le projet de 1896. Si l'ouvrier avait droit à une pension viagère, versée par une société de secours et obtenue à l'aide du concours du chef de l'entreprise, la part provenant de ce concours ne pouvait se cumuler avec l'indemnité due en vertu de la loi nouvelle. Ces dispositions étaient équitables. Le patron, en quelque sorte, assure ses ouvriers, les garantit contre les suites d'accidents survenus chez lui, n'est-il pas juste de l'exonérer dans les limites de cette assurance de la pension qu'on lui impose par application du principe du risque professionnel ? Aussi nous devons regretter, que ces dispositions aient disparu du texte définitif.

En présence du silence de la loi, quelle solution devons-nous admettre ? On a proposé une distinction (1) qui semble rationnelle, nous la suivrons et nous considérerons successivement le cumul d'une pension due à raison d'un accident et le cumul d'une pension due pour invalidité ou vieillesse.

1^o L'ouvrier est affilié à une société qui lui verse en cas d'accident une certaine allocation. Il est bien évident que si le patron ne contribue point au paiement des primes, il ne saurait être déchargé de sa responsabilité. L'ouvrier dans ce cas fait preuve de prévoyance. Il doit retirer les bénéfices de cette assurance qu'il a contracté à son profit personnel et le cumul de deux indemnités lui sera permis. Signalons à ce sujet une circulaire antérieure

(1) V. Loubat, p. 374.

à la loi (1) constatant la jurisprudence en matière de cumul d'indemnités en cas d'accident dues par le patron et par une société de secours mutuels. D'après cette jurisprudence le sociétaire qui a rempli l'obligation, par lui prise, de verser sa cotisation, a un droit absolu aux indemnités allouées par les statuts, quels que soient les cas qui se présentent et quand bien même le fait dommageable est imputé à autrui. Cette jurisprudence bien qu'antérieure à la loi devrait être maintenue, lorsque l'ouvrier paie seul la totalité des primes. Mais nous croyons qu'il devait en être autrement si le patron faisait à lui seul tous les frais de cette affiliation. Dans ce cas, le montant de la pension allouée par la caisse de la société doit venir en déduction de l'indemnité prévue par la loi de 1898. Sinon l'ouvrier victime d'un accident retirerait un bénéfice, puisqu'il toucherait deux pensions en réparation d'un même préjudice. Ces deux pensions lui seraient versées par le même débiteur, car nous avons supposé que le patron payait les cotisations dues à la société de secours ; la responsabilité du chef d'entreprise se trouverait ainsi considérablement aggravée.

La question est plus délicate si la caisse de secours était alimentée à la fois par le patron et l'ouvrier. Un avis du comité consultatif des assurances contre les accidents (2) estime qu'il est contraire à la législation nouvelle de faire état à la décharge du patron, de la quotité indéter-

(1) 15 déc. 1897, V. Lois nouvelles 1898, 3^{me} partie, p. 267.

(2) 12 juillet 1899. *J. Off.* 6 janvier 1900.

minée de ses contributions, pouvant concourir au service des pensions d'invalidité en cas d'accident. Cette hypothèse n'est pas de nature à se présenter souvent dans l'avenir, car les caisses de secours en cas d'accidents, alimentées par le patron et l'ouvrier sont contraires à la loi. Elle entend faire supporter au patron seul, les frais de l'assurance et interdit toute retenue sur les salaires faite à cet effet. Mais néanmoins il semblerait équitable de déterminer le rapport entre les versements faits par le patron et ceux faits par l'ouvrier pour décharger jusqu'à due concurrence le chef d'entreprise. L'ouvrier, dans ce cas, ne toucherait qu'une partie de la pension proportionnelle à ses versements. Les deux parties retireraient ainsi un avantage des versements qu'ils ont faits respectivement ; tandis que dans la solution du comité consultatif, le patron se trouve avoir à verser une pension supérieure au tarif établi par la loi elle-même. Est-ce bien conforme aux intentions du législateur ? Nous ne le pensons pas, car la loi s'oppose à toute convention, dont le but serait de majorer l'indemnité légale. Pour la même raison, nous rejeterons la solution qui tendrait à empêcher l'ouvrier de retirer le bénéfice de son assurance partielle en lui refusant le droit au cumul pour la portion correspondante à ses versements.

2° L'ouvrier a droit à une pension de retraite. Dans ce cas la solution doit être toute différente car l'ouvrier se trouve être titulaire de deux pensions distinctes, n'ayant point le même objet. L'une tend à réparer le préjudice causé par un accident, l'autre l'invalidité, résultant

de l'âge ou de la maladie. Elles n'ont rien de commun entre elles et par suite l'ouvrier pourra cumuler la pension attribuée en vertu de la loi de 1898, avec les rentes allouées par une caisse de vieillesse. Ainsi aux termes de l'art 11 de la loi du 20 juillet 1886, l'ouvrier mineur peut, en cas d'accident, recevoir une pension de retraite même avant cinquante ans. Cet ouvrier, depuis la loi de 1898, recevra deux pensions, de sorte qu'en fait il pourra se trouver après son accident dans une situation meilleure. Il pourra cependant toucher intégralement les deux créances car elles sont absolument distinctes et ne procèdent point du même principe. Elles n'ont ni la même cause, ni le même objet.

La première question qui se pose en matière de cumul est en définitive, celle de savoir si la pension allouée par la caisse de secours, a pour but de parer aux risques d'un accident ou si au contraire elle est basée sur l'âge et la durée du service de l'ouvrier. Si les versements faits par le chef d'entreprise ne peuvent être considérés comme destinés à assurer les ouvriers contre les accidents, il n'y aura pas de raison pour empêcher le cumul des indemnités déterminées par la loi de 1898 avec la pension résultant de ces versements.

La question s'est posée en jurisprudence au sujet des compagnies de chemins de fer ; ces dernières donnent à leurs agents commissionnés un livret de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et font chaque année, au nom de l'ouvrier un versement qui vient accroître sa

pension de retraite. Ce versement est prélevé non point sur le salaire de l'ouvrier mais sur les bénéfices de la compagnie. La majorité des arrêts considèrent dans cette espèce, le cumul comme légitime en se basant sur ce fait qu'il n'y a « aucune analogie entre la rente due de ce chef et celle que la loi de 1898 attribue comme réparation légale et forfaitaire à la victime d'un accident » (1). Il semble en effet impossible de considérer comme constituant une assurance contre les accidents, le fait de verser pour les ouvriers une somme à la caisse nationale de retraites pour la vieillesse car, cette caisse est essentiellement destinée à assurer à une personne arrivée à un certain âge des pensions proportionnelles aux versements et à l'âge, en dehors de toute considération de capacité de travail plus ou moins grande, restée à l'ouvrier pour lequel le versement a été fait.

(1) *Gaz. Pal.* Février 1901 p. 227. Toulouse, 28 déc. 1900. Bourges, 26 nov. 1900. Corbeil, 9 août 1900. Etampes 15 janvier 1901. Contra: Bourges 7 juin 1900. Sirey. 1900-2-309.

CHAPITRE V

FORME DE L'INDEMNITÉ

RÈGLE GÉNÉRALE. — PAIEMENT SOUS FORME DE RENTE

Le principe général posé par la loi de 1898 est le paiement des indemnités accordées aux victimes du travail sous forme de pensions ou de rentes : rentes viagères pour les victimes elles-mêmes, pour leur conjoint et les ascendants ; rentes versées jusqu'à l'âge de seize ans seulement, pour les mineurs. Que l'industriel verse lui-même la rente, qu'il se soit assuré contre les conséquences de la loi à une société d'assurance ou qu'il ait adhéré à un syndicat de garantie, le versement du capital représentatif des pensions ne pourra jamais être exigé des débiteurs ni à titre de garantie ni à titre de versement définitif. Pourquoi notre loi a-t-elle admis cette règle, alors que d'autres législations comme celle d'Italie et de Danemark n'allouent qu'un capital ou comme celle d'Angleterre autorisent toujours le patron à se libérer entièrement par le versement d'un capital entre les mains de la victime ? C'est que la

pension présente de grands avantages pour l'ouvrier. Grâce à des versement successifs et réguliers, elle assure sa vie quotidienne et celle de sa famille. S'il reçoit un capital, il sera peut-être tenté de le dissiper follement de le risquer dans des entreprises plus ou moins aléatoires. L'ouvrier, que la loi veut arracher à la misère, serait le plus souvent retombé à la charge de la charité publique. De plus le versement d'un capital, s'il avait l'avantage de libérer définitivement le patron pouvait toutefois être très onéreux pour lui.

La loi de 1898 a donc essayé de sauvegarder les intérêts de l'industrie et de protéger l'ouvrier contre ses propres faiblesses. Mais l'application absolue du principe d'un paiement sous forme d'annuités eût été trop rigoureuse. Il a semblé juste de tempérer cette règle générale et d'autoriser dans certains cas le versement d'un capital qui permettra au bénéficiaire de se créer quelques moyens complémentaires d'existence. L'ouvrier n'est pas toujours un dissipateur qui, en possession d'une somme d'argent, la dépense jusqu'à la fin sans penser à l'avenir. Il en est d'économés et de pondérés qui présentent assez de garanties de moralité et d'intelligence ; à ceux-là on peut sans danger confier un capital. Dans leurs mains industrielles, il sera d'un grand secours, car il leur permettra l'exploitation d'un petit commerce, ou le versement d'un cautionnement nécessaire à l'obtention d'un emploi.

SECTION PREMIÈRE

Paiement en capital.

Le législateur a pensé qu'il ne fallait pas priver l'ouvrier intelligent de ce moyen d'améliorer son existence, mais comme d'autre part le versement d'un capital peut aggraver notablement les charges des débiteurs d'indemnités, il a spécifié les cas où le paiement peut être fait en capital. Nous allons étudier successivement ces différents cas qui constituent autant d'exceptions à la règle générale.

A. — Tout d'abord l'art. 28 décide, que, si le capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi ne peut être exigé des débiteurs, ceux qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif de ces pensions à la caisse nationale des retraites. La caisse a établi à cet effet un tarif, en tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants-droits (1). Le débiteur peut en effet avoir intérêt à se le libérer définitivement. Il fallait lui laisser cette faculté qui n'aura d'ailleurs point d'inconvénient pour le bénéficiaire. En effet, ce dernier ne touchera pas le capital ; il ne pourra donc pas le dissiper. Il ne fait que changer de débiteur. La caisse nationale se trouve ainsi substituée au patron qui est entièrement libéré. Peu

(1) Ce tarif a été publié au *Journ. Off.* du 10 mai 1899 accompagné d'une notice sur l'application de ce tarif.

importe que dans la suite, le taux de l'intérêt venant à baisser, le capital ne suffise plus à produire la rente. La caisse n'a pas de recours contre lui ; c'est elle qui en supportera les conséquences, de même qu'elle profitera à l'inverse d'une augmentation d'intérêts. Enfin, quelle que soit l'époque du décès de l'ouvrier blessé, titulaire de la rente, le débiteur qui a mis la caisse nationale en son lieu et place, ne peut prétendre à aucun remboursement. Toutes les chances de mortalité de l'ouvrier ont été prises en considération lors de la détermination du capital à verser. Toutefois, si ce paiement avait eu lieu avant l'expiration du délai de trois ans établi pour la révision, l'aggravation résultant de la fixation nouvelle de la rente ne saurait incomber à la caisse des retraites, et il semble logique de reconnaître un droit de recours au patron contre cette même caisse en cas de diminution de la rente.

Si la révision de la rente d'un invalide a lieu dans le sens de l'aggravation, la caisse nationale des retraites ne paiera point l'augmentation de pension. L'ouvrier pourra donc avoir deux débiteurs : la caisse des retraites, pour le montant de la rente primitivement allouée ; le patron, pour le supplément accordé par le tribunal sur la demande en révision. Pour charger la caisse nationale du service de la rente complémentaire, le chef d'entreprise responsable devra verser un nouveau capital ; on en fera le calcul d'après les mêmes bases, c'est-à-dire, conformément aux tables de mortalité.

S'agit-il au contraire d'une révision pour atténuation d'incapacité de travail ? La caisse nationale remboursera au débiteur de la rente, sur sa demande accompagnée de pièces justificatives, la somme correspondante à la diminution de la rente primitive, mais cette somme est remboursée à l'exclusion de tous arrérages afférents à la rente supprimée. Le débiteur devra donc faire diligence pour mettre la caisse nationale en mesure de procéder à la réduction de la rente et obtenir son remboursement.

D'autres situations doivent également être envisagées en cas de versements facultatifs à la caisse des retraites. Soit par exemple, un directeur d'usine versant un capital représentatif d'une pension allouée à un ouvrier étranger ou au conjoint. Dans la suite, l'étranger quitte la France, le conjoint se remarie. Nous savons déjà que le conjoint dans ce cas, n'a plus droit à la rente mais seulement à un capital égal à trois fois sa pension annuelle et nous verrons que l'étranger qui quitte la France se trouve dans une situation analogue. Dans ces deux hypothèses, la caisse des retraites doit suspendre ses paiements dès qu'elle est informée du changement de résidence ou du second mariage. Ces deux causes de déchéance sont portées à sa connaissance soit par le certificat de vie fourni pour le paiement de la pension et qui doit constater la résidence en France ou énoncer que le conjoint ne s'est pas remarié, soit de toute autre manière à la diligence du chef d'entreprise. Puis la caisse paie : 1° à l'ouvrier étranger ou au conjoint un capital égal à trois fois la rente an-

nuelle et les arrérages dus jusqu'au jour où la déchéance de l'art. 3 a été encourue ; 2° au débiteur de la rente, l'excédent du prix de cette rente, calculé à l'époque du paiement sur le triple du montant annuel de la rente.

Enfin la naissance posthume d'un enfant dont le père a été victime d'un accident mortel, peut aussi modifier le contrat intervenu entre le chef d'entreprise et la caisse nationale des retraites. Lorsqu'un enfant conçu à l'époque de l'accident naît vivant et viable après la constitution de la rente, il est admis au bénéfice de l'art. 3 et s'il vient au monde après le rachat permis par l'art. 28, le contrat se trouve modifié. En effet l'admission de cet enfant entraîne augmentation de la rente, s'il y avait déjà moins de quatre enfants et dans tous les cas une augmentation de charges. Si par suite de la présence des quatre enfants le montant des pensions ne s'en trouve pas augmenté annuellement, le service d'une partie de de cette rente durera plus longtemps, puisqu'elle reposera sur la tête d'un enfant naissant et qu'elle lui est due jusqu'à l'âge de seize ans. Le débiteur de la rente devra donc verser un capital supplémentaire pour faire face à cette charge nouvelle.

B. — Le § 2 de l'art. 28 constitue une faculté pour le chef d'industrie ; il reste libre de verser ou non le capital représentatif. Mais certaines circonstances peuvent amoindrir la confiance en la solvabilité du débiteur et il a paru utile d'envisager le cas où le patron ne se trouve plus posséder un gage suffisant, pour le paiement des annui-

tés dont il est tenu. Cette hypothèse prévue par la loi, dans le § 3 de notre article, est la cessation de l'industrie quelle qu'en soit la cause. Dans ce cas, on impose à l'industriel le versement du capital représentatif de la rente. Ce versement obligatoire s'explique par ce fait que l'exercice de l'industrie était la seule garantie accordée à la caisse nationale des retraites. Elle cautionne en quelque sorte l'industrie française puisque, confiante dans la solvabilité du débiteur, elle s'engage à payer à son défaut, mais cette confiance se trouve bien amoindrie; dans le cas que nous venons de citer, et, comme par suite de l'absence des sûretés ou des garanties de droit commun, son recours serait presque toujours illusoire, il a semblé juste d'ordonner le versement immédiat du capital. Donc, lorsque le débiteur de la rente cessera l'exercice de son industrie, soit qu'il procède à une cession volontaire, soit qu'à sa mort ses héritiers liquident l'exploitation, soit enfin qu'il soit déclaré en faillite ou en liquidation judiciaire, le versement du capital représentatif de la rente devra être versé à la caisse des retraites.

Nous déciderons de même, en cas de déconfiture pour les chefs d'entreprises assujettis à la loi et qui n'ont pas la qualité de commerçants : par exemple les agriculteurs et les sociétés minières. La loi sans doute ne parle que de la faillite et non de la déconfiture mais elle statue « de eo quod plerumque fit ». Elle envisage le cas général seulement, c'est-à-dire, le cas d'un assujetti commerçant. Dans tous ces cas, si le débiteur de la pension en verse

le capital fixé d'après le tarif de la caisse nationale, il sera complètement libéré et le créancier devra s'adresser à la caisse des retraites pour toucher sa rente.

Mais ce versement n'étant imposé que par suite du défaut de sûreté, il était logique de ne point le rendre obligatoire dans le cas où le débiteur consentirait à donner des garanties. C'est ce qu'a fait la loi, mais elle n'a point fixé elle-même quelles seraient les garanties pouvant dispenser de ce versement immédiat. Elle a laissé à un règlement d'administration publique, le soin de les déterminer. Cette désignation fut faite par un décret en date du 28 février 1899, dont nous donnerons seulement un aperçu. Ce décret permet au patron qui cesse son industrie, de s'exonérer du versement du capital à la caisse des retraites, en justifiant, d'abord du versement de ce capital à une société visée à l'art. 18 du décret : c'est-à-dire en justifiant, qu'il est assuré à une compagnie autorisée à fonctionner en France. C'est le premier moyen dont il jouisse, mais quatre autres lui sont également donnés par le décret. En effet on considère comme sûreté suffisante, le placement d'une somme d'argent à capital réservé, placement consistant à faire mettre au nom de la victime de l'accident, un titre de rente égale à la pension allouée ou, ce qui est à peu près analogue, effectuer un dépôt de titres dont les arrérages sont équivalents au montant de la pension. Dans ce dernier cas le dépôt doit être effectué à la caisse des dépôts et consignations ; les titres déposés doivent consister en valeurs de l'État

ou garanties par l'Etat, en obligations des départements, des communes, des chambres de commerce, ou en obligations communales et foncières du crédit foncier. La valeur de ces titres sera fixée par le cours moyen de la Bourse et elle pourra être révisée tous les trois ans. De même l'affiliation à un syndicat de garantie valablement constitué d'après le décret du 28 février 1899, imposant la solidarité à tous les membres et la garantie du paiement des pensions, permet au patron de se soustraire à l'obligation d'un versement de capital. Enfin, l'engagement solidaire du cédant et du concessionnaire de l'entreprise, aboutit au même résultat.

La loi, on le voit, laisse au patron qui cesse son industrie des moyens assez nombreux et assez pratiques pour éviter la remise d'un capital, mais il se peut que l'industriel se trouve dans l'impossibilité de fournir ces sûretés et de payer le capital. Il sera dans ce cas poursuivi par la Caisse des retraites et le jugement rendu contre lui emportera hypothèque judiciaire.

C. — Deux cas de versements d'un capital au lieu d'une pension se produisent quand le conjoint se remarie ou qu'un étranger titulaire d'une rente quitte le sol français. Nous avons étudié le premier de ces cas dans notre chapitre relatif aux accidents mortels. Le second sera examiné lorsque nous traiterons des dispositions spéciales de la loi de 1898 relativement aux ouvriers étrangers. Nous constaterons seulement ici, que le capital versé est le même dans les deux cas. Le conjoint et l'étranger n'ont droit qu'à trois années d'arrérages.

D. — Mais la plus importante des exceptions apportées au paiement par annuités se trouve dans l'art. 9 ainsi conçu : « Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de révision prévu par l'art. 19, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente calculée d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la caisse des retraites pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces ».

On a voulu que la victime puisse entreprendre un petit commerce qu'elle dirigera avec sa femme ou ses enfants ; qu'elle puisse acheter un jardin ou une petite maison ; ce qui lui permettra de grossir ses ressources ou de diminuer ses dépenses. Le tribunal appréciera si l'ouvrier entend et peut faire bon usage de ce capital. Divers amendements tendant à réduire et à spécifier les cas où cette attribution d'un capital serait autorisée, n'ont pas été pris en considération..(1) Toutefois le législateur tenant compte, d'une part, de l'utilité que pouvait avoir pour la victime la remise de fonds, et d'autre part, de l'aggravation de charges pour l'industriel, a soumis cette possibilité d'un paiement en capital à certaines conditions et à certaines garanties.

Il faut en premier lieu que le tribunal en chambre du conseil admette la conversion réclamée par la victime. L'ouvrier ne peut exiger cette conversion. Les projets primitifs contenaient bien un droit pour lui, mais ils

(1) Amendements Félix Martin et Blavier.

furent modifiés, car ils présentaient un certain danger que fit remarquer M. Waddington au Sénat. « Sans doute, l'immense majorité des victimes sera digne de confiance et saura faire bon usage des capitaux qui pourront lui être versés ; mais il peut se trouver des ouvriers dépendants ou inexpérimentés qui n'auront ni les qualités ni l'expérience nécessaires pour les placements à effectuer. D'autres se laisseront entraîner par les conseils plus ou moins désintéressés d'hommes d'affaires » (1). A la suite de ces explications, on décida que le tribunal en chambre du conseil statuerait sur ces demandes.

Quelle est donc la mission du tribunal ? Elle consistera à rechercher à quel usage l'ouvrier entend affecter le capital dont il demande le versement ; à faire une enquête sur la moralité et les aptitudes commerciales de l'intéressé. La chambre du conseil a paru désignée pour faire cette enquête. Elle le fera plus rapidement et plus discrètement que le tribunal lui-même, car sa procédure est plus simple. Elle est saisie par une simple requête ; elle peut statuer dans les deux ou trois jours qui suivent. M. Thévenet ajoutait même : « Il n'y a pas de contradiction devant elle, seul le ministère public surveille l'application de la loi ». En cela, il généralisait trop, nous le verrons dans la suite. De plus, la publicité des audiences aurait pu être gênante pour le demandeur, car le tribunal aura à rechercher si la victime n'est

(1) Sénat, 4 mars 1898. *Journ. Off.*, p. 230.

pas un ivrogne, un dépensier capable de dissiper rapidement son capital.

Le versement en capital ne pourra jamais s'élever au-delà du quart du capital nécessaire à l'établissement de la rente. Cette restriction s'explique par la pensée de conserver à tout événement certaines ressources à l'ouvrier qui aurait dissipé le capital versé et d'éviter au chef d'entreprise et principalement aux petits patrons le paiement immédiat d'un capital qui pourrait les gêner. Constatons toutefois, que presque tous sont désormais assurés et que par suite cette conversion ne saurait avoir de conséquences graves pour eux. Mais le tribunal peut-il accorder moins du quart ? Nous avons vu qu'il pouvait faire droit à la demande ou bien la rejeter. Peut-il y faire droit pour partie ? Les textes primitifs plaçaient le tribunal dans la double alternative, d'allouer intégralement ce quart, ou de ne rien allouer du tout, si le montant de cette fraction semblait trop élevé et donnait quelque crainte au tribunal. L'ouvrier voyait alors sa demande rejetée, bien qu'il eût besoin d'un capital. Aussi M. Félix Martin proposa-t-il d'ajouter les mots, « au plus », qui passèrent dans le texte définitif. Le tribunal a donc la faculté de fixer comme il l'entend, suivant les besoins de l'ouvrier, le montant du capital réclamé. Ce sera un cinquième, un huitième, mais jamais plus du quart. L'intervention du tribunal est donc très large, c'est lui qui fixera la quotité de la rente subsistant après la conversion.

L'art. 9 met encore une autre condition à la demande

de conversion. En effet elle ne peut être faite qu'à l'expiration du délai de trois ans accordé par l'art. 19 pour l'action en révision. Cette restriction est très juste ; il ne fallait pas forcer un patron à verser un capital éventuellement remboursable et dont aucune garantie n'assurerait le remboursement, mais elle a le grave inconvénient de priver l'ouvrier pendant trois ans de ressources supplémentaires qu'il pourrait se procurer.

Notre disposition autorise seulement la victime à demander ce versement du quart. Si on interprète littéralement le texte on devrait admettre que les ayants cause ou les représentants de l'ouvrier ne jouissent point de cette faculté. Cependant eux aussi peuvent avoir besoin de la remise d'un capital, aussi croyons-nous qu'à moins de dispositions contraires, il y a lieu d'accorder aux ayants cause les mêmes droits qu'à l'ouvrier lui-même. Les enfants, les descendants et les ascendants pourront réclamer de la justice la remise d'un quart du capital représentatif de leur pension. La somme qu'ils toucheront sera peu élevée sans doute, mais ce n'est pas un motif pour les exclure de l'application de l'art. 9. Au contraire le conjoint survivant ne saurait avoir cette prétention, une disposition spéciale de la loi s'y oppose. En effet, la loi ne permet à la victime elle-même de réclamer le versement du quart en capital qu'après détermination définitive et irrévocable de l'indemnité. Pour le conjoint cette détermination n'est jamais irrévocable puisqu'à toute époque il peut se remarier. Dans ce cas son droit

s'éteint ; aucun arrangement définitif ne peut donc être pris avec lui. Si le législateur eût voulu lui reconnaître la possibilité de demander et de recevoir le versement d'un capital, il eût établi un système de garanties pour assurer au débiteur de la rente la restitution éventuelle d'une partie du capital reçu, restitution à laquelle serait évidemment tenu le conjoint remarié, dans le cas où la somme accordée par le tribunal serait supérieure au montant des trois annuités. Nous verrons que les ouvriers étrangers sont dans une situation analogue et que par suite il y a même raison de décider.

Le tribunal devra-t-il statuer sur toutes les demandes de cette nature ? L'intention du législateur était de soumettre au tribunal toutes les demandes sans exception. On voulait que la fixation de la quotité de la rente fût faite dans tous les cas par le tribunal pour que ces pensions soient assises sur des bases nettement déterminées et pour que les parties ne s'arrogent point de droit en dehors de la loi. Cela résulte très clairement des travaux préparatoires et notamment des observations de M. Thévenet, rapporteur au Sénat en 1898. On considère donc la conservation d'un certain minimum de ressources, comme un intérêt d'ordre public et le versement du quart en capital ne sera libératoire pour le chef d'entreprise que si une décision judiciaire est intervenue conformément à l'art. 9. A cet égard la circulaire du garde des sceaux donne de cet article une interprétation erronée, en ne reconnaissant au tribunal le droit d'intervention que si les

parties ne peuvent s'entendre à l'amiable. Si cette interprétation était exacte il serait vraiment trop facile de tourner les dispositions de la loi.

Mais, si toutes les demandes de conversion, et nous pouvons ajouter celles de réversibilité des rentes dont nous parlerons bientôt, doivent être soumises au tribunal, est-ce que ce dernier fait acte de juridiction gracieuse ou de juridiction contentieuse ? Les décisions rendues auront tantôt un caractère, tantôt un autre. En effet, si les deux parties sont d'accord, le tribunal n'a qu'à sanctionner l'accord, si les motifs en sont justes et s'il est conforme à la loi. C'est la juridiction gracieuse. Si au contraire, il y a désaccord entre le patron et l'ouvrier, il faudra que la victime assigne le patron en la chambre du Conseil qui rendra son jugement contradictoirement. Les explications données par M. Thévenet à la séance du 18 mars 1898, au sujet du choix de la chambre du Conseil, seront donc, dans certains cas, inexactes car il se peut qu'il y ait débat dans la chambre du Conseil entre le patron et l'ouvrier et que le ministère public ne soit pas seul à intervenir (1).

Ajoutons enfin sur cette question de la conversion que l'art. 9 s'applique aussi bien aux victimes frappées d'incapacités permanentes relatives, qu'à celle s frappées d'incapacité permanente totale. Si nous faisons cette remarque, c'est que l'étude des travaux préparatoires

(1) V. plus haut p. 126.

pouvait amener une confusion. En effet, les premiers projets ne parlaient que des ouvriers « incapables pour toujours de travailler » (1) ou d'une incapacité permanente absolue de travail (2). En 1895, on interprétait encore ainsi l'art. 9. Mais en 1898, M. Thévenet parle « d'un ouvrier qui ne peut plus travailler comme il travaillait auparavant ». Ces termes sont beaucoup plus larges et comprennent évidemment l'incapacité relative. Il y avait d'ailleurs même raison d'identifier les deux cas et le texte de la loi n'autorise pas l'exclusion des victimes atteintes d'incapacité partielle.

E. — L'art. 21, alinéa 2 indique un nouveau cas dans lequel le paiement en capital se trouve possible. — « Sauf dans le cas prévu à l'art 3 § A, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital, que si elle n'est pas supérieure à 100 fr. » — Pour les rentes de peu d'importance, notre article autorise le rachat moyennant un capital, si les parties sont d'accord. Cet accord peut-être constaté par écrit ou verbalement ; mais, il est imprudent de se contenter d'un accord verbal, car la preuve testimoniale, n'en sera point permise, si le capital versé dépasse cent cinquante francs, ce qui sera le cas général. Mais nous ne pensons pas que la justice puisse suppléer à l'accord des parties : l'ouvrier ne pourrait donc pas réclamer cette conversion si le patron débiteur s'y refusait. On comprendrait toutefois l'intervention du tribunal au

(1) Rapp. Bardoux, 27 janvier 1900.

(2) Rapp. Ricard.

cas de désaccord non pas sur le rachat, mais seulement sur le montant du capital à verser. Les parties pourront le faire fixer par justice.

L'art. 21 ne s'explique pas sur la manière de calculer ce capital, mais il faut se reporter à l'art. 9 et évaluer cette somme d'après le tarif fixé par la caisse nationale. La loi n'a pas entendu permettre aux parties, de fixer comme bon leur semblerait, le taux du rachat. Ce rachat conventionnel peut être consenti dès la fixation de la rente par le tribunal. Donc, il n'est point nécessaire d'attendre, comme pour la conversion établie par l'art. 9, l'expiration du délai de révision. L'accord intervenu produit d'ailleurs un effet définitif et irrévocable, tout en permettant à l'ouvrier de faire réviser les indemnités en cas d'aggravation, ou au patron en cas d'atténuation. Enfin, cet accord est autorisé entre le patron et les ayants-droit de l'ouvrier. Cela résulte de la généralité des termes de notre texte. On y trouve en effet le mot pension qui s'applique aux pensions accordées aux fils, aux autres descendants et aux ascendants, mais qui exclue la possibilité du rachat des indemnités temporaires, car elles ne se présentent jamais sous forme de pension.

Une difficulté se présente au sujet de la réserve expresse du cas prévu à l'art. 3 § A. Le cas signalé est celui du conjoint de la victime qui se remarie. Nous avons vu que sa pension cesse à cette date et qu'elle reçoit à titre d'indemnité un capital égal à trois fois la rente annuelle. Est-ce que cette réserve établit en faveur du con-

joint la possibilité d'une conversion, quel que soit le montant de la rente ? Les termes de l'article semblent bien l'indiquer et dire que la pension qui lui est due pourra toujours être transformée par l'accord des parties en un capital. Cependant on ne voit pas pour quels motifs on permettrait ce rachat exceptionnel. Pourquoi modifierait-on la forme de l'indemnité dans ce cas ? Les travaux préparatoires ne nous renseignent point, et il semble que le législateur n'ait jamais envisagé la possibilité de ce rachat qui avait des inconvénients sérieux.

La veuve perd son droit à la pension en cas de second mariage, elle devra donc restituer le capital versé du moins en grande partie. Le chef d'entreprise ou l'assureur n'aurait aucune garantie pour le remboursement de ce capital et la veuve qui voudrait se remarier aurait là un moyen facile de tourner l'application de l'art. 3, § A. Nous venons de lui refuser le droit de demander le versement d'un quart en capital en nous basant sur les textes et sur les intentions probables du législateur ; il serait illogique de lui reconnaître maintenant le droit de toucher le capital intégral de sa pension. D'ailleurs, si nous raisonnons sur le cas le plus fréquent, c'est la femme qui, le plus souvent, survivra au mari. Sans doute les termes de l'article sont généraux ; c'est du conjoint de la victime dont on parle et ce peut être le mari aussi bien que la femme. Mais dans la généralité des ménages le mari seul travaille à l'usine, la femme reste au foyer et est à l'abri des accidents. Or, on a craint que l'ouvrier

victime ne consente au rachat d'une rente supérieure à cent francs, à des conditions onéreuses pour lui, on ne saurait donc permettre à sa veuve de le faire, alors que vraisemblablement elle est par sa faiblesse et son inexpérience complète des affaires, encore moins à même de résister au patron ou à l'assureur.

Nous estimons donc que la réserve de l'art. 21 § 2 n'a d'autre portée qu'un rappel à une disposition antérieure. Mais ce rappel est regrettable. Il n'était pas nécessaire, car cette réserve pouvait être aisément supplée, alors même que l'art. 21 ne l'eût expressément formulée. De plus elle est incomplète, puisque l'ouvrier étranger qui abandonne sa résidence en France voit également sa pension se convertir en un capital fixe. Pour lui il n'y a pas de doute, même si la rente dépasse cent francs, il reçoit un capital et cependant il n'est point fait de réserve à son égard. Dans ces deux cas, il n'y avait pas lieu de modifier la règle générale du versement d'annuités. Les motifs qui ont fait prévaloir le mode de paiement des indemnités est encore renforcé ici par la situation spéciale, et en quelque sorte provisoire, où se trouve la veuve et l'étranger en vertu de l'art. 3.

En résumé, nous pensons que la réserve faite par l'art. 21 n'a que le caractère d'un renvoi, dont la conséquence est, ni de créer en faveur de la veuve de la victime un mode de paiement conventionnel en capital, ni de lui interdire la possibilité d'un accord avec le débiteur quant aux rentes minimales. Toute rente inférieure à 100 fr. peut

être convertie en capital, c'est là une règle générale qui s'applique aux pensions allouées à la victime, à sa veuve, à l'ouvrier étranger. Mais cet accord des parties, nécessaire pour remplacer la pension par un capital sera plus difficile, en présence d'une veuve ou d'un étranger qui peuvent, comme nous l'avons dit, être soumis à une restitution partielle.

Dans ces deux derniers cas de versement en capital, c'est-à-dire, dans l'hypothèse d'une conversion du quart et des rentes inférieures à cent francs, se pose la question de savoir si le privilège d'incessibilité, que nous avons reconnu aux rentes établies par la loi, doit disparaître. La réponse doit être affirmative. Le capital une fois versé se confond avec l'ensemble de l'actif mobilier appartenant à la victime et la négative contrarierait évidemment la volonté du législateur. Ce que l'on veut, c'est que l'ouvrier puisse user du capital versé, le mettre dans une entreprise, se livrer avec lui à des spéculations. Mais ce capital jouit de l'insaisissabilité, tant qu'il est entre les mains du patron, car il représente la pension.

SECTION DEUXIÈME

Autres modes de paiement — Réversion partielle sur la tête du conjoint.

Le paiement de l'indemnité sous forme d'un capital constitue une exception au principe, mais ce n'est pas la seule ; nous avons encore à étudier la possibilité d'un

paiement en nature, dont parle l'art. 21 alinéa 1^{er} « Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation ». Les parties peuvent donc convenir, après fixation définitive du mode de réparation, qu'il sera remplacé par tout autre mode volontairement accepté. Cette faculté reconnue au patron et à l'ouvrier est à l'avantage de l'un et de l'autre ; elle permettra en effet, de donner à l'ouvrier un emploi dans l'usine et de substituer ainsi un salaire un peu supérieur à l'indemnité allouée, en échange des services qu'il pourra rendre. Les places de concierge, gardien ou surveillant peuvent être remplies facilement par des invalides. De même elle permet de remplacer le service de la rente par des prestations en nature, qui seront peut-être moins onéreuses pour le patron ; aussi avantageuses si non plus pour l'ouvrier. Le patron peut également payer les frais d'une hospitalisation. L'utilité de cette disposition n'est donc pas contestable ; mais il y avait à craindre une pression possible du patron sur l'ouvrier qui eût compromis les droits de ce dernier, aussi l'art. 21 n'autorise ces arrangements qu'à titre provisoire. L'une ou l'autre des parties peut toujours dénoncer l'accord intervenu et forcer ainsi au paiement régulier de l'indemnité, dans les formes prévues par la loi.

Il fallait éviter qu'un patron peu délicat renvoie son ouvrier après accord intervenu, sans avoir pour cela

de prétexte légitime et uniquement pour esquiver les conséquences de sa responsabilité. Les règles de l'art. 21 apparaissent comme excellentes ; du moment que l'ouvrier peut employer son activité d'une façon rémunératrice, il est juste de suspendre le service de la pension. Mais il est à craindre, que l'ouvrier ne soit porté à s'acquitter de ses fonctions avec une certaine négligence, puisque son droit reste intact après renvoi. Il eût peut-être été bon de laisser au tribunal le droit de réduire la pension, si l'ouvrier était renvoyé à raison de manquements graves à son métier.

La conversion provisoire visée par le texte dépend uniquement de la volonté des parties. Elle n'est pas soumise à l'homologation du tribunal, ni comme en Angleterre à l'approbation des sociétés de secours mutuels. Le mode de réparation substitué d'un commun accord ne saurait évidemment consister dans le versement d'un capital, car les textes étudiés précédemment réglementent ces cas d'une façon très restrictive. Le mode de réparation convenu devra même être analogue au mode de réparation organisé par la loi, c'est-à-dire avoir un caractère alimentaire et attribuer à l'ouvrier des versements périodiques. Les travaux préparatoires ne semblent d'ailleurs avoir prévu que l'acceptation d'un emploi.

Si nous supposons la pension versée par une compagnie d'assurance, il nous faut rechercher quel sera l'effet de notre convention. Aura-t-elle pour conséquence d'exoné-

rer la compagnie, vis-à-vis du patron, du service de la rente? Dans l'état actuel des textes il semble que oui. L'indemnité allouée par la compagnie ne s'explique que par le préjudice causé au patron par l'accident. Mais dans le cas d'acceptation d'emploi, on ne peut plus dire que le patron souffre un préjudice, au moins dans la majorité des cas. Si le patron a offert un emploi à l'ouvrier, c'est que ce service était indispensable et si l'ouvrier n'accepte pas, il devra en mettre un autre à sa place, donc point de préjudice ou plutôt, car la question peut se poser pour partie, préjudice réduit pour le patron, ce qui entraîne, comme conséquence logique, la suppression du service de la pension par la Compagnie d'assurance, ou la réduction de son montant. Si la Compagnie effectuait le versement intégral, le patron retirerait de son contrat d'assurance un certain bénéfice, ce qui est contraire aux principes de la matière. Sans doute cette solution contrarie les tendances du législateur, qui semble vouloir favoriser l'application de cet article 21 et encourager les conventions qu'il prévoit. Or il est bien évident que dans notre système, la convention n'aboutira qu'à décharger la compagnie d'assurance ; par suite le patron s'y refusera généralement, puisqu'il n'y aurait aucun intérêt et risquerait peut-être, de voir l'emploi mal tenu par un invalide. Malgré cela, nous pensons que notre solution est solidement basée sur les principes généraux en matière d'assurance auxquels l'art 21 n'apporte aucune dérogation expresse (1).

(1) Contra. Sachet. n° 1107.

Cet accord ne peut intervenir qu'après fixation de l'indemnité due à la victime et ne saurait avoir d'effet qu'à l'égard des indemnités pour incapacités permanentes. L'art. 21 ne vise que les pensions et l'incapacité temporaire ne donne droit qu'à des indemnités journalières.

L'étude de la loi nous montre, pour l'ouvrier victime d'un accident, la possibilité d'apporter une modification d'une autre espèce à la forme de l'indemnité, c'est-à-dire à la pension viagère. Cette faculté lui est accordée par l'art. 9 § 2 qui autorise la constitution, grâce au capital nécessaire à l'établissement de la pension, d'une rente viagère reversible pour moitié au plus sur la tête de son conjoint; toutefois, il n'en doit résulter aucune augmentation de charges pour le chef d'industrie. On diminuera en conséquence le montant de la rente viagère. L'ouvrier peut donc, grâce à cet article, assurer le sort de sa veuve; consentir une réduction de la pension allouée, à condition que cette pension soit servie pour moitié, à sa femme après sa mort; mais il ne le peut qu'en faveur de son conjoint et non en faveur de ses enfants ou de ses ascendants. Le Sénat en 1890 avait étendu cette disposition à tous les ayants droits de la victime mais cette rédaction n'a pas prévalu, bien que les mêmes raisons de décider se retrouvent dans ces différents cas. C'est un acte de prévoyance qu'accomplit l'ouvrier; il eût été juste de lui permettre d'assurer dans la mesure du possible l'existence de ses vieux parents. D'autant plus que dans le système de la loi, on laisse à l'ouvrier le poids de cette

réversion et qu'une réduction proportionnelle du montant de la rente ne la rend pas, du moins théoriquement, plus onéreuse pour l'industrie.

Cette réversion de la moitié au plus du capital, faite en faveur du conjoint de la victime, n'est pas un droit pour l'ouvrier. Il doit en faire la demande au tribunal qui statuera en chambre du Conseil, comme dans les demandes de versement d'un quart en capital. Toutes les demandes de cette nature devront lui être soumises pour éviter les difficultés au sujet des paiements ultérieurs. Cela est juste, il est bon que la réduction de la rente soit nettement constatée et qu'elle soit faite conformément aux tables de réductions. Mais s'il est nécessaire de faire régler la rente qui restera due, il paraît moins raisonnable d'accorder au juge le droit de refuser cette demande. N'est-ce pas l'ouvrier, qui mieux que personne, se rend compte de l'opportunité de la demande? Quoi qu'il en soit le texte donne ce pouvoir aux tribunaux, qui pourront, soit rejeter purement et simplement la demande soit n'accorder la réversion que pour un quart, un tiers, la moitié au plus de la rente. Pour ne pas imposer au débiteur une charge plus lourde, le tribunal aura à apprécier d'après les tarifs de la caisse nationale des retraites, les chances de survie du conjoint en faveur du quel la reversion est demandée, à établir le surcroît de charge qui résulterait de l'admission de la demande et à diminuer d'autant la rente de la victime, de manière à compenser la prolongation éventuelle de la pension.

Cette demande ne pourra être faite qu'à l'expiration du délai de révision prévu à l'art 19. L'art. 9 ne le dit expressément que pour le versement d'un quart en capital, mais il résulte des travaux préparatoires, qu'on a entendu soumettre aux mêmes conditions ces deux demandes (1) ; dans ces deux cas, il y a d'ailleurs intérêt à attendre la fixation irrévocable de l'indemnité, avant d'en changer la forme. Si cette demande ne peut être adressée avant l'expiration du délai de trois ans, elle ne saurait non plus être admise après le règlement définitif, c'est à dire après la remise du titre définitif. L'art 9 dit en effet « lors du règlement définitif de la rente viagère ».

Une demande en réversion peut-elle être faite par un ouvrier en faveur de sa femme, lorsque son mariage est postérieur à l'accident ? M. Poirrier au Sénat (2) soutint la négative ; cependant l'affirmative doit triompher. Le mariage postérieur à l'accident ne doit point priver l'ouvrier de cette faculté. Le texte de l'article est très général et s'applique à notre espèce. La loi n'exige l'antériorité du mariage à l'évènement malheureux, que pour régler les droits personnels reconnus au conjoint survivant ; ici la victime a droit à une pension déterminée et elle demande à en faire modifier la répartition. La situation n'est plus la même, l'antériorité du mariage nécessaire dans un cas ne l'est pas dans l'autre.

Cette pension réversible sera-t-elle supprimée en cas

(1) Rap. Ricard 1892. 25 Février, annexe, n° 1926.

(2) Sénat. 8 Juillet 1893 p. 767.

de nouveau mariage du conjoint survivant ? On a soutenu l'affirmative et déclaré que le patron se trouverait libéré par l'allocation de trois années d'arrérages. C'était pour mettre son conjoint à l'abri du besoin que l'ouvrier a demandé la réversion et non pas pour lui permettre de se remarier plus facilement, grâce à la rente que lui servira le patron. Sans doute ce n'était pas là l'intention de la victime mais est-ce une raison suffisante pour anéantir un contrat à titre onéreux intervenu entre lui et le débiteur. Ce contrat une fois formé est définitif, il n'est point laissé à la merci des événements. Le patron se trouve engagé et doit le service de la rente jusqu'à la mort du conjoint survivant.

La demande de la victime ayant été admise par le tribunal, on peut supposer que le conjoint en faveur duquel la réversion a été faite, meurt avant la victime de l'accident. Quel sera dans cette hypothèse l'effet de la réversion ? La loi ne l'a pas déterminé. Il est incontestable que cet accord une fois intervenu, est définitif. On ne saurait revenir, par suite du prédécès du conjoint, à la fixation primitive de la rente. Le patron devra la pension réduite par les tribunaux, lors de la demande en réversion, et il la devra intégralement jusqu'à la mort de la victime elle-même. Le débiteur ne pourrait soutenir que le conjoint étant mort, il ne doit plus que la moitié de la rente. Non, il n'y a pas là, deux rentes viagères distinctes, l'une au profit du mari, l'autre au profit de la femme, mais une rente unique devant être versée à la

victime de l'accident, rente subsidiairement réversible pour moitié sur la tête du conjoint, s'il survit. C'est un contrat aléatoire qui s'est formé entre le patron et l'ouvrier ; l'un et l'autre peuvent en retirer avantage ou subir un préjudice, suivant que le conjoint meurt avant la victime ou bien qu'il lui survit longtemps. On ne saurait en effet, en appliquant les tarifs établis par la caisse nationale des retraites, affirmer que le patron ne subira point, du fait de cette réversion, une augmentation de charges. On ne pourra le savoir qu'à la mort du conjoint survivant. Le tableau de mortalité de la caisse des retraites quelle que soit l'exactitude des statistiques sur lesquelles il repose, ne saurait en effet aboutir qu'à une probabilité plus ou moins grande.

Il aurait été préférable, pour éviter d'une façon certaine au débiteur de la rente, toute augmentation de charges, d'ordonner que chaque année, le montant des sommes abandonnées par l'ouvrier fut versé par le patron à la caisse nationale au nom du conjoint. La caisse lors de la mort de la victime aurait payé au conjoint une rente calculée sur le capital qui lui aurait été versé.

CHAPITRE VI

BASE DE L'INDEMNITÉ. — LE SALAIRE.

Le droit à l'indemnité étant **reconnu**, soit par un accord entre les deux parties, soit par une **décision** judiciaire, il importe maintenant d'en déterminer le **montant**, d'après les bases établies par la loi, selon l'incapacité **dont** l'ouvrier est atteint. Le législateur a pris pour base de la tarification des indemnités le salaire de l'ouvrier. Cette base est logique : c'est une partie plus ou moins grande de son salaire que l'ouvrier a perdu par suite de l'accident et qu'il importe de lui restituer, au moins en partie. Cette fixation résultera de plusieurs opérations, les unes nécessaires et intervenant dans toute allocation d'indemnités, les autres n'ayant lieu que dans des cas déterminés. C'est, d'une part, le calcul du salaire de base et d'autre part l'évaluation de l'augmentation ou de la réduction qu'il y a lieu de faire subir au montant de la rente, suivant certains faits de nature à modifier la responsabilité du patron.

Nous étudierons plus tard la faute inexcusable et ses conséquences; nous n'envisagerons ici que les indemnités normalement dues, pour rechercher de quelle manière elles doivent être calculées.

Le salaire gagné antérieurement à l'accident a paru avec raison au législateur, être la base du calcul de l'indemnité la plus adéquate à la réparation réclamée, mais nous avons déjà vu qu'il fallait distinguer avec l'incapacité temporaire et l'incapacité permanente, deux sortes de salaire : le salaire quotidien qui servira à fixer l'indemnité temporaire et le salaire annuel dont le montant permettra d'évaluer la pension en cas de mort ou d'incapacité permanente.

SECTION PREMIÈRE

Le salaire. — Salaire quotidien

Le salaire est par définition, la rétribution d'un travail fait pour quelqu'un. Il faut donc y comprendre tout ce que l'ouvrier gagne, soit en argent, soit en nature. Souvent, outre le prix fixé au contrat de louage, il reçoit des fournitures, des aliments; il peut être logé et chauffé; la direction de l'entreprise peut lui avoir concédé un jardin dont il tirera bénéfice. Tout cela fait partie du salaire et doit être compté dans la détermination de l'indemnité. L'art. 10 le dit expressément, cependant il ne pouvait y avoir de discussion à ce sujet, car quelle que

soit sa forme, la rémunération du travail constitue toujours le salaire. L'évaluation de la rétribution en nature pourra, dans certains cas, être délicate et amener quelques contestations entre patrons et ouvriers. Le tribunal devra pour cela tenir compte des usages locaux et des prix moyens de la région.

Cette rémunération doit être effective, c'est-à-dire qu'elle doit être réelle et vraie. Un ouvrier prétendrait en vain, compter dans son salaire des avantages peut-être promis par son patron pour recruter plus facilement un personnel, mais qu'il était dans l'impossibilité de fournir. Il ne faut pas qu'entre le patron et l'ouvrier se forme un pacte tendant à l'évaluation exagérée du salaire, qui se retournerait contre les sociétés d'assurances. Mais il est évident qu'il ne faut pas s'attacher au salaire touché au sens strict du mot, car il peut se faire que l'ouvrier, par suite de la déconfiture du patron, ne soit point payé ou du moins ne touche qu'une portion de la somme qui lui est due. Ce ne sera pas le salaire payé qui servira de base au calcul de l'indemnité, mais le salaire total dont il était créancier. Outre les avantages en nature, il faudrait même comprendre dans le salaire le prix des heures et des journées supplémentaires. L'ouvrier a consenti à travailler en dehors de son travail normal et régulier, il retire un bénéfice et l'accident dont il a été victime va désormais l'en priver.

Toutes ces rémunérations, que nous venons de faire rentrer dans le salaire, ont été l'objet de clauses expresses

dans le contrat de louage ou bien elles en découlent implicitement. Mais est-ce que le salaire ne comprend pas autre chose et ne doit-on pas compter certaines rétributions qui n'ont point été envisagées lors de la convention ? Les gratifications accordées par le patron pour zèle ou activité par exemple, font-elle parties du salaire ? La réponse doit être affirmative selon nous, car cette prime est accordée comme encouragement par le patron, qui amène ainsi l'ouvrier à produire davantage. Sans doute il est libre de donner cette prime ou de la refuser, mais ce n'est pas une pure libéralité, c'est bien plutôt le paiement d'un supplément de travail. De même il est nécessaire de faire rentrer dans le salaire, les étrennes que le patron donne d'une façon régulière à certaines époques de l'année, au jour de l'an, ou à l'occasion d'une fête. Il y a lieu de considérer comme un salaire supplémentaire, toute allocation qui, par sa généralité et sa persistance, a pris un tel caractère de certitude et de stabilité, que l'ouvrier a dû compter sur elle et la faire rentrer en ligne de ressources. Mais toute gratification qui n'aurait pas ce caractère de périodicité ne saurait être considéré comme une partie du salaire. On ne devra pas s'occuper d'un don, fait par le chef d'entreprise à ses ouvriers, lors de son mariage ou de la naissance d'un de ses enfants, pour calculer le taux de la rente à laquelle les victimes d'un accident pourraient prétendre. Un événement heureux pour le patron, le détermine à faire une libéralité au sens exact du mot, puisqu'elle n'est point la représentation

d'un bénéfice procuré à l'industriel par le travail des ouvriers. Ce n'est point la rémunération du travail : il n'y a pas lieu d'en tenir compte.

A plus forte raison ne pourrait-on pas comprendre dans l'évaluation du salaire les actes de charité. Il est évident que, l'ouvrier n'a aucun droit et ne devrait en aucune façon escompter une gratification, que son patron lui alloue en vertu de considérations humanitaires, parce qu'il se trouve surchargé de famille ou que l'un des siens, par suite de maladie, réclame des soins particuliers.

Nous venons de voir que certains bénéfices devaient être considérés comme un supplément de salaire et à ce titre être comptés pour le calcul de l'indemnité. Mais, est-ce que le salaire ne subira pas quelquefois des modifications dont on aura également à tenir compte ? Il est, en effet, un usage assez répandu dans le monde industriel et qui consiste à infliger des amendes aux ouvriers pour des motifs spécialement déterminés. Le jour de la paie, l'ouvrier reçoit en moins le montant des amendes qu'il a encourues. Son salaire se trouve donc diminué et il est juste de tenir compte de cette réduction dans le calcul du salaire de base. On l'admet généralement, s'il s'agit de retenues pour cause de malfaçon. L'objet se trouve être défectueux, d'une vente difficile et nécessairement à bas prix. Le travail n'a donc pas été effectué dans les conditions prévues par le contrat de louage et ce travail défectueux n'est rémunéré que par une somme inférieure au prix indiqué au contrat. Or la rémunération effective, celle qu'il

faut considérer d'après la loi, est égale à la somme totale, diminuée par la retenue imposée pour malfaçon. Le travail incomplet et défectueux n'est pas la seule cause des retenues. Elles peuvent en effet être imposées par raison disciplinaire, et certains auteurs estiment qu'il ne faut pas défalquer le montant de ces amendes du salaire annuel, car elles ne correspondent point, disent-ils, à une diminution de travail ou à une défectuosité des produits. Cette appréciation est contestable. L'ouvrier qui ne se conforme pas à la discipline imposée, nuit à la bonne organisation du travail et par suite à la productivité totale de l'entreprise. Un exemple le prouve aisément : un ouvrier reçoit d'un contre-maître l'ordre de préparer certaines pièces ; il ne tient aucun compte de cet ordre et continue son travail antérieur, bien que le travail commandé soit prévu dans le contrat de louage. A la fin de la journée les pièces ne sont point préparées. Le lendemain l'atelier qui doit mettre la dernière main à ces objets manquera de travail et si les ouvriers sont des spécialistes, ils devront chômer. Le refus d'obéissance de l'ouvrier aura donc eu pour résultat d'arrêter la production normale de l'usine et la diminution qui sera faite sur son salaire, sans être évidemment égale au préjudice causé, sera bien néanmoins dans ce cas, corrélative d'une diminution de productivité. De plus, l'ouvrier en entrant dans l'usine a promis d'exécuter le travail dans certaines conditions, d'après certaines règles qu'il s'est engagé à respecter. S'il vient à y manquer, il n'exécute pas inté-

géralement son contrat de louage et cette mauvaise exécution entraîne pour lui, sous forme d'amende ou de retenue, une diminution de salaire, dont il doit supporter les conséquences même en cas d'accident. Les termes de la loi viennent confirmer notre opinion, car les mots « rémunération effective » excluent bien du salaire de base toutes les amendes et les retenues au sens strict du mot. Il est certainement impossible de comprendre dans cette catégorie une retenue imposée par la direction de l'usine et constituant un versement à une caisse de retraite. Le mot retenue est pris ici dans un tout autre sens. Elle n'est que fictive puisqu'elle constitue un placement, fait par l'usine sans doute, mais au nom de l'ouvrier et pour lui. Dans le même ordre d'idées, le patron ne saurait, pour faire fixer le salaire de l'ouvrier à une somme inférieure à la somme payée réellement, se prévaloir de l'existence d'une société entre ses ouvriers et en vertu de laquelle les nouveaux venus doivent abandonner une partie de leur salaire (1).

Le salaire sous sa forme la plus simple est dû au jour, à la semaine, au mois ou à l'année mais il peut revêtir une forme plus ou moins complexe, qui en rendra l'évaluation plus ou moins délicate. Le travail à la tâche est très répandu et peut donner lieu à quelques difficultés d'appréciation, s'il s'agit du salaire quotidien, nous nous en occuperons dans la suite. Nous ne citerons que pour mémoire, le salaire gradué sur le prix de vente des

(1) Dijon, 30 juin 1900.

produits où il est nécessaire d'attendre la vente pour évaluer le salaire de l'ouvrier, et le système du salaire progressif, dans lequel l'ouvrier touche une prime pour chaque pièce faite en plus, prime d'autant plus forte que le nombre de pièces faites en surplus se trouve plus élevé. L'un et l'autre sont en effet d'une application très rare ; ces diverses rémunérations doivent être évaluées pour la fixation du salaire de base. Mais nous dirons quelques mots du marchandage et de la participation aux bénéfices qui sont beaucoup plus répandus. Le marchandage consiste à répartir entre plusieurs ouvriers un travail déterminé, moyennant un prix débattu. Ainsi un groupe de terrassiers, s'engagent à ouvrir une tranchée, moyennant une somme fixe. Tous les ouvriers, n'ayant pas la même capacité et le travail comprenant des parties plus ou moins délicates, ne touchent point le même salaire. Aussi lorsque le travail sera achevé, le bénéfice réalisé sur la somme totale se partagera, non pas par tête, mais suivant le taux du salaire touché ; cette portion du bénéfice viendra se joindre au salaire primitivement fixé par le chef de chantier et devra être comptée dans le calcul de l'indemnité. La participation aux bénéfices consiste à intéresser l'ouvrier à la réussite de l'entreprise en lui accordant, soit comme supplément de salaire, soit même comme salaire unique, une quote part dans les bénéfices réalisés. Cette quote part est véritablement la représentation du travail et servira de base à la réparation de l'accident.

Telles sont les considérations que nous avons à fournir sur le salaire. Des hypothèses particulières peuvent être envisagées, des complications et des difficultés nombreuses peuvent se présenter, nous en verrons quelques-unes se rattachant d'une façon plus spéciale, soit au salaire quotidien, soit au salaire annuel.

Aux termes de l'art. 3 l'indemnité due pour incapacité temporaire se calcule d'après le salaire touché par la victime au moment de l'accident et elle est égale à la moitié de ce salaire, mais la loi ne contient point la définition du salaire quotidien. Cette lacune donne naissance à certaines difficultés. Le projet de 1895 renfermait un moyen d'obtenir ce salaire. Il fallait « prendre le trentième du gain total que la victime avait réalisé dans l'entreprise, soit en argent, soit en nature, pendant les trente derniers jours de travail qui ont précédé l'accident. Si le gain des trente jours de travail ne peut être évalué, le salaire quotidien moyen se déduira du dernier règlement avec le chef d'entreprise ». Cette méthode n'était pas, sans doute, à l'abri de toute critique, car pendant ces trente jours l'ouvrier a peut-être chômé, mais elle avait le grand avantage de fixer nettement et sans discussion possible le salaire quotidien moyen, même pour le travail à la pièce. Cette définition a disparu du texte, qui ne porte que ces mots « indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident » ; donc ce n'est plus le salaire moyen que le législateur a en vue, mais bien l'allocation que touchait l'ouvrier

le jour de l'accident. Le juge prendra donc pour base le salaire gagné par l'ouvrier le jour même où l'évènement s'est produit sans qu'il lui soit possible de prendre en considération la rétribution des jours précédents et de faire une moyenne. Ce système eût été plus équitable car l'accident peut se produire un jour où le salaire se trouve très élevé ou très bas, mais la loi ne reconnaît pas au juge ce droit d'appréciation, c'est le salaire du jour qui seul doit entrer en considération. Il en résulte que le juge ne doit point s'occuper des circonstances, qui ont fait baisser ou monter le salaire et si nous supposons un accident arrivé dans une période où les ouvriers d'une usine ne travaillent que trois jours par semaine par suite de morte saison, il ne faudra pas diviser le gain de la semaine par six pour avoir le salaire journalier, mais seulement par trois. Par contre, si le patron au lieu d'employer ses équipes un jour sur deux, les fait travailler à la demi journée, mais tous les jours, la rémunération hebdomadaire sera la même que dans l'hypothèse précédente, mais le salaire journalier se calculera en divisant le total par six.

Le premier mode de travail est de beaucoup le plus usité dans les grandes usines (1) où par suite du ralentissement des affaires, un chômage s'impose. Cette mesure est prise dans l'intérêt même des ouvriers qui évitent ainsi un licenciement partiel mais si un accident a lieu

(1) Dans les houillères du Nord le chômage des canaux ralentit périodiquement l'activité du travail.

dans cette période, l'indemnité journalière qui devra être allouée d'après la loi, se trouvera être supérieure à la moitié du salaire véritable. Il eût donc été préférable de maintenir les règles du projet de 1895 au Sénat. Elles donneraient un moyen de calcul plus exact du salaire réel et le montant de l'indemnité se trouverait par suite plus proportionné au préjudice réellement subi.

Il n'y aura ici aucune distinction à faire entre l'ouvrier qui profite des jours de chômage pour travailler ailleurs et celui qui reste oisif ; l'un et l'autre seront traités de la même façon. La loi n'autorise pas le juge à ajouter au gain touché à l'usine celui qui provient d'un travail extérieur exécute, durant la journée ou la demi-journée de chômage. On devra également accorder la même indemnité à deux ouvriers dont le salaire journalier est identique, mais dont l'un négligent et paresseux, ne se rend à l'usine qu'à des intervalles irréguliers alors que l'autre travaille consciencieusement tous les jours. Sans doute, l'équité voudrait qu'on fit une différence entre les deux, mais cette distinction qui se trouvait faite implicitement dans le projet de 1895 n'est point permise avec le texte définitif. Le juge est lié par le chiffre du salaire touché le jour de l'accident.

Certains auteurs reconnaissent cependant aux tribunaux un droit d'appréciation aboutissant dans tous les cas à l'établissement d'une moyenne de salaire. Ce système se base sur les termes même de l'art. 3, qui ne parle pas du dernier jour ou de l'avant-dernier jour. De ce que la loi

dit : « le salaire touché au moment de l'accident » on conclut à tort selon nous, qu'il s'agit d'une moyenne pour l'appréciation de laquelle les juges auraient une certaine latitude. Si le législateur avait entendu parler d'une moyenne, comment expliquer les rejets successifs des diverses propositions tendant à régler le calcul de cette moyenne ? Nous voyons, en effet, dans les discussions du Parlement, que l'on a proposé le 20 mai 1890 au Sénat de calculer le salaire quotidien en divisant par 365 la rémunération payée à l'ouvrier pendant les douze mois écoulés avant l'accident. Cette rédaction fut repoussée car on voulait, dit M. Poirrier à la séance du 18 octobre 1895, que le salaire quotidien se rapprochât davantage de ce que l'ouvrier gagnait au moment de l'accident. On a rejeté également une proposition définissant ainsi le salaire quotidien : « le septième du salaire gagné dans la semaine qui a immédiatement précédé l'accident ». On a trouvé que cette base contenait trop peu de jours et pour l'élargir, on proposa de prendre les trente derniers jours et de diviser le total par trente. On proposa également le calcul par quinzaine. Aucun de ces projets ne passa et la conséquence qu'il semble logique d'en tirer, c'est que le législateur n'a voulu parler que du salaire du jour de l'accident, trouvant sans doute que ce système n'avait pas les inconvénients des autres. Le législateur s'est placé en face d'un contrat de louage assez fréquent, le travail à la journée et dans cette hypothèse il a tarifé l'indemnité journalière proportionnellement au

salaire touché le jour de l'accident. Chaque fois que ce salaire sera fixé à la journée, que l'ouvrier gagnera une somme déterminée pour chaque jour de travail, le juge ne pourra pas faire une moyenne ; il sera lié par le chiffre fixé au contrat de louage.

Nous avons déjà vu qu'en cas de chômage partiel, ce calcul pouvait aboutir à une certaine anomalie, en ce sens qu'un ouvrier qui ne travaillera que quatre jours par semaine touchera une indemnité journalière égale à celle de l'ouvrier travaillant tous les jours. Mais d'une façon générale le mode de procéder admis par la loi n'offrira pas de difficultés, s'il s'agit de salaire fixé à la journée. Souvent le contrat de louage fixe le montant du salaire journalier. On prendra la moitié, la chose sera facile ; soit un ouvrier embauché pour faire des terrassements à raison de 5 francs par jour, l'indemnité à laquelle il pourra prétendre sera de 2 fr. 50. La rémunération à la journée est très employée, mais ce n'est pas la seule forme du salaire et les rétributions à la semaine, au mois, à l'année, ou à la tâche sont tout aussi fréquentes. Dans ces différents cas, on est bien forcé de faire une moyenne. On ne saurait obtenir autrement le salaire quotidien. On prendra le salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et le divisera par le nombre de jours de travail effectif pendant la semaine, le mois ou l'année. Il ne faut compter que les jours où l'ouvrier a travaillé, pour obtenir le gain d'une journée de travail. Si on comptait tous les jours on arriverait à un résultat injuste, car la rémunération

obtenue correspondrait à une journée sans doute, mais à une journée incomplète puisqu'on y comprendrait le chômage. On ne doit donc pas dans ce calcul compter les jours fériés et les dimanches qui doivent être ici assimilés en principe à des jours de chômages.

La recherche des jours de travail de l'ouvrier est relativement facile, quand il est employé à l'intérieur de l'usine ou dans un chantier. Mais il n'en sera plus ainsi pour l'ouvrier à la tâche, pour celui qui est payé à la pièce et qui emporte le travail chez lui. Comment calculer le salaire de la journée ? L'ouvrier, généralement, rapporte l'ouvrage à la fin de la semaine et reçoit son compte. On prendra le règlement le plus récent et on recherchera le nombre de jours de travail correspondant. Cette recherche sera peut-être délicate car l'ouvrier travaille chez lui sans aucun contrôle. Dans ce cas, les jours fériés et les dimanches doivent encore en principe être défalqués : toutefois, ils devraient entrer en ligne de compte s'il était prouvé que l'ouvrier a travaillé un de ces jours.

Enfin l'ouvrier, au lieu d'être payé à la tâche ou à la journée, peut l'être à l'heure. Le salaire journalier s'obtiendra dans ce cas en calculant le nombre d'heures de travail dans une journée et en multipliant le total par le salaire de l'heure. Mais, connaître exactement le nombre d'heures de travail sera encore une source de difficultés.

Le salaire touché à l'usine peut ne pas être le seul gain de l'ouvrier atteint d'incapacité temporaire. On voit

des ouvriers, qui, leur travail normal fini à l'usine, se livrent chez eux à des occupations plus ou moins rémunérées. Le bénéfice qu'ils retireront de ce travail fait en dehors de l'usine s'ajoutera-t-il au salaire pour la fixation de l'indemnité ? L'accident dont ils ont été victimes les prive certainement de ce moyen de ressource. Mais cette rémunération qu'ils reçoivent, ne leur vient pas du patron et ce n'est pas, à vrai dire, une partie intégrante du salaire qui doit entrer dans le calcul de l'indemnité. Le patron est responsable, parce que c'est son ouvrier qui est la victime et sa responsabilité ne s'étend point au delà des limites du contrat qui les lie l'un et l'autre. L'ouvrier qui travaille son champ, qui joue le soir dans une salle de danse, ne peut ajouter, à son salaire quotidien, les bénéfices que lui procurent ces occupations supplémentaires. Ces rétributions n'entreront point davantage en compte lorsqu'il s'agira de déterminer le salaire annuel. Nous trouverons cependant une hypothèse envisagée par la loi et dans laquelle l'ouvrier pourra faire état de ces bénéfices. En effet, pour les ouvriers des industries à travail discontinu, le législateur, voulant faire entrer en compte ces rémunérations spéciales, a ajouté, au salaire de la période d'activité, le gain réalisé pendant la période de chômage. Le mot gain permet d'évaluer le produit d'un champ cultivé par l'ouvrier et de baser l'indemnité sur ce produit.

Le système de calcul du salaire de base pour les indemnités journalières est donc d'une application facile

lorsqu'il s'agit d'une rémunération à la journée fixée par le contrat de louage. Au contraire, il donne lieu à des difficultés assez grandes pour les ouvriers payés à l'heure, à la semaine, au mois ou à l'année et pour les ouvriers payés à la tâche. Les conséquences blessent quelque fois l'équité car l'ouvrier, quels que soient son zèle et sa régularité au travail, reçoit une indemnité égale à celle que toucherait le plus assidu de ses compagnons d'atelier. Aussi eût-il été préférable d'admettre le calcul d'une moyenne au mois, comme elle fut proposée au cours des travaux préparatoires. On se fût ainsi rapproché suffisamment du salaire touché à l'époque de l'accident et cette période de trente jours sur laquelle on aurait opéré eût été assez étendue pour que l'ouvrier n'eût point à souffrir trop fortement de quelques chômages.

SECTION DEUXIÈME

Salaire annuel

Lorsque l'ouvrier est atteint d'une incapacité permanente, la rente qui doit lui être allouée ne saurait évidemment se calculer sur le salaire quotidien. Il en sera de même des pensions accordées en cas de mort de la victime aux personnes désignées par l'art. 3. Dans ces deux cas, les indemnités allouées ont le caractère de pensions annuelles et c'est sur le salaire annuel qu'elle se baseront.

Une question générale se pose dès le début en matière de salaire annuel. C'est celle de savoir sur combien de jours on doit calculer ce salaire. La loi n'a point tranché cette difficulté. L'ouvrier ne travaille pas sans interruption toute l'année ; il se repose les dimanches et les jours de fête ; c'est là une pratique générale. Or celui qui gagne en vertu de son contrat de louage 5 fr. par jour ne pourrait pas fixer son salaire annuel en multipliant ce chiffre par 365 jours. Si la loi autorisait un tel calcul, ce serait permettre à l'ouvrier de retirer un bénéfice de son accident. Une loi d'assurance comme celle du 9 avril 1898 ne permet point de compter tous les jours de l'année pour calculer le salaire. Elle commande implicitement de défalquer les dimanches et les jours de fête, pour ne s'attacher qu'aux jours ouvriers, c'est-à-dire, à 300 jours environ par an. C'est d'ailleurs la durée de l'année industrielle d'après la loi allemande.

L'art 10 prévoit trois hypothèses qui semblent embrasser tous les cas et indique dans trois paragraphes comment se déterminera le salaire. Nous suivrons l'ordre de l'article et nous parlerons successivement 1° du salaire annuel de l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant douze mois avant l'accident ; 2° du salaire de l'ouvrier occupé à l'usine depuis moins de douze mois ; 3° de la rémunération d'un travail discontinu.

1° Le paragraphe 1^{er} de l'art 10 s'exprime ainsi : « Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze

mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps soit en argent, soit en nature ». Dans cette première hypothèse devons-nous tenir compte des périodes de chômage ; en d'autres termes devons-nous attribuer à l'ouvrier un salaire fictif pour les jours de chômage ? M. Poirrier, rapporteur au Sénat en 1895, était partisan de l'affirmative ; car l'indemnité sera payée d'une façon régulière, sans avoir à se préoccuper des périodes de chômage qui suspendent le salaire des autres ouvriers. Nous croyons qu'une distinction s'impose. On ne doit pas décider de même s'il s'agit d'une interruption habituelle ou accidentelle. Ainsi un ouvrier atteint de rhumatismes, est obligé chaque année de suspendre son travail pendant deux mois d'hiver. Ce n'est pas un chômage accidentel ; on ne devra point affecter à cette période un salaire fictif, car on accorderait à l'ouvrier une réparation non en rapport avec son gain normal. La question est plus délicate s'il s'agit d'une interruption accidentelle, causée par la maladie, un voyage, une période de service militaire.

Si nous consultons les travaux législatifs, il est facile de constater, une contradiction certaine entre le texte définitif de la loi et la pensée du rapporteur. On trouve en effet une disposition, aux termes de laquelle, on devait attribuer à toute période de chômage supérieure à quinze jours, pour cause de maladie ou blessures, un salaire moyen calculé d'après le tarif de la période de travail. Cette disposition disparut, et M. Félix Martin, à la suite de cette

disparition, proposa d'accorder aux tribunaux le droit de reconnaître à l'ouvrier un salaire supérieur au gain effectif, s'il avait chômé par suite de maladie, blessures ou service militaire. Cet amendement fut rejeté, mais ce rejet équivalait à une véritable acceptation. D'après le rapporteur, cet amendement était inutile, car le texte de la loi était beaucoup plus général. M. Félix Martin faisait une énumération limitative des causes de chômage, tandis que le troisième paragraphe de l'art. 10 embrasse tous les cas. Pour mieux marquer l'intention du législateur d'appliquer le § 3 de l'art. 10, non seulement aux industries à travail discontinu, mais également aux ouvriers qui, pour une cause quelconque, ont été absents de l'atelier, la commission modifia le texte. Elle remplaça les mots : « pour les industries dans lesquelles le travail n'est pas continu », par ceux-ci : « si le travail n'est pas continu ». La volonté de la commission était donc manifeste. On ne voulait pas que l'ouvrier supportât les conséquences d'un chômage accidentel ; mais la modification apportée au texte fut totalement insuffisante. La deuxième partie du paragraphe n'a pas été modifiée ; or, elle exclut de l'application de cette disposition, les ouvriers dont nous parlons, puisqu'elle prévoit un gain réalisé pendant l'interruption du travail en dehors de l'usine. Comment l'ouvrier atteint de maladie ou accomplissant une période d'instruction militaire pourra-t-il réaliser un gain ? Le § 2 ne s'appliquera pas davantage : il est écrit spécialement pour ceux qui sont depuis moins d'un an chez le même patron.

M. Félix Martin fit cette remarque et renouvela son amendement qui fut encore repoussé. Cependant le rapporteur reconnut que le § 3 était inapplicable à notre espèce. « Le cas de maladie était laissé à l'appréciation des tribunaux qui tiendront compte des causes accidentelles ; on remplacera le salaire qui a manqué pendant la durée de l'interruption de travail, par une appréciation qui aura pour base le salaire gagné pendant le reste de l'année » (1). La volonté du Sénat est évidente, l'interprétation donnée par le rapporteur est bien celle que la majorité a entendu ratifier ; malheureusement le texte ne dit point que les causes accidentelles de chômage ne viendront pas diminuer le salaire annuel de l'ouvrier.

L'amendement de M. Félix Martin eût tranché cette difficulté et arraché les tribunaux à cette double alternative : suivre le texte de la loi et aller à l'encontre de la volonté du législateur, ou bien ne s'attacher qu'à l'esprit de la loi et rendre des décisions contraires au texte. En présence des explications si nettes du rapporteur, nous pensons que les tribunaux doivent s'attacher à l'esprit de la loi plutôt qu'à son texte.

L'amendement de M. Félix Martin avait encore un autre avantage : c'est qu'il déterminait les causes accidentelles de chômage et n'en laissait point l'appréciation au tribunal. Il y a lieu de considérer comme telles la maladie, les blessures, les périodes d'instruction militaire, mais il faut remarquer qu'au cours de l'année, il y a tou-

(1) Sénat, 18 mars 1898.

jours des chômages accidentels que l'ouvrier doit escompter. Le juge ne devra donc pas faire une défalcation mathématique ; il est équitable de faire supporter à l'ouvrier une partie de ces chômages nécessaires en ne tarifiant point les suspensions de travail de courte durée.

Il est des causes accidentelles de chômage qui ne sont point relatives à l'ouvrier ; par exemple, le cas de réparation à faire à un atelier. Doit-on attribuer à l'ouvrier un salaire fictif ou bien faire application du § 3 ? Ce texte ne s'appliquera pas ici. Il ne s'agit pas d'une industrie à travail discontinu, ayant des périodes de chômage régulières que l'ouvrier puisse prévoir et durant lesquelles il pourra travailler ailleurs. Ce chômage est imprévu, indépendant de la volonté de l'ouvrier. Celui-ci sera sans doute quelque temps sans trouver d'ouvrage et cela lui sera d'autant plus difficile qu'il doit être en mesure de rentrer à l'usine dès sa réouverture. Il faudra donc, si un accident survient dans l'année, affecter à cette période de chômage un salaire fictif basé sur le salaire moyen des autres périodes.

Les causes accidentelles pour lesquelles nous avons reconnu au juge un pouvoir d'appréciation, ne dépendent en aucune façon de la volonté de l'ouvrier ; ce sont pour lui de véritables cas de force majeure auxquels il doit se soumettre, et c'est pourquoi nous croyons juste de lui attribuer un salaire fictif pour une quote part de ces chômages. Mais ce pouvoir n'appartiendrait plus aux tribunaux, lorsque de sa propre volonté, par paresse ou

pour tout autre motif, l'ouvrier ne sera pas venu au travail. Celui qui a l'habitude de chômer le lundi ne doit pas toucher une rente égale à celle de l'ouvrier laborieux. Il réduit de lui-même son salaire annuel ; il en doit supporter les conséquences. Quand volontairement un ouvrier abandonne son travail dans une usine où il a un ouvrage continu, assuré, et des journées complètes à faire, il change les bases du calcul dont il aurait profité en cas d'accident, car on ne saurait faire entrer en compte ses journées de chômage (1). Le tribunal pourra d'ailleurs rechercher, par tous les moyens de preuve, notamment par voie d'expertise, si le chômage a été volontaire de la part de l'ouvrier ou seulement accidentel.

A cette question des causes volontaires d'interruption de travail, se rattache directement celle de savoir, si la suspension de travail causée par la participation d'un ouvrier à une grève devra être compensée par l'appréciation du juge. Devrons-nous assimiler le chômage résultant de la participation à une grève, au chômage accidentel provenant d'une maladie ou de la fermeture de l'usine par force majeure ? Evidemment non, car théoriquement la grève est volontaire. Mais de ce que l'ouvrier gréviste cesse volontairement de travailler, on ne doit point assimiler complètement ce cas à celui de l'ouvrier qui néglige de venir un jour à l'usine. Si après la reprise du travail l'ouvrier gréviste est victime d'un accident, il pourra deman-

(1) Trib. d'Alais. 5 Janv. 1900. *Gaz. Pal.* 1900, p. 231.

der qu'il soit affecté un salaire fictif à cette période de chômage en invoquant le § 2 de notre article. En effet, en cas de grève l'ouvrier et le patron se trouvent dégagés de toutes leurs obligations réciproques, relatées au contrat de louage. L'ouvrier peut s'embaucher ailleurs, le patron recruter un personnel nouveau. Si l'ancien ouvrier revient à l'usine, il faut le considérer comme un ouvrier occupé depuis moins de douze mois dans l'entreprise et lui faire application du § 2. Il devra donc toucher une indemnité calculée sur le salaire qu'il a reçu depuis la fin de la grève, auquel on ajouterait le salaire moyen des autres ouvriers de la même catégorie, et non pas les gains qu'il aurait pu réaliser durant la grève. En effet, la troisième hypothèse prévue dans le texte ne saurait s'appliquer ici puisqu'il ne s'agit pas d'industrie à travail discontinu. S'il en était ainsi, l'ouvrier toucherait le plus souvent une indemnité inférieure à son salaire normal, car il lui est souvent difficile, même impossible, de trouver à se placer dans une autre usine pendant toute la durée de la grève.

Nous n'avons envisagé que la situation des ouvriers qui se mettent en grève, qui déclarent faire grève ; mais il faut considérer ceux que le patron doit licencier momentanément, parce qu'il manque de bras. Le chef d'entreprise peut se voir dans la nécessité de fermer son usine, jusqu'à ce qu'il ait recruté un nouveau personnel. Les ouvriers qu'il renvoie n'ont pas dénoncé leur contrat de louage ; ils restent attachés à l'entreprise, et subissent

un chômage forcé, involontaire, un chômage accidentel.

Dès lors, on voit à quelle conséquence inique aboutirait la stricte observation des termes de l'art. 10. Si les tribunaux s'en tiennent à la lettre du texte, s'ils n'affectent point un salaire fictif à cette période de non activité forcée, ils accorderont à la victime une pension basée sur un salaire réduit par des causes tout à fait indépendantes de sa volonté. Il serait injuste de faire subir une réduction de salaire à l'ouvrier qui n'a chômé que par nécessité, tandis qu'on attribuerait un salaire fictif à celui qui, de plein gré, a abandonné son travail. Cette considération peut, sans aucun doute, pousser la jurisprudence à s'attacher à l'esprit de la loi plutôt qu'à son texte, dans les questions relatives aux chômages involontaires et accidentels.

Le tribunal de Chalons-sur-Saône (1) avait considéré la grève comme une cause de chômage involontaire pour l'ouvrier. Le patron ne pouvait invoquer qu'il était loisible à l'ouvrier de travailler et l'évaluation des journées de grève devait par suite entrer toujours dans le calcul du salaire de base. Ce jugement fut réformé en appel. La cour de Dijon (2) estime avec raison que la grève peut être cause d'un chômage volontaire ou involontaire, et qu'il appartient aux tribunaux de rechercher pour le calcul du salaire de base, si les circonstances de la grève auraient ou non permis à l'ouvrier de travailler.

(1) Jurispr. du Minist. Commerce. III. p. 155. 20 mars 1900.

(2) Id. III. p. 472. 3 juillet 1900.

L'application de l'art. 10 peut encore aboutir à d'autres anomalies. Supposons un accident survenu à un ouvrier dont le salaire vient d'être augmenté, depuis un mois par exemple. Son salaire annuel sera calculé, non d'après son salaire actuel, mais d'après l'ancien, du moins pour les onze mois précédents. A l'inverse, un ouvrier, à cause de l'exécution défectueuse du travail dont il est chargé, se voit l'objet d'une diminution de salaire. Un accident lui arrive deux mois après. Le taux de son ancien salaire servira de base à l'indemnité pour une période de dix mois. Il y a entre ces deux ouvriers une inégalité de traitement injustifiée, car la réparation accordée dans les deux cas ne se trouve point en rapport avec le préjudice subi. Toutefois, cette inégalité choquante pourrait être évitée. Le contrat de louage a subi dans l'un et l'autre cas une modification ; il semble possible dès lors d'appliquer à l'ouvrier, les dispositions du § 2 de l'art. 10 régissant les ouvriers occupés depuis moins de douze mois dans l'entreprise.

Avant d'étudier la deuxième hypothèse prévue par l'art. 10, nous allons envisager certaines rémunérations dont le caractère n'est pas très nettement déterminé et qui peuvent en ce qui concerne le calcul du salaire annuel, donner naissance à des difficultés. Ces difficultés seront d'ailleurs les mêmes, que l'ouvrier soit ou non attaché à l'usine depuis plus d'un an, ou que l'industrie à laquelle il appartient soit ou non soumise à des chômages périodiques.

L'allocation d'un pourboire à certaines classes d'ouvriers est un usage très répandu dans les grandes villes. Par exemple, les camionneurs faisant le service de distribution des colis en ville reçoivent un certain salaire de leur patron ; il est certain que ce salaire se trouve augmenté dans une proportion importante par les pourboires que le public donne habituellement. D'après le droit commun, la perte de ces pourboires serait un des éléments du préjudice et il devrait en être fait état. Mais ici la responsabilité du chef d'entreprise vis-à-vis de son employé résulte du contrat de louage d'ouvrage ; le patron est responsable parce que le blessé est son ouvrier ou son employé et c'est d'après la situation de la victime dans l'entreprise que doit s'évaluer la responsabilité. On ne devra donc pas comprendre les pourboires dans l'évaluation du salaire ; toutefois, il en serait autrement si ces pourboires constituaient la seule rémunération de l'employé ; ou si ces pourboires, ayant un caractère de fixité et de certitude absolue qui permette de les évaluer facilement, le salaire payé par le patron a été établi en conséquence.

D'après un usage constant à Paris, les entrepreneurs de déménagements stipulent en sus du prix demandé, une gratification déterminée qui sera versée à chaque ouvrier employé au déménagement. Il est certain que cette gratification doit être considérée comme un véritable salaire. L'ouvrier y a droit, car elle a été stipulée pour lui et on est tenu de la lui verser. Par contre, un garçon livreur qui exécute un travail pour un client, ne pourrait point compter

le gain qu'il en retire pour constituer son salaire annuel. Ce travail, qu'il consent à faire, n'est point prévu par le contrat qui le lie à son patron. La rémunération qu'il reçoit pour cela ne pourra point servir de base à l'indemnité due par ce dernier ; car d'une manière générale on dit qu'il n'y a salaire, que s'il s'agit de sommes payées par le patron, ou que l'employé est en droit d'exiger en vertu de son contrat de louage d'ouvrage.

Une situation dont il est difficile d'établir le caractère juridique au point de vue du salaire, est celle des cochers vis-à-vis de certains loueurs de voitures. Moyennant une certaine somme que le cocher remet au loueur, celui-ci donne, pour la journée, une voiture attelée ; le gain du cocher est égal à la différence entre la somme qu'il paie à son patron et celle qu'il reçoit comme prix de ses courses et comme pourboires. En cas d'accidents, il sera évidemment très difficile d'établir sur des données un peu sérieuses, leur salaire annuel. Le juge pourra s'éclairer par tous les moyens de droit.

Nous avons vu que d'une façon générale, les indemnités accordées par un patron à son ouvrier pour charges de famille, devaient être considérées comme de pures gratifications, n'intervenant point dans le calcul du salaire de base. Cependant, ces indemnités pour charges de famille n'auront pas toujours ce caractère : il en est en effet qui sont véritablement un supplément de salaire et qu'il importe de compter. Telles sont les indemnités pour charges de famille allouées à un employé de chemin de fer,

Elles sont fixées par un ordre général et sont allouées indistinctement à tous les employés remplissant les conditions spécifiées à cet ordre. Elles constituent pour eux un supplément de traitement, auquel ils ont véritablement droit. Il est inexact de soutenir que cette indemnité ne constitue qu'un don ou un secours. Il résulte de documents produits par une compagnie (1) qu'un ordre général du 27 déc. 1897 a fixé cette indemnité, que sans doute la compagnie peut par une nouvelle décision, l'augmenter, la diminuer ou même la supprimer, comme elle peut également modifier le traitement de ses employés. Mais tant que cette décision nouvelle n'est pas intervenue, l'ordre général du 27 décembre 1897 fait la loi des parties, et l'allocation qu'il comporte constitue bien un supplément de traitement, une amélioration apportée à la situation des agents de la compagnie.

Il existe également des usines qui accordent à leurs ouvriers des primes pour le bon entretien du matériel. Il y a lieu d'en faire état dans le calcul du salaire de base, car elles ne peuvent pas être considérées comme des gratifications extraordinaires ou de pures libéralités. Elles correspondent à un surcroît de travail et de soins dont elles constituent la rémunération. A ce titre, elles doivent être comprises dans le salaire dont elles forment un élément variable, mais légitimement escompté par l'ouvrier. En est-il de même des primes à l'économie que les compagnies de chemins de fer accordent à leurs chauffeurs? Certains

(1) P. L. M.

tribunaux les ont assimilées à un supplément de salaire et cependant elles ne correspondent point à une somme plus grande de travail. Le chauffeur, en brûlant le minimum de combustible nécessaire, a fait réaliser une économie à la compagnie. Celle-ci le fait participer au bénéfice qu'elle réalise grâce à lui ; c'est une simple générosité de sa part, peut-on dire ; sans doute, mais cette générosité est fixe ; chaque chauffeur recevra une somme déterminée par quantité de charbon économisée et il a pu, en entrant au service de la compagnie, considérer légitimement cette somme comme un supplément de salaire dont il serait injuste de le priver en cas d'accident.

Une question plus délicate se pose au sujet des frais de déplacement. Il y a lieu de faire une distinction parmi eux. En effet, il en a qui ne sont que la compensation des dépenses supplémentaires nécessitées par le déplacement. Un ouvrier va travailler à la campagne. Il est défrayé de toutes ses dépenses. Il a payé pour le patron une certaine somme, les frais de son transport et ses frais de nourriture, il en est remboursé au retour. Ce n'est donc pas un supplément de salaire, mais simplement la représentation des frais occasionnés à l'ouvrier par ses voyages, son logement et son entretien dans des lieux éloignés de sa résidence. Le montant de ces frais ne pourra donc pas être ajouté au salaire annuel et servir à déterminer la rente.

Mais il peut arriver, et en fait cela arrive assez souvent, que les frais de déplacement soient comptés au-

dessus de la réalité et que par suite l'ouvrier réalise un bénéfice pécuniaire. Ce bénéfice devra être évalué et ajouté au salaire. Quoi qu'il en soit les frais de déplacement ne pourront jamais être comptés entièrement comme supplément de salaire, car ils ont toujours pour but de compenser des dépenses extraordinaires nécessitées par le déplacement. L'ouvrier n'aurait point eu à les supporter s'il avait effectué son travail dans le chantier de sa résidence. Il faut rechercher dans quel esprit l'allocation de ces frais a été faite et à cet égard le contrat de travail fournira souvent au tribunal des éléments d'appréciation utiles.

La question de la nature des frais de déplacement a été soumise aux tribunaux relativement aux compagnies de chemins de fer ; l'application des principes que nous venons de poser y est assez délicate. On a pensé que ces frais devaient, pour une grande partie, être considérés comme une rétribution supplémentaire à raison de la gratuité du transport. A notre avis, la gratuité du transport importe peu. Les frais ont été calculés d'après le montant probable des dépenses. Un employé de chemin de fer touche deux francs d'indemnité par jour parce que son transport est gratuit, il est évident que s'il devait payer son voyage, cette indemnité eût été majorée. Ce qui importe, c'est le rapport entre la somme fixée approximativement et le montant réel des frais ; la différence établie par ce rapport constituera seulement le supplément de salaire.

Les compagnies de chemins de fer ont à leur service des agents sédentaires et des agents en déplacement. A ces derniers, elles paient le salaire fixe, alloué aux premiers, augmenté d'une somme qui est pour les agents supérieurs la représentation exacte de leurs dépenses. Ceux-ci ne peuvent donc pas recevoir une indemnité supérieure aux frais réellement effectués. Quant aux agents subalternes, la compagnie a cru pouvoir adopter le système de l'abonnement. Elle paie à forfait une somme de deux francs par vingt-quatre heures. Le contrôle des dépenses des employés subalternes qui sont très nombreux et se déplacent souvent, eût donné lieu à des difficultés très grandes. La compagnie les évite grâce à ce forfait.

La cour de Lyon a considéré ces deux dispositions contenues dans un ordre général du P. L. M. n° 104, art. 20, comme conçues dans le même esprit, c'est-à-dire aboutissant au remboursement des dépenses nécessitées et ne constituant pas un supplément de salaire. Elle en conclut que les indemnités de déplacement allouées aux employés de chemins de fer, quelle que soit leur catégorie, ne doivent point être ajoutées au salaire pour entrer dans le calcul de l'indemnité (1).

Dans le même sens, un jugement de la Cour de Dijon reconnaît, que les indemnités de déplacement ne sont autre chose que la compensation réglée par voie d'abonnement, de dépenses supplémentaires. Ce jugement refuse également de considérer cette indemnité comme un sa-

(1) Lyon. 13 juin 1900. *Gaz. Pal.* 1900. 2. p. 365.

laire alloué à raison d'un surcroît de travail, car la durée du travail n'est point augmentée par le déplacement (1).

Malgré l'autorité qui s'attache à ces décisions conformes de deux cours d'appels, nous pensons que même en présence de cette fixation à forfait des frais de déplacement, cette indemnité a un double caractère. Il faut en faire deux parts : l'une a pour objet le remboursement des frais imposés par le déplacement ; l'autre constitue une simple libéralité, mais ayant un caractère fixe. Cette deuxième portion seule doit être comptée dans le calcul du salaire de base. En fait, tous les employés des compagnies de chemins de fer prennent en considération ce supplément de salaire lorsqu'ils entrent au service de la compagnie. Notre système se heurtera sans doute à des difficultés pratiques. Le départ entre la quotité représentative des frais réels de déplacement et le bénéfice réalisé par l'employé sera difficile. Le juge manquera d'éléments d'appréciation et l'ouvrier, n'ayant pas fait constater la réalisation d'un bénéfice en prévision d'un accident, en arbitrera la preuve peut-être avec peine. Cependant nous le croyons conforme à l'équité et aux principes de la loi de 1898, qui n'entend faire rentrer dans le salaire annuel de l'ouvrier, que la rémunération du travail et les gratifications périodiques et certaines.

Deuxième hypothèse. — L'ouvrier est employé depuis moins de douze mois dans la même entreprise qui fonctionne régulièrement toute l'année. Dans ce cas, il y a

(1) Dijon, 2 avril 1900. *Gaz. Pal.* p. 619.

lieu de procéder à une double opération. La première consiste à réunir les avantages en argent et en nature qui ont été attribués à la victime à titre de salaire, depuis qu'il est entré dans l'usine. La seconde, à évaluer le gain de l'ouvrier pendant le temps nécessaire pour compléter les douze mois. Le plus logique eût été de rechercher ce qu'en fait, l'ouvrier avait gagné pendant cette période. Mais que de difficultés, que d'inexactitudes eut entraîné cette recherche. Une enquête sur le salaire effectivement gagné dans les entreprises, peut-être nombreuses et tout à fait différentes où l'ouvrier fut employé durant l'année, aurait été trop délicate et aurait ouvert une voie trop large à la fraude. Le législateur a préféré établir une présomption et il a décidé de considérer, pour le calcul de l'indemnité, le gain fait par les ouvriers de la même catégorie, dans la période nécessaire pour compléter les douze mois. On recherchera donc la moyenne du salaire des ouvriers de la même catégorie dans l'entreprise où s'est produit l'accident, et à la rémunération touchée à l'usine par la victime depuis son entrée, on ajoutera le salaire moyen de l'ouvrier durant la période complémentaire. On ne saurait s'écarter de ce mode de calcul et nous croyons, contrairement à une décision du tribunal d'Alais (1) qu'il n'y a pas lieu, dans cette hypothèse, de prendre, pour le temps durant lequel l'ouvrier n'a pas travaillé à l'usine, une rémunération proportionnelle à celle touchée depuis son entrée. Les termes de l'art. 10

(1) 5 Janvier, 1900, V. *Gaz. du Pal.* p. 230.

§. 2 sont beaucoup plus restrictifs que ne l'estime ce jugement. La loi a fixé un mode de calcul déterminé et n'a point laissé aux tribunaux la faculté d'évaluer autrement le salaire d'un ouvrier occupé depuis moins d'un an. Pour lui, l'art. 10 § 2, définit ce qu'on doit entendre par salaire. Le juge doit s'y conformer. Nous ajouterons que le système employé dans l'espèce, par le tribunal d'Alais, peut, dans certains cas, aboutir à des injustices. Si l'ouvrier a travaillé pendant la période d'activité et d'heures supplémentaires, il a touché depuis son entrée dans l'entreprise une sorte de haute paye ; mais cette période d'activité ne dure point toute l'année et si on affecte à la seconde période d'activité restreinte, un salaire proportionnel à celui de la première qui est peut-être la plus courte, on accordera une rente trop forte. Par contre, si l'ouvrier est entré durant une période de morte saison, on lui accordera une rente trop faible, car elle ne sera pas en rapport avec son salaire moyen. Or ce que veut justement la loi, c'est qu'on prenne pour base de la rente, le salaire annuel moyen.

Par ouvriers de la même catégorie, il faut entendre ceux qui dans l'usine ont le même emploi et touchent un salaire égal à celui de la victime. Si la victime se trouve être le seul ouvrier de la catégorie, il faudra prendre le salaire des ouvriers de la catégorie correspondante dans les usines similaires de la région. S'il y a au contraire, d'autres ouvriers, on additionnera tous leur gains et on cherchera la moyenne. La question des chômages se pose

dans cette hypothèse dans des termes analogues, et doit être résolue de la même façon que dans notre premier cas. Les réductions s'opèreront aussi bien sur la période de travail à l'usine que sur la période complémentaire. L'esprit de la loi veut que l'on réduise même la portion de salaire correspondante à cette deuxième période lorsque l'ouvrier a des habitudes de paresse, qu'il s'adonne à des chômages volontaires et sans excuse.

Troisième hypothèse. Art. 10 § 3.— Il existe des industries qui par leur nature même, chôment pendant une partie de l'année. Elles ont des mortes-saisons régulières et périodiques que les ouvriers peuvent escompter et prévoir. L'alinéa 3 de l'art. 10 relatif aux industries dans lesquelles le travail n'est pas continu, dispose que pour elles, ce n'est plus à proprement parler le salaire annuel qu'il faut évaluer, mais le gain. Les peintres en bâtiments ne travaillent pas plus de huit mois par an; les maçons chôment tout l'hiver; les fabriques de sucre ne sont en activité que d'octobre à février; d'autres industries sont ouvertes toute l'année mais ne fonctionnent pas pendant tous les jours de la semaine. Les houillères des Bouches-du-Rhône ne travaillent que pendant trois jours en été et quatre jours en hiver. Dans ces divers cas, on obtient le salaire de base en ajoutant au salaire alloué à l'ouvrier, le gain qu'il a réalisé pendant le temps du chômage. C'est à dessein que le mot gain a été substitué au mot salaire. Le mot gain est plus général, il embrasse à la fois le salaire et les bénéfices que l'ouvrier a pu réaliser par un travail indé-

pendant. Il faut compter non seulement les bénéfices réalisés en travaillant pour autrui, mais également ceux acquis en travaillant pour son propre compte, en cultivant son champ par exemple (1).

Ce mode de calcul semble très équitable. En effet, la victime d'un accident ne peut réclamer à titre d'indemnité une somme supérieure au préjudice causé, or l'ouvrier qui ne travaille que quatre mois de l'année, ne souffre point un préjudice pécuniaire aussi grand que celui qui travaille douze mois. S'ils recevaient l'un et l'autre la même indemnité, le premier percevrait un bénéfice auquel il ne saurait prétendre. Dans les entreprises où la suspension de travail est régulière, les ouvriers peuvent trouver de l'ouvrage pour les jours de chômage. S'ils négligent de le faire, ils ne pourront s'en prendre qu'à eux-mêmes et il serait injuste de leur allouer une indemnité, basée sur un salaire plus fort que celui qu'ils acceptent.

On doit considérer comme industrie à travail discontinu, une usine où les ouvriers, bien que travaillant tous les jours, ne sont occupés qu'une partie de la journée. Le gain que l'ouvrier réaliserait en dehors de l'usine devrait être ajouté au salaire, pour constituer la base de l'indemnité.

Le montant du gain sera établi par la victime, grâce aux moyens de preuve admis en droit commun ; ce sont des faits susceptibles d'être démontrés par témoin, même

(1) Circul. du garde des sceaux, 10 juin 1899.

si le gain est supérieur à cent cinquante francs puisque la preuve par écrit au dessus de ce chiffre, n'est imposée qu'aux parties contractantes et dans leurs rapports entre elles.

CHAPITRE VII

CONSÉQUENCES DES CAUSES DE L'ACCIDENT SUR LA RESPONSABILITÉ DU PATRON

L'accident professionnel est le seul qui puisse autoriser l'ouvrier à réclamer au chef d'entreprise une indemnité en vertu de la loi du 9 avril 1898. Il faut démontrer que le travail a causé l'accident ou que c'est à son occasion qu'il s'est produit, pour que la responsabilité patronale se trouve engagée. Mais cette responsabilité a-t-elle toujours la même étendue ? Existe-t-il des cas où elle devient plus lourde ? Le patron ne voit-il jamais cette responsabilité s'atténuer, ou même disparaître complètement ? C'est ce que nous allons rechercher maintenant, en examinant les différentes causes des accidents.

SECTION PREMIÈRE

*Cas fortuit. — Force majeure. — Cause inconnue
et faute légère.*

Le patron n'a à répondre des accidents, qu'autant qu'ils se rattachent par un lien direct ou indirect aux opé-

rations du travail. Ceci nous conduit à faire une distinction entre le cas fortuit et le cas de force majeure. Le Code civil les assimile l'un à l'autre et reconnaît aux deux un effet extinctif des obligations. Dans la loi de 1898, le risque professionnel embrassera le cas fortuit, et restera étranger à la force majeure. Le cas fortuit, c'est le risque professionnel dans toute sa pureté, c'est celui qui consiste dans le vice d'un outil, d'un appareil, dans l'installation de la manufacture. C'est l'accident inhérent à la chose, et qui se produit en dehors de toute infraction aux prescriptions légales ou réglementaires. « Le cas fortuit est un événement qui, s'il échappe aux prévisions humaines, a sa cause dans le fonctionnement même de l'exploitation ; c'est la faute objective, c'est-à-dire la faute non plus du chef d'industrie, mais de l'industrie elle-même » (1). Quoi de plus juste, dès lors, que de faire supporter à l'industrie les dommages qui résultent de ce cas fortuit ? L'explosion d'une machine, sans faute du patron ni de l'ouvrier, un bloc de pierre qui se détache d'une carrière, voilà des cas fortuits qui désormais donneront à l'ouvrier un droit à l'indemnité, alors qu'avant la loi, cet ouvrier devait en supporter seul toutes les conséquences. Le but du législateur était précisément de remédier à cet état de choses, d'autant plus injuste, que ces accidents sont les plus nombreux.

Mais la force majeure est la résultante de causes et d'effets absolument étrangers au travail. C'est une force

(1) Sachet, p. 468.

à laquelle on ne peut résister, c'est « l'acte de Dieu » c'est le risque général de l'humanité. Nul ne peut l'éviter et il eût été profondément injuste de rendre le patron responsable, de faits dans lesquels ni son industrie, ni lui n'ont joué un rôle. L'ouvrier doit supporter tout le poids de ces accidents car le législateur n'a point voulu constituer le patron assureur des risques personnels de ses ouvriers. Il n'a entendu mettre à sa charge que les accidents industriels, c'est-à-dire ceux dont la réparation peut être considérée comme faisant partie des frais généraux de la production industrielle. Contre ces accidents dus à des faits absolument étrangers au travail, il faut instituer des sociétés de prévoyance et d'assistance, qui mettront l'ouvrier à l'abri des risques de l'humanité. La loi de 1898 ne saurait aboutir à la réparation intégrale des accidents qui peuvent arriver aux ouvriers en tant qu'hommes et en tant qu'ouvriers. Elle ne les protège pas contre ce que M. Léon Say appelait « le grand risque professionnel de l'humanité (1) ».

Sans doute un amendement de M. Gastelier, tendant à faire ajouter aux mots « tout accident survenu dans le travail » la phrase suivante : « pourvu que cet accident soit la conséquence du genre de travail auquel se livrait l'ouvrier » a été rejeté à la séance du 22 mai 1888, mais au cours des débats ultérieurs cette opinion fut abandonnée. On trouva même que la formule, « dans le travail », employée dans le projet de 1888 était trop large et on établit par

(1) *Journ. off.*, Sénat, 12 mars 1889, p. 232.

les mots « le fait du travail ou à l'occasion du travail » une certaine relation entre l'accident et l'occupation de l'ouvrier, sans laquelle le droit à l'indemnité ne saurait naître, relation qui fait justement défaut dans le cas de force majeure.

La circulaire du garde des sceaux du 10 juin 1899 a nettement spécifié que les cas de force majeure ne tombaient pas sous l'application de cette loi. Elle cite comme exemple la foudre, l'inondation, le tremblement de terre et on peut y ajouter certains faits de l'homme, comme la guerre ou l'invasion. On en décidera de même pour l'insolation, car sa cause est de celles qui, en principe sont étrangères au travail parce qu'elles menacent tout le monde sans que le travail ait pour effet de faire courir à la victime des dangers sensiblement plus grands que ceux auxquels le commun des hommes est exposé(1). Bien entendu la responsabilité du patron serait engagée s'il avait négligé d'assurer la sécurité de ses travailleurs, mais la victime ou ses représentants devront prouver au préalable une faute de l'entrepreneur, démontrer par exemple qu'il faisait travailler ses ouvriers par une chaleur intolérable alors que des cas d'insolation s'étaient déjà produits et que les autres patrons avaient suspendu l'ouvrage pendant la plus forte chaleur.

Donc en principe, le risque professionnel dans notre loi de 1898, n'embrasse pas les cas de force majeure. Cepen-

(1) Trib. de Bayonne 20 mars 1900. La loi du 19 mai 1900. Contra : *Sau. mur. Bull. Minist. Com.*, I, p. 68, *Insolation ou apoplexie*. Trib. Wassy, 20 février 1901, *Le Droit*, 19 avril 1901.

dant certains faits peuvent engager la responsabilité patronale. En effet certains travaux exposent d'une façon toute particulière les ouvriers qui sont occupés. Nous prendrons pour exemple une usine d'électricité sillonnée de tous côtés par des fils conducteurs, qui en cas de fou-dre conduiront la mort dans toutes les parties de l'usine. C'est bien là un risque professionnel auquel les simples passants ne sont point assujettis, c'est l'industrie qui doit en répondre.

Il peut se produire des accidents dont la cause reste ignorée. Nous avons déjà vu que certains auteurs, se substituant au législateur, avaient créé de toutes pièces une présomption qu'on ne saurait trouver dans la loi. Nous avons conclu à la nécessité pour l'ouvrier de prouver que l'accident dont il se prétend victime, est arrivé par le fait même du travail ou à l'occasion du travail. Cette preuve est suffisante pour l'application de la loi, mais elle est indispensable. Le patron sera donc libéré de ses obligations et n'aura point à payer d'indemnité à tous les ouvriers victimes d'accidents, dont la cause première est inconnue ; il n'est responsable qu'envers ceux-là seuls qui pourront rattacher l'accident au travail. En fait, il est facile de supposer des accidents, certainement survenus à l'occasion du travail, mais donc la cause reste toujours ignorée. Ils sont à la charge de l'industrie. Mais ceux, dont il est impossible de démêler les causes et qu'on ne peut rattacher d'une façon certaine quoique indirecte au travail, ne peuvent donner droit à une indemnité.

La faute légère du patron, dont la preuve était autrefois nécessaire pour l'attribution de l'indemnité, engagera évidemment la responsabilité patronale ; mais elle ne donnera point droit à une indemnité plus élevée qu'en présence d'un cas fortuit. Par contre, la faute légère de l'ouvrier n'excluera pas le risque professionnel. De l'évènement fortuit à la faute légère, il n'y a souvent qu'une faible distance. « La responsabilité, dit M. Saleilles, se gradue par teintes insensibles comme l'aube et le crépuscule lors du passage du jour à la nuit ». On ne dira plus désormais à l'ouvrier fautif : vous n'avez rien à réclamer, votre faute, si légère soit-elle, exclue la responsabilité du patron. Cette conséquence rigoureuse du code civil ne pouvait point subsister ; l'habitude de vivre au milieu du danger amène peu à peu l'ouvrier à négliger les mesures de prudence. Souvent sa faute n'est qu'un excès de zèle ou le résultat d'un moment de fatigue. « L'imprudence est forcée, elle est inévitable, elle résulte du travail lui-même. L'accident arrive parce que l'ouvrier vit dans le danger, s'y habitue, se familiarise avec lui et oublie les recommandations de la prudence. Il les oublie par la force des choses... L'ouvrier ne songe point à l'accident. Il ne peut y songer ; s'il y songeait, il ne l'affronterait pas » (1). Ajoutons à cela que l'accident a souvent une cause complexe, il est dû, pour partie tout au moins, à un cas fortuit. Comment faire le départ entre le cas fortuit et la faute ?

(1) M. de Mun, Ch. des Députés, 17 mai 1888, *J. Off.* 1888, p. 1425.

Ils sont trop intimement liés l'un à l'autre. Cela justifie l'assimilation faite par le législateur.

SECTION DEUXIÈME

Faute inexcusable.

La faute légère n'écarte pas la responsabilité du patron lorsque c'est l'ouvrier qui la commet ; elle ne met pas une indemnité plus forte à la charge de l'industriel lorsque c'est ce dernier qui a commis une négligence. En est-il de même de la faute lourde ? De longues discussions eurent lieu sur la détermination précise du degré de responsabilité. Deux systèmes furent tout d'abord en présence : l'un voulait appliquer dans tous les cas, le risque professionnel sans s'occuper de la faute, quel qu'en soit son degré. L'autre, écartant le principe nouveau dès que le patron ou l'ouvrier avaient commis une faute lourde, soumettait le patron à la responsabilité illimitée de l'art. 1382 et refusait toute indemnité à l'ouvrier coupable d'une négligence grossière.

Les partisans du premier système montraient le grave inconvénient qu'il y avait à établir des degrés dans la faute. C'était faire naître inévitablement de nombreux procès alors que le but du législateur était justement de les tarir, en réglant les indemnités par un forfait. En outre quel critérium pourrait-on donner de la faute

lourde ? où s'arrêtera la faute légère comprise dans le risque professionnel ? où commencera la faute lourde qui en est exclue ? Il semble impossible d'arriver à une définition nette et précise de la faute lourde. Cependant, dès qu'il s'agit d'une intervention légale, une définition s'impose, sous peine de livrer le justiciable à l'arbitraire du juge. « Le législateur ne peut se soustraire à ce devoir de définir, de tracer des frontières en deça desquelles le fait est atteint, au delà desquelles il cesse de l'être ; si la matière se refuse à une définition, elle se refuse presque toujours à la loi. On est condamné à subir ce dilemme. Il faut définir la faute lourde ou bien la comprendre dans le risque professionnel » (1).

Les partisans du deuxième système soutenaient, qu'admettre sans restriction le principe du risque professionnel, c'était supprimer l'esprit de prévoyance des patrons et des ouvriers. On créait ainsi un système démoralisateur anéantissant la responsabilité personnelle. M. Poirrier rapporteur au Sénat en 1895 montre à quelles conséquences on eût abouti. « C'eût été vouloir que le laisser aller s'introduisit dans l'exploitation. Le chef d'entreprise n'aurait pas été aussi prévoyant, n'aurait pas pris des soins aussi scrupuleux qu'il est désirable, dans la réalisation des mesures de préservation contre les accidents. C'eût été d'autre part, courir le risque périlleux, de voir les ouvriers se laisser aller plus facilement à l'inobservation des règlements d'ateliers ou des

(1) Cheysson. Congrès de Bruxelles, 1897.

prescriptions verbales à eux faites. C'est à l'absence dans la législation allemande de dispositions spéciales, relatives aux accidents dus à la faute lourde, que beaucoup attribuent l'augmentation du nombre des accidents industriels dans ce pays ». (1) Il faut maintenir la responsabilité personnelle. Un individu ne peut pas trouver dans un acte reprehensible qu'il a commis, le principe d'une indemnité. Le système forfaitaire ne saurait trouver ici sa place. On ne peut supprimer la peine et la récompense. « Si la recherche de la faute lourde est une bombe contre le paix sociale, la résolution contraire est une bombe jetée contre la sécurité du travail, et la collation d'une récompense à la faute lourde achèverait le relâchement de toute discipline ».

Tels étaient les deux systèmes en présence. Le premier prévalut à la Chambre en 1888 ; l'autre fut adopté au Sénat en 1889 et 1890. Une transaction dut s'opérer entre les deux Chambres et l'art. 20 de la loi consacra un système mixte qu'il nous faut maintenant exposer. C'est un compromis, une conciliation entre le système de la couverture de la faute inexcusable par le risque professionnel et le système de l'exclusion de cette même faute. Le législateur a considéré ces deux systèmes comme trop absolus.

Chaque partie, le patron et l'ouvrier, demeure responsable des accidents causés par sa faute inexcusable. — Le mot faute lourde a disparu dans la rédaction

(1) Rapp. Poirrier. *J. Off.* Sénat 1893 p. 273 Col. 2.

définitive — mais cette responsabilité n'est pas entière.

Ce n'est pas le droit commun qui s'appliquera, ce sera toujours la loi du 9 avril 1898, mais dans une mesure limitée. Cette faute entraînera une diminution ou une augmentation de l'indemnité suivant que le patron ou l'ouvrier aura commis une faute grossière, Mais la grande difficulté qui se présente dans un tel système c'est de reconnaître la faute que l'on qualifie d'inexcusable. La solution intermédiaire adoptée, qui consiste à faire varier l'indemnité présente toujours l'inconvénient que reprochaient au deuxième système les partisans de l'extension générale du risque professionnel. Comment définir la faute inexcusable ?

L'art. 20 ne nous dit point ce qu'il faut entendre par là : « faute lourde, faute légère, ce sont là des classifications de professeurs, peut-être inventées pour permettre à l'esprit de se reconnaître parmi la complexité des phénomènes qui déterminent les dommages ; ce ne sont pas des termes répondant à une réalité définissable sur laquelle tout le monde est d'accord » (1). Il s'agit en effet d'une notion impalpable en quelque sorte. Aussi est-il presque impossible d'en donner une définition. Il faut en faire l'appréciation dans chaque fait, suivant les circonstances et les éléments divers.

L'étude des travaux préparatoires nous montre que le mot faute lourde ou grossière fut d'abord employé dans

(1) M. Beckman, directeur général de la législation au Ministère de la justice de Belgique.

les premiers projets, mais qu'il fut remplacé plus tard par le mot *faute inexcusable*. L'expression *faute lourde* a donc paru insuffisante ; mais à quel point de vue ? Est-ce l'expression elle-même, qui ne semblait pas avoir un sens assez clair aux yeux du législateur ? A t-on, au contraire, voulu créer une nouvelle catégorie de fautes, pensant que la *faute lourde*, telle qu'elle était envisagée sous l'empire du Code civil, imposait au risque professionnel des limites trop étroites.

La plupart des auteurs considèrent qu'il faut compter désormais en matière d'accidents du travail un nouveau degré de faute. Au dessus de la *faute lourde*, il y a la *faute inexcusable*, puis la *faute intentionnelle*. Les discussions préparatoires semblent approuver cette manière de voir. En 1895, M. Poirrier avait donné de la *faute lourde* cette définition. « La *faute lourde* de l'ouvrier apparaîtra toutes les fois qu'il y aura eu de sa part un manquement grave au règlement ou à des prescriptions verbales formelles. La *faute lourde* du patron apparaîtra toutes les fois qu'il aura gravement contrevenu aux dispositions des lois et règlements sur l'installation de son outillage et le fonctionnement de ses appareils ». Mais la commission en 1896 a trouvé que cette conception précise de la faute eût gravement restreint l'application du risque professionnel. L'expérience montre que dans tous les ateliers beaucoup de règlements restent lettre morte. L'ouvrier qui les néglige, le fait au su et au vu de son patron. Ainsi un ouvrier nettoie une machine en marche, il replace

une courroie sans arrêter la machine. Il eût été excessif de refuser une indemnité dans ce cas. Aussi ne voulant faire subir au risque professionnel qu'une restriction indispensable pour l'accroissement du nombre des accidents en tenant en éveil la prudence de l'ouvrier et l'attention du patron, cette commission ajouta à l'art. 1 ces mots « à moins qu'il n'y ait eu faute inexcusable de la part de l'ouvrier ». En effet disait M. Thévenet rapporteur, l'expression faute lourde n'a pas dans notre langue judiciaire une signification très précise et les tribunaux pouvant qualifier ainsi de simples négligences, ou des manquements aux règlements tolérés par les usages de l'atelier, nous avons pensé, que la faute devrait être de telle gravité qu'elle fût sans excuse » (1). Ces mots, bien loin d'amoindrir le risque professionnel l'élargissent au contraire, d'après le rapporteur de 1896. Donc la faute inexcusable visée par l'art. 20 n'est pas seulement l'oubli ou l'ignorance du règlement ou des lois du travail, c'est quelque chose de plus ; et d'autre part, le système de la loi écartant entièrement de l'application du principe nouveau tout fait intentionnel, nous devons logiquement en conclure que la faute inexcusable tient le milieu entre les négligences inconscientes dont il est fait crédit aux intéressés et l'intention réfléchie se donnant pour but la production d'un accident.

Mais quel sera le critérium qui permettra aux tribunaux de savoir quand il y aura faute inexcusable ? Cer-

(1) Rap. Thévenet. Sénat, 2 Mars 1896.

tains auteurs (1) croient l'avoir trouvé dans la volonté, l'intention, la réflexion appliquée non pas à l'accident, car ce serait alors le fait intentionnel mais à la faute qui l'a involontairement occasionné. On peut commettre sans réflexion des fautes légères ou lourdes et c'est pour cela qu'elles sont excusables, mais lorsque le patron et l'ouvrier agissent en pleine connaissance de cause la faute devient inexcusable. On exclue ainsi de la catégorie des fautes sans excuses, tout fait d'inadvertance, de distraction, d'oubli ou de maladresse. Ainsi un mécanicien de chemin de fer, qui dans un moment d'inattention franchit les signaux d'arrêt, ne commettrait pas une faute inexcusable, parce qu'il n'a pas eu la volonté de dépasser ces signaux. Il ne serait sans excuse que s'il avait vu ces signaux et que, malgré cet avertissement, il ait continué sa route, espérant peut-être pouvoir arrêter son train à temps, s'il voyait la voie encombrée. Un autre exemple cité par M. Loubat est celui du patron qui installe une chaudière sans la soumettre à l'épreuve réglementaire des ingénieurs de l'Etat. S'il ignore cette obligation que la loi lui impose, il commet une faute lourde qui n'entraînera pas pour lui une aggravation de responsabilité. Il ne sera inexcusable que s'il a sciemment, soit par mépris de la loi, soit par une confiance exagérée, négligé cette importante formalité.

M. Sachet réclame même, pour que le fait soit inexcusable, une connaissance sinon parfaite et exacte, du moins

(1) Loubat. Sachet.

certaine du danger. Cette volonté, cette conscience du danger sans lesquelles il n'y aurait pas de faute inexcusable, nous conduit loin de la faute lourde ordinaire. La faute inexcusable devient plus grave, plus grossière, elle est la plus élevée dans l'échelle des fautes, elle touche à l'accident intentionnel, c'est-à-dire au délit et au crime. Sans doute on ne va pas jusqu'à confondre la faute volontaire avec l'accident intentionnel ; dans le premier cas, l'individu n'a pas eu l'intention de produire un accident, il n'a même pas eu la pensée qu'il pouvait s'en produire, autrement il n'eût point agi ainsi ; alors que dans le second cas, c'est l'accident lui-même qu'il voulait provoquer. A la différence de l'intention préméditée et réfléchie de déterminer un accident, intention qui consiste à en vouloir les conséquences, la volonté n'intervient ici que dans le but tout à fait restreint de se procurer un instant de loisir, pour l'ouvrier, ou de s'épargner une dépense, pour le patron.

Cela est certain ; le fait intentionnel ne peut être confondu avec la faute inexcusable. Le législateur n'a pas eu l'idée de les assimiler puisqu'il a réglé par deux dispositions différentes les accidents dus à la faute inexcusable et au fait intentionnel. Mais ce qui est plus douteux, c'est que la faute ne soit réputée inexcusable qu'autant qu'elle provienne d'un acte spontané, non intentionnel sans doute, mais volontaire, en ce sens qu'il est accompli en connaissance de cause et sans qu'il soit possible à son auteur, de s'illusionner sur le danger qu'il va courir.

Ce qui ne nous semble pas démontré, c'est que le caractère essentiel de ce quasi délit, que la loi dénomme faute inexcusable, réside dans la volonté et la réflexion ; que la faute la plus grossière soit pardonnable et couverte entièrement par le risque professionnel, si le libre arbitre n'y a joué aucun rôle.

Nous pensons au contraire que le législateur n'a jamais entendu réclamer, pour l'application de l'art. 20 de la loi, l'intervention du libre arbitre dans l'acte reproché. Il n'a pas refusé aux tribunaux le droit d'augmenter ou de diminuer la pension, lorsque l'ouvrier ou le patron ne feront point la preuve d'un acte volontaire et réfléchi, imputable à l'adversaire. Demander à des hommes, de rechercher si dans telle action, la volonté de l'auteur a joué un rôle ; c'est leur demander l'impossible. Comment le directeur d'une compagnie de chemins de fer démontrera-t-il, qu'un mécanicien à son service a volontairement dépassé les signaux d'arrêts ? Comment l'ouvrier prouvera-t-il que son patron connaissait tel ou tel règlement ; que c'est en pleine connaissance de cause et pour s'éviter une dépense qu'il n'a pas soumis sa chaudière à l'examen des ingénieurs d'État ?

Il sera toujours facile à l'auteur de la faute, de la mettre sur le compte de l'ignorance ou de l'oubli. D'ailleurs ce n'est pas à lui à prouver qu'il ignorait, qu'il a oublié ces prescriptions. Ce sera à celui qui invoque la faute inexcusable, d'en faire la preuve. Cette preuve, nous la considérons comme matériellement impossible dans la

plupart des cas, si la volonté est reconnue, caractériser nécessairement la faute exclue du risque professionnel. Elle ne sera possible que dans des cas fort rares. Citons un exemple : un ouvrier place sur une roue dentée une pièce de monnaie pour la déformer. Ses camarades l'ont averti du danger qu'il pouvait y avoir, mais il a négligé leurs justes observations. La pièce, violemment rejetée par la roue, le frappe au visage et lui creève un œil. Dans ce cas, disent MM. Loubat et Sachet, il y a vraiment faute inexcusable ; lorsque le patron aura prouvé que l'ouvrier avait été averti du danger qu'il allait courir, les tribunaux pourront diminuer la pension allouée.

Sans doute il y a faute inexcusable dans cette espèce. Il y a même, selon nous, la faute la plus inexcusable que l'on puisse trouver et en face de laquelle les tribunaux devront descendre près du minimum fixé. Mais il y a des degrés dans la faute inexcusable. On a établi un maximum et un minimum, c'est bien que l'on a considéré qu'il y avait des fautes plus graves, plus inexcusables les unes que les autres. Nous verrons en effet que le juge peut réduire la rente à 1 franc et qu'il peut l'élever jusqu'au montant intégral du salaire en cas de faute de cette nature, or, respecte-t-on cette échelle des fautes en prenant la volonté comme critérium ? Un acte est volontaire ou il ne l'est pas, il n'y a point de demi-mesure. Il était alors inutile de fixer deux limites entre lesquelles le juge put se mouvoir. Dira-t-on que l'acte sera plus ou moins inexcusable, selon que l'accident avait plus ou moins de

chance de se produire, ou selon qu'il pouvait entraîner des conséquences plus ou moins désastreuses. Il faudrait alors prouver, que le patron ou l'ouvrier avait une connaissance précise de cette possibilité de l'accident et de ses conséquences. Cette preuve serait aussi difficile à faire, que celle du rôle du libre arbitre dans l'acte fautif.

Mais cette preuve fut-elle faite, grâce à un concours de circonstances heureuses, mais certainement fort rares, permettra-t-on au patron de se décharger de la responsabilité qu'il a encourue en disant : sans doute je connaissais l'obligation que la loi m'imposait, de soumettre ma chaudière au contrôle de l'Etat, mais absorbé par des préoccupations d'autre nature, par l'installation d'une autre partie de mon usine, j'ai omis inconsciemment cette formalité ? Suffira-t-il au mécanicien qui réclame une indemnité, de dire : je savais que je ne devais franchir tel point, que si les signaux m'indiquaient la voie libre ; mais à ce moment je songeais à un de mes enfants malade et par inadvertance, par oubli, j'ai dépassé le signal d'arrêt. On n'a sur tous ces faits d'ordre purement intellectuel aucun contrôle. C'est cependant à cette conclusion que doivent nécessairement aboutir, ceux qui décident qu'il n'y a faute inexcusable, que là où il y a volonté. Il faudra reconnaître dans ces deux cas que le patron et le mécanicien n'ont commis qu'une faute légère, soumise à l'application générale du principe du risque professionnel.

La volonté n'a pas besoin d'intervenir, selon nous, pour rendre une faute inexcusable. Elle rend seulement l'acte encore plus fautif. En dessous de cette faute, la plus grossière, qui est commise délibérément, il y a place pour des fautes moindres et qui cependant sont sans excuses. Un chef d'entreprise en installant son usine doit prendre les mesures de précautions que réclame une prudence élémentaire. Un ouvrier travaillant depuis longtemps des matières explosibles, connaissant tous les dangers qu'elles comportent, pénètre dans un dépôt avec une cigarette allumée ; il commet un acte impardonnable dont il doit supporter seul les conséquences. Le patron, l'ouvrier ou leurs représentants ne sauraient éviter cette responsabilité en invoquant l'oubli.

S'il est bien exact, que le législateur ait voulu modifier la notion de la faute lourde en se servant de l'expression : faute inexcusable ; nous ne pensons pas cependant qu'il ait entendu s'éloigner à ce point, de l'ancienne classification des fautes. Le mot faute lourde n'avait pas un sens assez net. Cette expression appliquée à des choses palpables, à des faits qui ne peuvent point, se fixer, a paru trop symbolique. Elle a fait craindre que le juge n'appliquât trop sévèrement le texte de la loi et qu'il prît pour type un ouvrier idéal, sans s'attacher suffisamment aux circonstances de l'accident ni au caractère des individus.

Les travaux préparatoires montrent bien que c'est l'expression qui ne semblait pas assez caractéristique. C'est

seulement pour préciser, qu'on employa le mot inexcusable. « La commission, disait M. Thévenet, s'est trouvée en face des mots faute lourde qui avaient été employés dans la rédaction précédente, nous avons pensé que l'expression de faute lourde ne traduisait pas exactement notre pensée, qu'elle ne caractériserait pas suffisamment la faute, qui devait être commise par l'ouvrier pour que le risque professionnel ne s'applique pas et nous avons pris la formule, faute inexcusable » (1). De même M. Ricard assimilait les deux fautes. « En ce qui concerne les accidents donnant lieu à des rentes ou des pensions, nous avons établi des règles spéciales pour les fautes lourdes, c'est-à-dire pour celles qui seraient véritablement grossières et inexcusables » (2). La suite de la discussion paraît bien montrer que le Parlement en employant ce mot entendait néanmoins assimiler presque complètement la faute inexcusable à la faute lourde.

Sans doute, M. Thévenet pensait que le mot inexcusable était plus étroit que l'ancienne expression et élargissait l'application du risque professionnel. Mais, outre que M. Thévenet exprimait ici une pensée personnelle qui ne saurait en aucune façon s'imposer au juge, nous estimons que créer un nouveau degré de faute basé sur la volonté réfléchie, serait réduire l'application de l'art. 20 à des hypothèses tout à fait exceptionnelles. Le mot faute inexcusable substitué au mot faute lourde ne saurait auto-

(1) Rap. Thévenet, Sénat, 2 mars 1896.

(2) Rap. Ricard. Chambre 1892. Annexes, 1926, p. 311.

riser une telle conception. Il commande seulement au juge des'attacher d'une façon toute spéciale aux circonstances de l'accident et de prendre en considération les capacités, les connaissances de l'ouvrier, les dangers habituels de l'industrie, les règlements d'atelier plus ou moins tombés en désuétude et dont les infractions sont plus ou moins connues et tolérées par le patron. En d'autres termes, le mot inexcusable ne permet plus au juge d'apprécier la faute lourde à un point de vue absolu en comparant l'ouvrier ou le patron, à un ouvrier ou à un patron irréprochable et de les réputer en faute pour peu qu'ils s'écartent de cet idéal. Le juge doit se placer à un point de vue relatif. Il est des fautes, inexcusables pour un ouvrier déjà ancien dans l'usine, habitué au fonctionnement d'une machine, qui seront excusables de la part d'un ouvrier inexpérimenté. Le mot faute lourde eût autorisé le juge à diminuer la rente de ces deux ouvriers ; le texte actuel ne lui permet qu'à l'égard du premier. De même la violation d'un règlement d'atelier est une faute lourde de la part d'un ouvrier idéal, cependant ce ne sera pas toujours une faute inexcusable, surtout si le patron ne tient pas sérieusement la main à son exécution.

Voilà la faute inexcusable dans la loi de 1898. En donner une définition exacte est aussi impossible que de trouver son critérium. Elle varie suivant les circonstances, suivant les industries, et on ne peut, par suite, en tracer les règles d'une manière immuable. Les tribunaux seront souverains appréciateurs : ils décideront si la faute est inexcusable ou non.

Nous avons dit que cette faute se distinguait du fait intentionnel dont nous parlerons bientôt. Elle se distingue également du délit. On ne peut nécessairement donner à un fait tombant sous le coup de la loi pénale le caractère de faute inexcusable. Un patron, un ouvrier peuvent être condamnés pour homicide par imprudence, sans avoir pour cela commis une faute lourde, inexcusable. Ce sera cependant le cas général.

A plus forte raison, la faute inexcusable n'est pas liée davantage, à la contravention à un simple règlement d'atelier, à l'observation plus ou moins scrupuleuse des prescriptions édictées par les lois protectrices du travail et notamment par la loi du 12 juin 1893. La faute peut être atténuée par diverses circonstances que le tribunal appréciera.

La jurisprudence a donné sur cette question de la faute des solutions contradictoires. Certaines décisions assimilent la faute inexcusable à la faute lourde et se refusent à créer une nouvelle catégorie de faute. (En ce sens. *Beauvais* 11 janvier 1900. *Gaz. Pal.* 1900, I p. 136. *Narbonne* 13 février. 1900. *Gaz. Pal.* 1900 I. p. 355. *Narbonne* 21 février. La Loi 1900 3 mars. *Angers* 16 février 1900. *Gaz. Pal.* 1900 I, p. 236). D'autres arrêts voient au contraire dans la faute inexcusable un degré supérieur à la faute lourde, allant jusqu'au mauvais vouloir, l'aberration, la témérité. (*Nantes* 27 nov. 1899. *Gaz. Pal.* 1900 p. 49). Certains tribunaux l'assimilent au dol. (*Château-Thierry*, 17 janvier 1900. *Gaz. Pal.* 1900 I p. 268) Enfin, on trouve également

des décisions interprétant la faute inexcusable comme négligence coupable et intentionnelle résultant d'une volonté réfléchie et consciente. Macon 6 mars. 1900. Gaz. Pal. 1900. I p. 627. Aix 19 février 1900. Gaz. Pal. 1900 I, p. 424.

En présence d'un si grand désaccord entre les tribunaux et les cours d'appel sur l'appréciation de la faute lourde, on regrette que la cour suprême ne puisse être appelée à mettre par ses arrêts un peu d'uniformité dans les décisions judiciaires. Mais cette appréciation est une question de fait, que le tribunal ou la cour doivent résoudre souverainement et leurs arrêts à cet égard ne peuvent être susceptibles d'un recours en cassation.

SECTION TROISIÈME

Conséquences de la faute inexcusable pour le patron et pour l'ouvrier

Etudions maintenant quelles sont les conséquences de cette faute inexcusable dans notre loi. Tout d'abord a-t-elle toujours un effet? La négative s'impose; il importe de distinguer les accidents suivis de mort ou d'incapacité permanente, des accidents suivis d'incapacité temporaire seulement, car l'exception prévue par le § 2 de l'art. 20 ne s'applique pas, lorsque l'accident n'a occasionné qu'une incapacité temporaire de travail. M. Ricard, dans son rapport en 1892, déclare que la commission n'a fait aucune distinction tirée de la nature et de

la gravité de la faute, lorsque l'accident n'a entraîné qu'une incapacité temporaire. L'ouvrier en pareil cas, a toujours droit à une indemnité, et M. Maruéjols donnait à la séance du 8 juin 1893, les motifs de cette décision. Elle résulte d'une pensée d'humanité ; la commission a pensé « qu'il fallait que le patron, ou plutôt les frais généraux de l'industrie, fussent tenus de réparer les blessures légères occasionnées par l'industrie, quelle qu'ait été la cause de ces blessures. » Au surplus, l'art. 20 n'accorde le droit de réduction qu'au tribunal ; or, le tribunal ne peut être saisi que dans les cas d'incapacité permanente ou en cas de mort. Enfin, l'article ne parle pas d'indemnités journalières, mais seulement de rentes et pensions. Il est bien entendu d'ailleurs, que ces règles s'appliquent à la faute inexcusable du patron comme à celle de l'ouvrier.

Peut-on au point de vue logique justifier cette distinction faite entre les accidents suivant leur gravité. Cela nous paraît difficile. Peu importe la suite, les conséquences graves ou non de l'acte fautif ; une solution identique semble devoir s'imposer dans tous les cas. Ce sentiment d'humanité que l'on invoque pour faire supporter à l'industrie les blessures légères même occasionnées par la faute inexcusable de la victime pourrait à bon droit, et peut-être même à plus juste titre, pousser à la pitié dans les accidents graves suivis de mort ou d'incapacité permanente. Il fallait donc admettre le droit à l'indemnité intégrale dans les deux espèces ou le refuser dans les deux.

Une faute est-elle plus excusable, si par un hasard providentiel, par suite de circonstances heureuses, elle n'entraîne qu'une courte incapacité, alors que normalement elle eut dû aboutir à une catastrophe ? Sans doute il est équitable et juste de ne point abandonner à la misère l'ouvrier victime d'un accident causé par sa faute grave. Il peut avoir une famille à nourrir. Sa situation n'en est que plus navrante et plus intéressante et ne saurait nous laisser indifférents. Mais si nous faisons intervenir ces considérations humanitaires dans la loi de 1898, nous faussons son esprit. Ce n'est pas une loi d'assistance ou de charité. C'est une loi qui règle le contrat de travail, une loi d'assurance et ces principes charitables que l'on tend à y introduire, faussent le calcul des probabilités sur lesquels repose toute assurance, en créant une cause d'accroissement de risques.

Quoiqu'il en soit, la réduction portée à l'art. 20 n'aura lieu qu'en cas d'incapacité permanente ou de mort. Nous verrons que dans ce cas l'ouvrier a droit à deux sortes d'indemnité ; d'abord une indemnité temporaire durant le traitement médical, et une pension qui court à dater de la fin du traitement. Or ces deux indemnités ne seront point réduites, l'article ne parle, nous l'avons déjà dit, que des pensions. Il laisse donc de côté, les indemnités temporaires dues pendant le cours de la maladie, et les frais médicaux et pharmaceutiques, qui ne subiront aucune réduction du fait de la faute inexcusable.

En cas de faute inexcusable de l'ouvrier, la pension seule

est donc réduite. La loi n'a pas fixé de limite au juge, qui se trouve ainsi avoir la faculté, non pas comme le disait M. le garde des sceaux à la tribune du Sénat le 25 Nov. 1895, d'abaisser cette pension jusqu'à zéro, car ce serait, alors la refuser, et le texte ne le permet pas, mais de la réduire à un franc ; la possibilité lui étant donnée également d'accorder la pension intégrale. Il jouit à cet égard d'une entière liberté. S'il réduit la rente à 1 fr. devra-t-il condamner le patron à payer les dépens ? On a dit que l'ouvrier étant déclaré créancier d'une rente même infime, ne succombait pas dans l'instance, et que le patron devait dans tous les cas être condamné aux dépens : cela est inexact. Les dépens sont bien à la charge de la partie qui succombe, mais les juges ont un pouvoir discrétionnaire relativement à la répartition des dépens, et la Cour de Cassation a décidé, que le juge pouvait mettre tous les dépens à la charge de la personne qui a obtenu gain de cause sur certains points, alors qu'elle a succombé sur d'autres. C'est le cas de l'ouvrier qui réclame une indemnité et qui n'en obtient qu'une dérisoire par suite de sa faute inexcusable. Les dépens pourront donc être partagés entre les plaideurs proportionnellement à l'importance des prétentions qui seront rejetées.

Remarquons pour terminer avec la faute inexcusable de l'ouvrier, qu'elle peut être cause de blessures survenues à des camarades d'ateliers. Ceux-ci n'ont pas commis de faute, ils étaient à leur travail quand l'accident s'est produit, c'est bien pour eux un accident professionnel qui leur

permettra de s'adresser au chef d'industrie et de lui réclamer l'indemnité totale prévue par la loi. Mais ce sera leur seul recours. L'art. 7 de la loi de 1898 s'oppose à toute autre action que le droit commun pourrait autoriser, car il ne réserve à la victime ou à ses représentants, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément au droit commun, que contre les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés. Les principes du risque professionnel ne leur accordent point non plus, une action contre l'auteur de l'accident car ils ne règlent pas les rapports entre ouvriers mais seulement ceux entre ouvriers et patrons.

Ajoutons enfin que la réduction indiquée à l'art. 20 s'appliquera à tous les ouvriers quels qu'ils soient. Peu importe le taux de leur salaire. Les ouvriers qui gagnent plus de 2400 fr. ne sont point ici l'objet d'une exception et leur indemnité pourra ne s'élever qu'à un franc.

Telles sont les conséquences de la faute inexcusable de l'ouvrier ; si nous nous plaçons maintenant en face d'une faute du chef d'entreprise, nous remarquerons que l'art. 20 permet au tribunal d'augmenter la pension ; mais le législateur n'a pas voulu revenir dans ce cas à l'application du droit commun, à la responsabilité illimitée du patron donnant droit à la réparation intégrale du préjudice causé. Il a assigné à cette augmentation des limites déterminées. S'il s'agit d'un accident suivi de mort ou d'incapacité permanente et totale, l'indemnité ne pourra pas dépasser le montant du salaire actuel ; si le fait n'a

occasionné qu'une incapacité partielle, elle ne pourra être supérieure à la réduction subie par le salaire. Constatons que l'ouvrier pourra ainsi recevoir dans certains cas la réparation complète de l'accident. Tel serait, par exemple, un ouvrier déjà âgé, dont le salaire n'avait aucune tendance à augmenter ; par contre, un ouvrier jeune encore et pouvant espérer un accroissement régulier de traitement, subira un préjudice même si la rente allouée est égale à la totalité du salaire actuel.

Le patron n'est point seulement débiteur de cette rente majorée par suite de sa faute inexcusable. Le texte de la loi déclare que la faute inexcusable de « ceux qu'il s'est substitués dans la direction » pourra également entraîner l'augmentation de l'indemnité. Que faut-il donc entendre par ces mots ? Deux opinions se sont fait jour dans la doctrine. Les uns ont pensé que toute personne qui tient du patron le droit de donner des ordres, est un substitut du patron dans la direction. Il en résulterait que les « directeurs, ingénieurs, contre-maitres, sont dans la sphère de leurs attributions, des substituts du patron ; qu'un simple ouvrier, investi accidentellement d'un commandement est lui-même pendant la durée de ses fonctions un substitut du patron » (1). Les autres se basant sur les travaux préparatoires, pensent, que l'art. 20 ne s'applique pas à la faute inexcusable d'un simple surveillant. En effet, on a écarté du texte le mot « préposés » qui était beaucoup trop compréhensif et eût embrassé tous les ouvriers,

(1) Sachet, p. 571.

car par préposés la jurisprudence entendait toutes les personnes sur lesquelles le patron avait le droit de commandement et d'autorité, celles qui étaient elles-mêmes investies d'un pouvoir de surveillance et de commandement et celles qui n'avaient qu'à obéir. On a également rejeté les expressions : « préposés à la direction et à la surveillance des travaux » qui se trouvaient dans un amendement proposé par M. Blavier, le 24 mars 1890 à la Chambre. En écartant cet amendement, le législateur n'a-t-il pas rejeté la théorie de M. Sachet ? Supprimer les mots « la surveillance et la direction des travaux » semble écarter le simple surveillant qui, bien qu'investi du droit de donner des ordres, n'a aucune part dans la direction de l'entreprise. Ce que le législateur a eu en vue c'est une faute inexcusable dans la direction de l'entreprise elle-même, c'est-à-dire une faute d'un véritable alter ego du patron et non pas seulement une faute dans la direction ou la surveillance des travaux. Cette seconde opinion paraît bien conforme aux travaux préparatoires, peut-être même pourrait-on lui reprocher de s'attacher d'une façon étroite à la suppression du mot travaux dans le texte définitif et de restreindre par suite, l'application de l'art. 20 dans des limites trop resserrées. La jurisprudence ne s'est pas encore prononcée d'une façon bien nette sur cette question. Cependant le tribunal de Marseille paraît partager cette seconde opinion dans un jugement du 17 janvier 1900. La faute invoquée devrait être le fait du patron ou des directeurs qu'il se se-

rait substitué ; le mot directeur semble ici exclure le simple contre-maître.

Le patron tenu du fait de son préposé et obligé de réparer les conséquences de l'accident que ce dernier a pu causer, peut-il ensuite agir contre lui ? Peut-il se faire rembourser les dépenses qu'il a faites et se faire tenir quitte par lui de la rente qu'il doit verser ? Le recours dans certains cas sera illusoire, car le préposé peut être insolvable, surtout si l'on admet que le simple ouvrier momentanément chef de chantier, est un préposé du patron. On a soutenu que le patron n'avait contre ses préposés aucun recours, en se basant sur la généralité des termes de l'art. 7, qui ne semblent réserver au patron qu'une action contre les tiers autres que le préposé. Nous croyons cette solution trop radicale, il est un point certain, c'est qu'aucune disposition de la loi n'enlève formellement, cette action au chef d'entreprise, mais néanmoins la loi de 1898 a sur elle un effet indirect. En effet, la loi nouvelle ne fait point supporter à l'ouvrier les conséquences de sa faute légère ni de sa faute excusable. Il est par suite impossible de le rendre responsable de toute faute de ce genre, qui si elle eût eu pour résultat de l'atteindre dans sa personne, eût laissé intact son droit à l'indemnité. Le système du risque professionnel établit une immunité particulière à raison de toute faute excusable et dans cette hypothèse, il faut refuser l'action récursive au patron contre son ouvrier ou son préposé.

Mais dans le cas de faute inexcusable ou d'acte inten-

tionnel, le patron pourra se retourner contre son préposé auteur de l'accident, l'immunité dont nous avons parlé ne s'étend point à notre espèce et ne s'oppose point à l'application des règles de la responsabilité personnelle. Le patron pourra donc réclamer à son préposé le remboursement des dépenses que lui impose la loi nouvelle.

SECTION QUATRIÈME

Fait intentionnel.

La responsabilité patronale reste donc engagée même en cas de faute inexcusable de l'ouvrier ; il ne résulte de cette faute qu'une simple atténuation de la rente, d'ailleurs facultative pour les tribunaux. Il faudra quelque chose de plus pour que l'ouvrier ne puisse prétendre à aucune allocation, pour que l'accident dont il est victime, soit exclu du risque professionnel. L'art. 20, dans son alinéa 1^{er} décide : « Aucune des indemnités déterminées par la présente loi, ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident ». Ce n'est qu'en 1885, qu'on parla d'accident volontairement cherché par l'ouvrier, et qu'on a proposé de régler ce cas. Cette proposition souleva les clameurs d'une fraction de la Chambre. On y trouvait une injure gratuite et grossière faite aux ouvriers qui ne doivent pas être supposés assez fous, pour causer intentionnellement un accident, dans lequel ils peuvent perdre la vie ou devenir impotents. Ces critiques étaient exagérées. Les accidents de cette sorte seront sans doute très rares, et depuis la promulgation de la

loi, la jurisprudence n'a peut-être jamais eu à s'occuper de cette question. Mais cette éventualité peut se produire et l'on peut concevoir différents motifs qui puissent pousser l'ouvrier à faire naître un accident. Ce serait le désir de se procurer une indemnité fixée par la loi, grâce à une mutilation, ou bien l'idée d'une vengeance fera agir l'ouvrier et par suite de précautions mal prises, il se trouvera lui-même blessé. Ces éventualités seront heureusement tout à fait exceptionnelles ; mais elles peuvent se produire, et le législateur a agi sagement en les prévoyant.

Les éléments du fait intentionnel ne paraissent pas avoir besoin d'être développés. La déchéance de tout droit à une indemnité devra être prononcée chaque fois que l'auteur du fait, aura volontairement produit la cause initiale de l'accident par un acte libre et spontané et qu'elle n'aura agi ainsi qu'après réflexion et avec l'intention arrêtée de s'exposer au danger ou d'y exposer ses camarades.

L'accident survenu dans de telles conditions sera presque toujours délictueux ou criminel, et les règles générales du droit criminel forceront la juridiction civile à surseoir au jugement, jusqu'à ce que la juridiction criminelle ou correctionnelle ait statué. Alors le tribunal refusera à la victime coupable tout droit à l'indemnité, quelles que soient les conséquences de l'accident. Ici la déchéance n'embrasse pas seulement les rentes, comme la réduction en cas de faute inexcusable, mais aussi les indemnités dues par suite d'incapacité temporaire, et les allocations

pour frais médicaux et pharmaceutiques. L'ouvrier **cou-**pable supporte toutes les conséquences de son action, mais lui seul les supporte. Si d'autres ouvriers ont été blessés, il n'y a pas pour eux accident intentionnel, et ils obtiendront réparation du dommage à eux causé, en invoquant contre l'industriel les dispositions de la loi de 1898. Ce dernier devra payer les indemnités prévues par l'art. 3 et n'aura contre l'auteur de l'accident qu'un recours, sans doute illusoire à cause de son insolvabilité. Mais ce recours ne saurait lui être contesté, car l'accident volontaire est en dehors du risque professionnel, et les dispositions de l'art. 2, al. 1^{er} ne sauraient s'appliquer ici. Cette faute intentionnelle, ne se présumera pas. Le patron devra l'établir suivant les règles du droit commun par tous les moyens de preuve, puisqu'il s'agit d'une véritable fraude, d'un dol.

La loi n'a parlé que des accidents provoqués par l'ouvrier sans s'occuper de ceux causés par le patron. C'est qu'ils sont encore plus rares que les premiers et qu'ils ne se conçoivent même que difficilement. Si un patron provoquait un accident, quelle serait l'étendue de sa responsabilité ? On pourrait soutenir que la loi du 9 avril 1898 restera lettre morte pour lui, puisqu'elle ne prévoit pas le cas. Ce serait donc la responsabilité de droit commun. La loi prévoit le cas fortuit, la faute ordinaire, la faute inexcusable, mais elle ne va pas plus loin, elle laisse en dehors le dol, qui se trouve régi par l'art. 1382; une très grande partie de la doctrine admet cette théorie

qui paraît cependant contestable. La responsabilité du patron sera dans ce cas celle de l'art. 3 de la loi aggravée par la faute inexcusable. Cette interprétation est conforme aux textes car l'art. 7, que les partisans de l'autre théorie font intervenir ici, n'est pas applicable; d'après cet article, les dispositions édictés par la loi visent le cas où les auteurs de l'accident sont autres que le patron ou ses préposés. Nous sommes donc bien en l'espèce, en dehors de l'application de l'art. 7, puisque nous envisageons le dol du patron et l'application de l'art. 1382 du Code civil se heurte à l'art. 2 interdisant à la victime de se prévaloir des dispositions autres que celles de la loi. Cette solution est évidemment critiquable, d'autant mieux que la loi a prévu le fait intentionnel de l'ouvrier. Cette réparation du préjudice volontairement causé à laquelle le patron sera à juste titre condamné, ne l'exonérera pas des sanctions pénales que pourrait comporter son acte criminel.

La loi ne dit pas non plus si les ayants-cause de la victime sont frappés par cette déchéance de l'art 20. Mais il paraît impossible de soutenir qu'ils puissent avoir droit à une indemnité; ce ne fut évidemment pas la pensée du législateur. Si la victime n'avait été atteinte que d'une incapacité partielle, elle n'aurait eu droit qu'à une pension réduite; on ne saurait accorder en cas de mort plus de droits aux ayants cause qu'à leur auteur. Une telle disposition serait contraire à l'ordre public, car elle encouragerait le suicide et le crime.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS SPÉCIALES DE LA LOI

Nous avons vu que le salaire de la victime d'un accident servait, en règle générale, de base pour le calcul de l'indemnité. Cette règle comporte des exceptions. Nous en avons retardé l'étude après nos explications sur l'art. 10, car nous avons estimé que c'était là sa véritable place. Avant de parler d'une exception, il faut établir la règle. C'est le contraire que le législateur de 1898 a fait. Dans l'art. 8, il s'occupe des accidents survenus aux ouvriers mineurs de seize ans et aux apprentis. L'art. 2 fait une catégorie à part des ouvriers gagnant plus de deux mille quatre cent francs. Enfin l'art. 3 contient à l'égard des ouvriers étrangers une autre exception aux principes généraux de la loi.

SECTION PREMIÈRE

Ouvriers âgés de moins de seize ans et apprentis.

L'art. 8 fait une situation spéciale aux ouvriers mineurs de seize ans et aux apprentis. Pour eux « le salaire qui

servira de base à la fixation de l'indemnité ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie, occupés dans l'entreprise. Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de seize ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire ».

Quel est le but de cette double disposition ? Tout d'abord, le paragraphe premier de notre article s'explique par ce fait que l'ouvrier mineur de seize ans a généralement un salaire très réduit et que l'apprenti ne gagne rien. S'ils sont blessés dans leur travail, les règles de l'art. 10 auraient conduit à refuser toute indemnité à l'apprenti, à accorder aux jeunes ouvriers une pension dérisoire. En effet, dans un cas, il n'y a point de base pour fixer cette indemnité ; dans l'autre, une base inexacte, un salaire qui ne saurait fournir l'indication précise du dommage causé. La situation des jeunes ouvriers est aussi digne d'intérêt que celles des ouvriers adultes. L'accident leur cause un préjudice, bien qu'ils n'en gagnent rien, car « il faut tenir compte de ce qu'on peut appeler l'inpondérable, c'est-à-dire l'apprentissage du métier, de cette éducation professionnelle qu'il reçoit et qui vient s'ajouter à son salaire sans qu'on puisse exactement en chiffrer la valeur. Comment faire en effet le départ de cette instruction gratuite que donne le patron à ce jeune homme, des matières premières qu'il gache, des outils qu'il use ? Il faut donc pour ainsi dire faire une cote mal taillée, et c'est à une solution transactionnelle que le législateur s'est

arrêté; en prenant pour base du calcul, le salaire minimum de l'ouvrier de la même profession » (1).

Donc l'ouvrier mineur de seize ans et l'apprenti sont assimilés aux ouvriers les moins rémunérés de leur catégorie : si le blessé est un apprenti souffleur de verre, sa pension sera calculée d'après le salaire d'un ouvrier souffleur, travaillant dans la même usine et le moins rémunéré ; si c'est un jeune manœuvre, d'après le salaire le plus bas des autres manœuvres. Quelque soit l'âge de l'apprenti, les dispositions de l'art. 8 s'appliqueront ; tandis que l'ouvrier ayant atteint l'âge de seize ans sera soumis aux règles générales de l'art. 10. Cela résulte clairement des termes mêmes employés par le législateur.

Ce salaire, qui en vertu de la loi, sera la base de la pension, est le seul qui puisse servir. Les tribunaux ne sauraient en considérer un autre. Il constitue un minimum et comme l'article ne fixe pas de maximum, nous pensons qu'il faut ici appliquer les règles généralement admises en telle matière et décider qu'il constitue également un maximum. Le juge, pour connaître le salaire le plus bas des autres ouvriers de l'usine, devra faire des recherches dans les livres de commerce et les carnets de paie du patron. Ce dernier est en effet seul à même de fournir les preuves et les justifications de ce salaire minimum.

Nous avons déjà vu à propos du salaire de l'ouvrier travaillant depuis moins d'un an dans l'entreprise, ce

(1) Discours de M. H. Boucher. Min. du Commerce, *J. Off.*, Sénat, 1. 98 p. 249.

qu'il fallait entendre par ouvrier de la même catégorie et nous avons dit, qu'il fallait considérer comme tels, ceux qui effectuent un travail à peu près identique et qui touchent le même salaire. Ici cette définition ne peut plus s'appliquer, puisque l'apprenti n'est point rétribué et que le jeune ouvrier touche un salaire très minime. Le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail a, dans un avis en date du 7 Février 1900, tranché cette question. La catégorie d'ouvriers que vise la loi dans notre hypothèse est celle à laquelle se destine l'apprenti ou le jeune ouvrier. A défaut d'ouvrier de cette catégorie actuellement employé à l'usine, il y aura lieu de prendre pour base, le salaire des ouvriers valides de même catégorie récemment employés dans l'entreprise et subsidiairement dans des entreprises analogues, de la localité ou de localités similaires (1). Par localités similaires, il faut entendre celles où les conditions de travail et de vie sont pour l'ouvrier à peu près semblables.

La Cour d'appel de Rennes le 26 décembre 1900 a décidé qu'il fallait rechercher le salaire le plus bas des ouvriers majeurs de vingt et un ans et non le salaire des ouvriers majeurs de seize ans. Le terme ouvrier valide, employé par l'art. 8 de la loi, doit en effet être entendu, de l'ouvrier ayant atteint la virilité et la plénitude de sa capacité professionnelle. Cet arrêt semble conforme à l'esprit de la loi. Il est d'accord avec le rapport de M. Duché

¹ *Jour. off.* 1900. 16 Février, Conf. Trib. Valenciennes 4 Mars 1900.
La Loi, 12 Mars 1900.

à la Chambre des députés le 28 novembre 1887 (1). Dans l'hypothèse qui nous occupe « il a paru juste de laisser au juge, le soin de fixer l'indemnité à laquelle la victime ou ses ayants droit pourront prétendre, sans tenir compte du salaire actuel, mais en prenant pour base le salaire le plus bas des ouvriers *majeurs* de la même profession occupés dans l'entreprise où l'accident a eu lieu.

Le § 2 de l'art. 8 apporte une restriction à cette règle établie par le premier alinéa. « En cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de seize ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire ». Ce deuxième alinéa fut ajouté entre deux délibérations, après les observations de M. de Marcère au Sénat le 4 mars 1898. Il faisait remarquer qu'un jeune ouvrier touchant par hypothèse 1 fr. ou 1 fr. 50 pourrait, si les ouvriers adultes de la même catégorie reçoivent un salaire minimum de quatre francs, toucher une indemnité temporaire de deux francs par jour. M. Félix Martin avait cité un exemple analogue. Au Creusot, on emploie des enfants de quinze ans à étirer le fil de fer ; on les appelle des aides lamineurs et ils touchent 1 fr. 25 ou 1 fr. 50 par jour. Le premier alinéa de l'art. 8 aurait eu pour conséquence, de leur faire attribuer en cas d'accident une indemnité quadruple ou quintuple de leur salaire, car les ouvriers de la même catégorie sont les lamineurs qui gagnent 8 à 10 fr. par jour. Un tel système pouvait provoquer chez la victime la dissimulation de son véritable

(1) *Journ. Off.* 1887. Annexe n° 2150.

état sanitaire dans le but de prolonger la durée de cette suspension de travail. Malgré son chômage, elle se trouvait en effet dans une situation très avantageuse, puisqu'elle touchait une indemnité supérieure à ce qu'elle retirait de son travail.

Le but de l'alinéa deuxième de l'art. 8 est d'empêcher ce résultat, mais il n'est applicable qu'aux indemnités temporaires. Lorsqu'un apprenti ou un mineur de seize ans sera atteint d'une incapacité permanente, la rente qui lui sera allouée sera évaluée conformément à l'art. 8 § 1^{er}. Ils pourront donc recevoir dans ce cas une rente supérieure à leur salaire réel ; mais cela n'a rien d'injuste, car il faut tenir compte, non seulement du salaire touché au moment de l'accident et qu'ils perdent en totalité ou en partie, mais aussi du salaire futur qu'ils ne pourront plus gagner dans la suite, lorsqu'ils seront devenus adultes ou auront terminé leur apprentissage.

Le § 2^e ne s'applique qu'aux ouvriers de moins de seize ans et non pas aux apprentis. Etendre son application à cette dernière catégorie de travailleurs, c'est leur refuser toute indemnité puisqu'ils ne touchent aucun salaire. Pour eux, l'indemnité temporaire pourra donc être un un profit, un pur gain dont ils seront peut-être tenté de prolonger le versement par des simulations. Sans avoir, sans doute, aperçu ce résultat, le législateur a placé dans des situations bien différentes et injustifiées, le jeune ouvrier et l'apprenti. Par exemple, un ouvrier de quinze ans et un apprenti sont frappés dans un même accident ; leurs

blessures sont identiques et entraînent une incapacité temporaire de même durée. Le premier ne pourra rien toucher au delà de son salaire tandis que l'autre aura pour indemnité la moitié du salaire le plus bas des ouvriers de la même catégorie, soit peut-être le double ou plus, de l'indemnité accordée au jeune ouvrier (1).

SECTION DEUXIÈME

Ouvriers gagnant plus de deux mille quatre cent francs.

Le principe de responsabilité établi par l'art. 1^{er} pouvait entraîner pour l'industrie des charges trop lourdes, si l'on n'avait point restreint son application dans une certaine limite. Il ne fallait point arrêter l'essor de l'industrie française en immobilisant de nombreux capitaux, dont elle a sans cesse besoin. C'est pourquoi, on a déterminé un certain taux du salaire de l'ouvrier, au delà duquel la loi de 1898, ne s'appliquerait pas ou plutôt, au delà duquel il faudrait faire intervenir un autre mode de calcul. Le législateur avait ici à concilier deux idées qui se faisaient opposition. Il avait en effet à assurer à tous les ouvriers sans exception, quel que soit le montant de leur salaire, une indemnité suffisante et à éviter une augmentation trop onéreuse des charges de l'industriel. Il eût été aussi illogique et injuste de refuser une indemnité aux employés supérieurs, qu'il eût été compromettant pour la vie indus-

(1). V. Avis du Comité consultatif. 7 Février. 1900. *J. off.* 46. Février 1900. Circul. du garde des Sceaux.

trielle de tarifer leur indemnité sur leur salaire quel qu'en soit le montant.

On proposa différents chiffres au delà desquels la loi ne serait pas applicable, tout en réservant aux victimes d'accidents la possibilité de se prévaloir du droit commun. Après un certain nombre de modifications au cours des discussions parlementaires, l'article adopté fut le suivant :

« Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent, dont le salaire annuel dépasse deux mille quatre cent francs, ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme, pour le surplus, ils n'ont, droit qu'au quart des rentes ou indemnités stipulées à l'art. 3, à moins de conventions contraires quant au chiffre de la quotité ». Tel est le système admis par la loi de 1898. On introduit ici une nouvelle modification au principe général posé par la loi, à savoir que le salaire de l'ouvrier constitue la base du calcul de l'indemnité. Nous avons dit, que cette modification était inspirée par le souci des intérêts de l'industrie ; il était légitime de s'en préoccuper dans l'intérêt même des ouvriers qu'elle fait vivre. Elle se justifie encore par une autre considération ; les employés dont le salaire est élevé, ont la possibilité de se procurer d'eux-mêmes, grâce à l'assurance, une indemnité plus forte, c'est pour eux un devoir de prévoyance, dont ils sont à même de comprendre toute la portée.

En résumé, si nous supposons un accident professionnel frappant un ouvrier dont le salaire annuel est de 3600

francs, nous calculerons ainsi son indemnité. Il faudra d'abord rechercher la rente correspondante à 2400 francs. Si l'on se trouve en présence d'une incapacité permanente absolue, cette rente sera égale aux $\frac{2}{3}$ du salaire soit 1600 francs. Puis nous ajouterons une pension égale au quart de la rente calculée sur le surplus de son salaire : soit 1200 francs de salaire, donnant une rente de 800 francs dont le quart est 200 francs ; dans notre espèce l'ouvrier touchera donc une rente de 1800 francs.

Le texte établit une nouvelle exception aux règles de la loi. En effet, l'art. 2 déclare nulle toute convention tendant à modifier les dispositions édictées par le texte. On permet au contraire à la catégorie d'ouvriers dont nous nous occupons, de modifier les dispositions qui la régissent. Est-ce à dire, que cette réserve d'une convention contraire soit absolue et sans limites ? Non, l'ouvrier ou le patron ne peuvent point faire telle convention qu'ils voudront. Les conventions valables seront celles qui auront pour effet, de modifier le taux de la rente représentant le surplus des 2.400 fr. Ce taux peut être élevé ou abaissé ; ainsi on peut stipuler que l'indemnité afférente au surplus des 2.400 fr. sera égale à la moitié, aux deux tiers de ce salaire, ou bien qu'elle ne dépassera pas le cinquième. Mais il n'est point possible de supprimer tout droit à l'indemnité pour la portion supérieure à 2.400 fr. L'article en autorisant les conventions contraires quant au chiffre de la quotité, interdit implicitement de supprimer cette quotité. De même serait nulle toute

convention, par laquelle l'ouvrier aurait stipulé une rente calculée sur une base supérieure à celle afférente aux rentes légales. L'ouvrier ne peut, en aucun cas, obtenir des avantages plus importants que ceux contenus dans l'art. 3. Une convention de ce genre serait évidemment contraire à l'esprit de la loi, qui a voulu protéger l'industrie. Il y aurait lieu de déclarer nulle, toute convention par laquelle, le patron s'engagerait à verser un capital en représentation de la rente calculée d'après le supplément de salaire.

En somme, ce que permet l'art. 2, c'est d'accepter le tarif intégral de la loi édicté par l'art. 3, sans jamais pouvoir le dépasser, ni supprimer le minimum obligatoire, qu'impose notre texte.

Le texte de notre loi est à notre avis très général et embrasse les cas d'incapacité temporaire, aussi bien que ceux d'incapacité permanente. La réduction qu'il entraîne devra donc porter sur l'indemnité journalière comme sur les rentes. Malgré les termes de l'article « ils n'ont droit qu'au quart des rentes ou indemnités stipulées à l'article 3 », le comité consultatif des assurances a émis un avis contraire à notre opinion (1). Cette décision ne semble pas conforme au texte qui se réfère, sans aucun doute, aux allocations journalières, en opposant le mot indemnité aux rentes allouées en cas d'incapacité permanente.

Nous savons qu'en cas de faute inexcusable du patron, la rente peut être majorée par le tribunal et atteindre le

(1) Avis du 10 janvier 1900. *J. Offic.*, 16 février 1900, p. 1008.

montant intégral du salaire. Lorsque nous nous trouvons en face d'un ouvrier, dont le salaire est supérieur à 2400 fr., est-ce que la faute inexcusable du patron entraînera une majoration, s'élevant seulement à 2400 fr., plus le quart du surplus, ou bien cette majoration pourra-t-elle atteindre le salaire total, quel qu'en soit le chiffre ? Il semble que la faute inexcusable doive avoir pour effet de faire monter l'indemnité jusqu'au salaire total. L'art. 2 qui réduit l'indemnité ne renvoie qu'à l'art. 3 et non pas à l'article 20. La réduction qu'il édicte ne peut donc point s'appliquer dans le cas de faute inexcusable du patron.

SECTION TROISIÈME

Ouvriers étrangers.

Au début de notre étude, nous avons vu que les ouvriers étrangers étaient en principe assimilés aux ouvriers français. Ils bénéficient du risque professionnel. Le chef d'entreprise ne peut leur opposer leur nationalité, pour leur refuser une indemnité. Aucune condition de réciprocité n'est même attachée à l'exercice de ce droit, c'est-à-dire, qu'un étranger victime d'un accident en France pourra toujours réclamer la réparation du préjudice, même si dans son pays d'origine les français ne jouissent pas d'un droit analogue, ou n'ont droit qu'à une portion réduite de l'indemnité accordée aux nationaux. Le législateur a pensé, que l'indemnisation des accidents intéressait au

premier chef l'intérêt social et ne comportait aucune réserve au détriment de l'ouvrier étranger. C'est ce caractère d'ordre public qui écarta en cette matière la réciprocité législative ou diplomatique. Nous examinerons plus loin les critiques formulées contre cette assimilation des étrangers aux ouvriers français ; étudions d'abord les dispositions de l'art. 3, qui subordonnent l'application du risque professionnel en faveur des étrangers, à certaines conditions.

Eu effet, la victime de nationalité étrangère, atteinte d'incapacité temporaire, touchera dans tous les cas l'indemnité journalière accordée à un ouvrier français. L'assimilation est ici complète (1). Les frais médicaux et pharmaceutiques lui seront versés, même s'il retourne dans son pays avant guérison complète. Comme dans ce cas, ce ne sera pas le médecin de l'usine qui le soignera, on établira le montant de ces frais, d'après le tarif de l'assistance médicale du département où s'est produit l'accident. Mais en cas d'incapacité permanente, il ne touchera la rente légale, qu'autant qu'il continuera à résider en France. Les termes de l'art. 3 imposent bien la distinction que nous venons de faire entre les incapacités temporaires et les incapacités permanentes. Les secondes seules entraînent l'allocation d'une pension dont parle notre article, c'est à elles seules qu'il faut en appliquer les dispositions.

(1) V. Avis du comité consultatif 10 janv. 1900, *J. Off.*, 16 fév. 1900, p. 1009.

Si l'étranger vient donc à retourner dans son pays d'origine, ou plus généralement s'il cesse de résider sur le sol français, il ne peut plus prétendre au service de la rente et doit se contenter du versement immédiat de trois annuités. Ce n'est point le service de la rente pendant trois ans qui lui est dû ; mais le paiement lors de son départ, d'un capital égal au montant de trois années d'arrérages. C'est une conversion légale qui lui est imposée et à laquelle il ne peut se soustraire. Le conjoint qui se remarie est, nous l'avons vu, frappé d'une déchéance analogue. On n'a pas voulu que l'industrie française fut condamnée à servir des pensions qui seraient dépensées à l'étranger. Pour le cas où les versements sont effectués par la caisse nationale des retraites, il ne fallait point que l'argent des contribuables de France aille à l'étranger nourrir des étrangers. On devait écarter toute difficulté au point de vue des justifications concernant la situation de l'ouvrier blessé, à chaque échéance trimestrielle. Ce sont les principaux motifs invoqués en faveur de cette modification de la pension en cas de changement de résidence.

Ce que l'on exige, c'est la présence réelle et permanente de l'ouvrier et la déclaration de résidence imposée par la loi du 8 juin 1893 ne sera point une preuve vraiment démonstrative. L'ouvrier a déclaré sa résidence, soit ; mais cela n'implique pas qu'il réside véritablement en France ; c'est une simple présomption qui peut être combattue par la preuve contraire. Nous déciderons de même

que l'absence de déclaration n'entraînera pas forcément le versement du capital, car il se peut qu'en fait l'ouvrier réside sur le sol français.

Quelle sera la situation de l'ouvrier étranger qui vient chaque jour travailler en France, dans un établissement soumis à la loi de 1898, alors qu'il habite au delà de la frontière. (1) Il est certain qu'il pourra prétendre au paiement des indemnités journalières et des frais de maladies. La loi de 1898 s'applique donc dans une certaine mesure et dès lors il faudra refuser à l'ouvrier étranger le droit d'invoquer le droit commun. L'art. 2 est formel à cet égard. Cependant l'ouvrier ne sera pas réduit aux seules allocations journalières et aux frais médicaux. Il faut lui appliquer par analogie, les dispositions du § 14 de l'art. 3, au sujet de l'ouvrier étranger qui quitte la France. Sans doute la loi n'a prévu expressément que le cas de l'ouvrier résidant et qui après l'accident passe à l'étranger, mais elle statue de *eo quod plerumque fit* et il faut étendre sa décision à des situations analogues. Il y a ici même raison de décider. L'ouvrier étranger dans ce cas ne touchera donc qu'un capital égal, au montant de trois années de la pension allouée à l'ouvrier français (2). Cette interprétation était celle donné à l'art. 3 par le ministère de l'industrie et du travail de Belgique. Dans une circulaire en date du 13 juin 1899, adressée aux gouver-

(1) Cette situation se présente assez fréquemment dans les départements limitrophes un grand nombre d'ouvriers belges viennent chaque jour travailler dans le département du Nord et retournent le soir en Belgique.

(2) Conf. Trib. Lille, 8 mars 1900.

neurs de provinces, il est dit en effet : « les ouvriers belges qui ne résident pas, ou cessent de résider en France recevront leur indemnité sous forme d'un capital égal à trois fois la rente (1).

L'accident dont l'ouvrier étranger a été victime, peut avoir eu des conséquences mortelles. Notre loi, dans cette hypothèse, assimile également en principe, les ayants-droit de l'étranger aux ayants-droits de l'ouvrier français, mais, elle fait encore ici de la résidence en France, une condition *sine qua non*, de l'exercice des droits reconnus.

L'indemnité allouée aux ayants-droit de l'ouvrier mort à la suite d'un accident du travail, n'est que la représentation de l'appui matériel, qu'ils trouvaient auprès de lui. Il était donc inutile d'en faire profiter les enfants ou les ascendants du décédé, alors qu'ils vivaient loin de lui en pays étranger. La victime pouvait, il est vrai, leur faire parvenir des subsides, mais que de difficultés eût présenté, notamment pour les ascendants, la question de savoir s'ils étaient à la charge de l'ouvrier. Les tribunaux manqueraient totalement de moyens de contrôle et d'investigation. De plus, il fallait éviter que les représentants de la victime restés éloignés d'elle pendant toute sa vie, ne vinssent s'établir en France uniquement pour profiter des dispositions de la loi. Aussi a-t-on décidé, que les représentants de l'ouvrier étranger ne recevraient les pensions déterminées par la loi, que s'ils résidaient en France au

(1) V. le texte de cette circulaire dans la Revue du travail publiée par l'office du travail de Belgique. Juin 1899 p. 667 et suiv.

moment de l'accident — art. 3, alinéa 15. — Les ayants droit **devront** donc justifier de cette résidence. Si au moment de l'accident le conjoint ou les enfants de la victime ont leur résidence en France, ils pourront réclamer les indemnités allouées au **conjoint** ou aux enfants. Ceux-là, seuls qui auront cette **résidence**, y auront droit.

Mais le calcul de la rente se fera en prenant pour base le nombre total des ayants-droit. Ainsi un ouvrier étranger laisse quatre enfants, la rente sera établie d'après ce chiffre et s'il s'en trouve un ou deux ne résidant pas en France lors de l'accident ces derniers ne toucheront aucune pension sans que pour cela l'indemnité des autres en soit augmentée. Il en résulte que les enfants de la victime habitant la France, auront intérêt à dissimuler l'existence de leurs frères ou sœurs résidant à l'étranger, puisque leur présence leur cause préjudice.

Souvent la famille de l'ouvrier est venue s'installer en France, parce que le chef de cette famille y a trouvé de l'ouvrage. Lui mort, sa femme et ses enfants n'auront sans doute aucun intérêt à y rester. Ils retourneront dans leur pays d'origine. Quelle sera leur situation dans ce cas évidemment susceptible de se produire fréquemment ? La loi ne s'en est point préoccupé. S'en suit-il, que sans aucune condition de résidence ultérieure, ils puissent conserver le droit à la pension légale ? Certains auteurs soutiennent que le service de la rente doit être continué, puisqu'il n'y a pas dans le texte de dispositions spéciales à cette hypothèse. Ils reconnaissent cependant qu'il y a là

un oubli de la part du législateur, car du moment qu'il a réduit l'indemnité dans le cas où la victime elle-même quitte le territoire et qu'il n'accorde aucune indemnité aux ayants-droit résidant à l'étranger, il eût évidemment, s'il y eût songé, ramené aux mêmes proportions la rente des ayants-droit qui cessent de résider en France après l'accident. Mais on ne peut pas, sous prétexte d'un oubli du législateur, introduire dans les textes une disposition qui ne s'y trouve pas.

La circulaire de M. le garde des sceaux se trouve conforme à cette première opinion. Nous y voyons en effet que cette condition — résidence au moment de l'accident — étant remplie, le service de la pension serait continué aux représentants, même s'ils retournaient dans leur pays.

On a soutenu également qu'il y avait lieu d'arrêter le service de la rente au jour où ces représentants quittent la France. Cette condition de résidence qui peut les priver de toute indemnité, lorsqu'elle fait défaut au moment de l'accident ne leur permet pas, soutiennent les partisans de ce système, de toucher une pension dès qu'ils quittent le sol français. A cette dernière opinion, nous répondons que le paragraphe 15 de l'art. 3 établit une déchéance à l'égard des représentants qui ne résident pas en France au moment de l'accident, et que cette déchéance en vertu des principes généraux du droit ne saurait être étendue à des cas analogues. Il est impossible au juge d'étendre le texte aux représentants qui, postérieurement à l'accident, regagnent leur pays d'origine.

Admettre le premier système c'est traiter avec plus de faveur les représentants de la victime que la victime elle-même. Cela peut à bon droit paraître singulier et cette solution ne va pas sans offrir quelques inconvénients pratiques. Sans doute le débiteur peut exiger lors du paiement, la production de toutes pièces justificatives, mais lorsque le bénéficiaire est à l'étranger, peut-être très loin du domicile du débiteur, les substitutions de personnes sont faciles et par suite à craindre. Cette solution est-elle même bien juridique ? N'est-il pas illogique en effet, d'accorder aux représentants de l'ouvrier des droits supérieurs à ceux qui étaient accordés à leur auteur lui-même ? Les descendants, la veuve, les ascendants d'un ouvrier blessé n'ont droit à l'indemnité, que parce qu'ils le représentent et leurs droits se modèlent sur les siens. Là où l'ouvrier perd ses droits, ils le perdent également. Nous admettrons donc qu'il faut appliquer aux ayants droits de la victime les règles admises pour l'ouvrier lui-même. Lorsqu'un représentant d'un ouvrier étranger quittera la France, il ne pourra plus exiger le versement de sa pension, mais il aura droit au versement de trois annuités. Sans doute un correctif s'impose dans certains cas. Il faut combiner cette disposition avec l'art. 3 qui reconnaît jusqu'à l'âge de seize ans seulement, une rente aux enfants. Ces enfants ne pourront évidemment pas recevoir plus qu'il ne leur reviendrait s'ils résidaient en France ; on devra donc réduire le montant du capital, s'ils viennent à quitter notre pays dans leur quatorzième ou quinzième année.

Un jugement du tribunal de la Seine du 7 nov. 1900 a révélé une conséquence anormale des dispositions de la loi relatives aux étrangers. L'ouvrier, dans l'espèce un Belge travaillant à l'exposition, a trouvé la mort dans un accident. Il résidait seul en France. Sa famille étant restée en Belgique, n'a, en vertu du § 15 de l'art. 3, droit à aucune des indemnités prévues par la loi de 1898. Les dispositions sont formelles pour exclure de son application tout ayant-cause résidant à l'étranger au moment de l'accident. Aussi la veuve de l'ouvrier n'invoquait-elle pas le risque professionnel, mais elle avait assigné le patron en alléguant une faute de sa part et basait sa demande sur le principe universel, qui veut que tout fait dommageable entraîne obligation de réparer le préjudice. Le tribunal de la Seine a rejeté cette prétention en se basant sur l'art. 2 qui refuse aux ouvriers pouvant se prévaloir de la loi nouvelle, le bénéfice d'aucune disposition autre que celle de la présente loi. Si l'ouvrier eût survécu à ses blessures il n'aurait point pu invoquer l'art. 1382 ; sa femme ne le pourra point non plus, car elle est l'ayant-cause de son mari et à ce titre ne saurait avoir plus de droit que lui. Il en résulte, qu'elle n'a à sa disposition aucune action pour obtenir la réparation d'un quasi-délit, dont elle a souffert.

Enfin, si on accordait à la veuve de l'ouvrier étranger ne résidant pas en France le droit d'invoquer l'art 1382 du C. Civ. il faudrait également reconnaître ce droit à tous les ayants cause de droit commun : aux enfants

majeurs de seize ans, aux ascendants qui n'étaient pas à la charge de l'ouvrier et qui sont par la loi nouvelle écartés de la représentation de la victime. Dès lors on pourrait trouver réunis dans une seule instance les enfants mineurs de seize ans obtenant l'indemnité forfaitaire fondée sur le risque professionnel par application de l'art 3 § B et les enfants majeurs de seize ans réclamant en vertu de l'art 1382 la réparation intégrale du préjudice causé par la faute du patron.

Cette solution peut, à la vérité, paraître contraire au principe idéal qui veut que, tout fait de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer, mais elle semble tout à fait conforme aux prescriptions de la loi de 1898. Cette survivance du droit antérieur pour une situation prévue et régie par la loi nouvelle, cette coexistence vis-à-vis du chef d'une entreprise assujetti, à l'occasion d'un même accident, du risque professionnel et de la responsabilité illimitée de la faute selon le droit commun, serait en contradiction absolue avec la volonté expresse du législateur.

Le ministère Belge avait bien entrevu cette conséquence rigoureuse pour ses nationaux. Dans la circulaire citée plus haut, il reconnaît « que les représentants domiciliés en Belgique des ouvriers Belges tués en France par suite d'un accident du travail seront, d'après la loi fran-

(1) V. *Le Droit* 24 Nov. 1900. Jug^t confirmé en appel, 16 Mars 1901. *Le Droit*, 19 Avril, 1901. — conf. Nice. 2 Janv. 1901. *Rec. Gazette des tribunaux*, 1^{er} Semestre. 2-234

gaïse privés, de tout recours contre le patron, et ne seront plus admis à plaider la responsabilité de ce dernier devant les tribunaux civils français ».

C'est évidemment là une injustice contre laquelle tout le monde protestera énergiquement. La nationalité d'un ouvrier ne saurait mettre l'industriel à l'abri de sa faute ; c'est cependant à ce résultat inique qu'aboutissent les dispositions de l'art. 3 combinées avec celles de l'art. 2. Mais les vaines raisons sentimentales, les exigences de l'équité, les intérêts même de l'ordre international ne sauraient prévaloir contre la précision du texte.

L'ouvrier pourrait-il éviter cette conséquence de la loi en passant avec son patron un contrat particulier, aux termes duquel le chef d'entreprise s'engagerait, à payer une indemnité à la famille de l'ouvrier en cas de décès par suite d'accident ? La réponse est délicate et il subsiste un doute. L'art. 30 de la loi paraît bien, n'interdire que les conventions contraires à la loi, faites par les personnes soumises aux dispositions nouvelles ou par celles qui peuvent s'en prévaloir. Mais dans notre espèce, si les représentants de l'ouvrier ne résidant pas en France, sont exclus du bénéfice de la loi, ils sont ayants cause d'un ouvrier qui ne pouvait point faire de convention contraire à cette loi.

Ce doute ne saurait persister dans la législation du travail ; une pétition a déjà été adressée aux pouvoirs publics, demandant sur ce point la révision de la loi du 9 avril 1898. Les Chambres auront à considérer que déjà

des représailles ont eu lieu. En effet, un projet de loi Belge, présenté à la Chambre des Députés le 26 avril 1898, demande que l'ouvrier étranger n'ait en Belgique que les droits qui sont accordés aux Belges dans le pays de l'ouvrier. Nous estimons qu'à cet égard la loi sur les accidents du travail viole un principe essentiel du droit. Elle aboutit à des conséquences profondément injustes qu'il importe d'éviter (1).

Telles sont les dispositions réglant la condition des ouvriers étrangers et de leurs représentants. Elles ont donné lieu à de très vives critiques. On leur a reproché de pousser l'industriel à employer des ouvriers étrangers; il y a évidemment intérêt, puisqu'il ne devra d'indemnité aux représentants, qu'en cas de résidence en France, et qu'il sera libéré vis-à-vis de son ouvrier s'il retourne à l'étranger. Cette concurrence faite à nos nationaux les forcera sans doute à consentir une réduction de salaire pour pouvoir trouver du travail. Ces critiques sont empreintes d'une exagération évidente. Il est certain qu'en théorie l'extinction éventuelle de la pension allouée à l'ouvrier étranger, et la restriction apportée aux droits de sa famille se trouve être un allègement considérable à la responsabilité patronale. Mais cette aggravation de charge vis-à-vis de l'ouvrier français n'est réelle qu'autant que

(1) La commission d'assurance et de prévoyance sociale à la Chambre des députés, après avoir entendu le 6 mars 1901 le ministre du commerce, a adopté la modification suivante à l'art. 3. « Les représentants d'un ouvrier étranger qui au moment de l'accident, ne résideraient pas sur le territoire français recevront, pour toute indemnité, une somme égale à trois fois la rente qui serait due s'ils résidaient sur le territoire français ».

le chef d'entreprise n'a point contracté d'assurance et se trouve forcé de prélever sur son patrimoine, le capital nécessaire à la réparation du dommage. Mais le patron non assuré est désormais une exception, bien que l'assurance ne soit point obligatoire. C'est une nécessité à laquelle tous, pour ainsi dire, se sont conformés, et si nous nous reportons à une déclaration des compagnies d'assurance à primes fixes, faite à la commission de prévoyance sociale, nous pouvons constater qu'elles ne font aucune différence entre le français et l'étranger. La prime réclamée pour couvrir la responsabilité du chef d'entreprise est calculée d'après le risque professionnel et fixée par tête sans se préoccuper de la nationalité des ouvriers. Par suite, l'emploi d'ouvriers étrangers ne se trouve pas être, pour l'industriel, affilié à une compagnie d'assurance, plus avantageux que l'emploi d'ouvriers français.

CHAPITRE IX

LIEU DE PAIEMENT. — POINT DE DÉPART DES PENSIONS ET INDEMNITÉS

Nous avons vu, en traitant des frais de maladie, qu'ils étaient à la charge du chef d'entreprise dès le jour de l'accident et qu'ils étaient dûs jusqu'au rétablissement de la victime. Nous n'y reviendrons pas ici. Le lieu du paiement n'a pas été déterminé par la loi ni à l'égard des frais de maladies, ni à l'égard des autres indemnités. La solution sera la même dans les différents cas ; il faut appliquer l'art. 1217 du Code civil, qui est le droit commun en la matière. Le paiement s'effectuera au domicile du débiteur qui peut être le patron, une société d'assurance, un syndicat de garantie ou la caisse nationale des retraites.

Nous avons montré également, lorsque nous nous sommes occupé des incapacités temporaires, que l'indemnité n'était point due pour les quatre premiers jours. Nous avons exposé les motifs auxquels le législateur avait obéi, mais il nous faut rechercher comment on doit compter ces quatre jours ? Il faut une interruption de travail

de quatre jours pleins. On ne devra donc pas compter le jour de l'accident.

Par exemple, si un ouvrier est blessé le vendredi, pour toucher une indemnité, il est nécessaire que son incapacité dure jusqu'au mercredi matin. Si l'incapacité se prolonge, l'indemnité sera due pour le mercredi. Le dimanche qui se trouve dans les quatre premiers jours ne doit pas être défalqué. Le texte ne peut en effet donner lieu à aucune équivoque. Il déclare sans aucune restriction ni réserve, que l'indemnité partira du cinquième jour. Il faut s'en tenir au sens exact des mots, car en statuant ainsi, le législateur a eu en vue les accidents ayant un certain caractère de gravité. On n'a point voulu laisser l'ouvrier dans le besoin, lui enlever tout crédit, et l'empêcher de pourvoir à son existence et à celle de sa famille, lorsque le chômage occasionné par sa blessure a dépassé une certaine durée; il importe peu que dans ces quatre jours soient compris un dimanche ou des jours de fêtes puisqu'il s'agit de la gravité d'un fait.

En matière d'indemnité journalière, la loi n'a point fixé d'époque de paiement. Il ne faut point évidemment s'attacher au terme « journalier » employé ici pour décider que le versement devra être effectué chaque jour. Ce serait peut-être très gênant pour le débiteur et sans grand intérêt pour la victime. Il est plus légitime de demander le versement de l'indemnité aux jours habituels de paie. Cela est à la fois, conforme à l'intention du législateur qui veut assurer l'existence de l'ouvrier blessé, et à la nature

de cette indemnité qui est la représentation du salaire momentanément perdu.

Cette date de paiement découle du caractère de l'indemnité journalière et ce n'est pas la seule conséquence à en tirer. De ce que cette allocation représente le salaire qu'elle remplace, nous déduisons qu'il n'y a pas lieu d'effectuer un versement pour les dimanches et les jours fériés. Dans une opinion de beaucoup la plus répandue, il est admis que l'indemnité temporaire du demi salaire doit être journalière et qu'elle est dûe par suite, aussi bien pour les dimanches et jours fériés que pour les autres jours. Ce système s'appuie sur le mot « journalier » employé par la loi et sur le caractère alimentaire des allocations fournies. Il écarte toute recherche tendant à reconnaître si les ateliers du chef d'entreprise ont été ouverts ce jour-là. Les partisans de cette opinion ont pour eux l'autorité de la circulaire du ministre du commerce du 24 août 1899. Il y est dit en effet : « à partir du cinquième jour, l'indemnité est due aussi bien pour les dimanches et jours fériés que pour tous les autres jours. Elle doit être, la loi l'indique expressément « journalière ».

Nous venons de voir que les termes de la loi ne réclamaient point un paiement effectué chaque jour, nous ne pensons pas non plus qu'ils nécessitent le versement de l'indemnité pour les dimanches. L'opinion précédente s'attache d'une façon trop étroite au mot journalier et aboutit à un résultat illogique et injuste. Si l'ouvrier eût été valide, il n'aurait point travaillé les dimanches et les jours fériés,

il n'aurait touché aucun salaire, et pour ces jours de chômage, on peut dire que l'accident ne lui cause aucun préjudice pécuniaire. Comment lui attribuer la moitié d'un salaire qu'il n'aurait point touché à l'état normal ? N'est-ce point imposer au chef d'entreprise le versement d'une indemnité supérieure au tarif légal ? Ce qu'il doit, c'est la moitié du salaire ; or, les jours de fêtes, il ne paie point ses ouvriers valides puisqu'ils ne travaillent point. Il ne devra donc pas de demi-salaire à l'ouvrier blessé. L'ouvrier en s'embauchant n'a compté que sur le salaire des journées qu'il pouvait effectuer. Il n'a eu en prévision en cas de blessures, que la moitié du salaire de ces journées ; on ne devra donc lui payer une indemnité pour les dimanches et les jours fériés, que s'il travaillait ordinairement ces jours-là. Cette dernière opinion compte peut-être en sa faveur moins de décisions judiciaires, mais elle tend à se généraliser de plus en plus. Elle est plus conforme à l'équité et au texte de la loi elle-même (1). En parlant d'indemnité journalière, le législateur n'a point voulu, comme on le soutint, déclarer que l'indemnité serait due pour tous les jours même non ouvrables. « Le qualificatif de journalier ajouté au mot indemnité a dans la pensée des rédacteurs de la loi, la même signification que l'expression salaire journalier ou travail journalier. Or, ni l'une ni l'autre de ces expressions n'implique nécessairement le salaire ou le travail du dimanche ou des jours fériés. » (2)

(1) Toutes les législations étrangères retranchent les jours fériés et les dimanches.

(2) Sachet. N° 457.

La Cour de Cassation vient de rejeter le pourvoi de la Compagnie des mines de Blanzky contre un arrêt de la Cour de Dijon du 5 mars 1900. Elle décide que l'indemnité journalière est due pour tous les jours sans exception sans qu'il y ait lieu de retrancher les dimanches et jours fériés (1).

Recherchons maintenant quel est le point de départ de l'indemnité pour incapacité permanente absolue. La loi est encore muette sur ce point, mais les travaux préparatoires nous éclairent sur ce sujet. On avait proposé à la Chambre d'ajouter au texte de la loi, que l'indemnité serait due à partir de l'accident. Mais M. Ricard combattit cette motion avec raison. Comment savoir au moment de l'accident si la victime sera atteinte d'une incapacité permanente ou d'une incapacité temporaire. « Il faut d'abord soigner l'ouvrier et le guérir s'il est possible...C'est seulement lorsqu'il est certain que l'ouvrier est atteint d'une incapacité absolue que s'ouvre pour lui le droit à la pension. Il se trouve sous un autre régime, que celui sous lequel il était placé pendant sa maladie. Jusqu'au moment

(1) Cass. 27 mars 1901. *Le Droit*, 4 avril 1901. — Le 29 janvier 1901 la cour de cassation sur un pourvoi formé contre une décision d'un juge de paix sur cette question s'était déclaré incompétente car « cette erreur dans l'interprétation de l'art. 3, à supposer qu'elle fût établie, ne serait qu'une erreur de droit ne donnant pas ouverture à cassation ».

Le 1^{er} Février 1901, M. Mirman et plusieurs de ses collègues déposèrent une proposition de loi tendant à déclarer l'indemnité journalière, due pour les dimanches et les jours fériés comme pour les jours ouvrables. V. annexe, 2168. Chambre, 1901.

Le projet du groupe socialiste du 7 février 1901. (annexe n° 2179) décide également que l'indemnité serait « quotidienne » et due à partir du premier jour « dimanches et fêtes compris ».

où il bénéficiera de sa rente viagère, il touchera l'indemnité journalière » (1).

La rente n'est donc pas due à partir du jour de l'accident, mais seulement du jour où la blessure, guérie autant qu'elle peut l'être, s'est transformée en infirmité incurable. Cela résulte bien des débats parlementaires. Mais cette indemnité journalière que l'ouvrier reçoit durant la première période est-elle, définitivement acquise à la victime de l'accident, ou bien n'est-ce qu'une provision, en quelque sorte un à-compte versé sur la rente future ? Le premier système, au point de vue pratique, est de beaucoup préférable ; il est généralement admis, tant en doctrine qu'en jurisprudence. Le second avait trop d'inconvénients ; il nécessitait le versement d'une somme complémentaire si la pension était supérieure à cette allocation journalière, ou dans le cas contraire, une retenue sur les premiers versements de la rente.

Ce point élucidé, et sachant que la rente n'est point due à partir de l'accident, il nous faut trouver son point de départ exact. Deux époques différentes peuvent être prises en considération : 1^o la date de la consolidation de la blessure ; 2^o la date de la décision définitive. L'accord ne s'est point fait en doctrine ni en jurisprudence ; certains tribunaux ont décidé, qu'en principe la pension doit courir à partir du jour où l'état de la victime a été fixé d'une façon définitive « c'est à dire du jour où l'on est fixé sur le caractère de l'incapacité. » On a coutume pour

(1) Chambre. *Journ. Off.* 1897. p. 2221, col. 1.

désigner cette époque, d'employer les expressions : « consolidation de la blessure. » La déclaration précise de M. Ricard, citée plus haut se trouve d'accord avec ce système qui d'ailleurs semble logique. L'ouvrier a droit à l'indemnité journalière jusqu'à consolidation de sa blessure ; mais du jour où les conséquences de l'accident sont nettement fixées, la rente commence à courir. Par cela seul que son incapacité a été matériellement établie, indépendamment de tout accord ou de tout jugement qui la constate, il a droit à la rente édictée pour le cas d'incapacité absolue ou partielle (1).

Ce système, nous l'avons dit, n'est point universellement admis ; on a proposé comme point de départ le jour de la décision définitive. Qu'est-ce d'abord que cette décision définitive ? On est tenté de donner à ce mot une signification, en somme très juridique, mais beaucoup trop étendue. Il ne s'agit évidemment point ici d'une décision judiciaire ayant acquis l'autorité de la chose jugée, mais d'un jugement ordinaire sur le fond en première instance ; peu importe qu'il soit soumis à appel ou à une autre voie de recours. C'est bien en ce sens que l'expression « décision définitive » a été prise par le législateur dans l'art. 16, qu'invoquent les partisans de cette théorie. Cet article déclare, que si la cause n'est pas en état, l'indemnité journalière continuera à être servie jusqu'à la décision définitive. Lorsque la cause sera en état, le tribunal statuera ; il rendra un jugement au fond et ce jugement,

(1) Nancy, 12 déc. 1899. *Dall.* 1900. 2-83. Besançon, 12 mars 1900.

susceptible de voie de secours, sera cependant un jugement définitif au sens où l'entend l'art. 16.

Ceci admis, il ne nous semble pas, que la décision définitive puisse servir de point de départ à la rente. En effet, l'argument de texte tiré de l'art. 16 est inexact. Ce que dit l'art. 16, c'est que l'indemnité temporaire continue à *être servie* jusqu'à la décision définitive, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'un régime définitif soit substitué par un jugement au régime provisoire ; mais le texte n'indique point que le jugement doive servir de point de départ à la rente. Cette disposition n'a été édictée que pour le cas où la demande en indemnité étant portée devant le tribunal, l'état du blessé est encore indécis et ne permet pas de constater si l'incapacité de travail sera absolue ou seulement partielle. Outre l'inexactitude de l'argument de texte, ce système doit être rejeté car il présente un danger très grand. On peut, en effet, envisager l'hypothèse où l'ouvrier aurait intérêt à éterniser le débat pour retarder le versement d'une rente moins avantageuse que le paiement de l'indemnité journalière ; ce cas peut se produire fréquemment en cas d'incapacité partielle ; la rente allouée sera généralement inférieure à la moitié du salaire payé comme indemnité journalière. L'hypothèse inverse se produira également. Il est facile de concevoir l'intérêt que pourrait avoir un patron à retarder ce jugement définitif : la situation provisoire est préférable pour le patron en cas d'incapacité permanente absolue, car il ne verse que la moitié du salaire, alors qu'il sera forcé de payer les deux tiers après le jugement.

Cette théorie semble par suite difficilement acceptable : elle fait dépendre le point de départ de la rente des hasards de la procédure et ne paraît point d'accord avec l'esprit de la loi. C'est à l'état physique de l'ouvrier qu'il faut s'attacher pour déterminer le point de départ de la rente. Sans doute le système que nous préférons a l'inconvénient de nécessiter une compensation entre le montant de l'indemnité versée depuis la consolidation jusqu'au jugement et la rente allouée. Mais cela n'a rien d'inéquitable. Les tribunaux auront à cet égard pleins pouvoirs. Ils fixeront dans leur jugement l'époque de cette consolidation d'une façon approximative, car il sera souvent difficile de la déterminer avec certitude.

En ce qui concerne les accidents mortels, la solution de notre question est très simple. Les ayants cause désignés à l'art. 3 auront droit à la rente fixée à partir du décès à quelque moment qu'il se produise. La victime de l'accident peut avoir touché une indemnité journalière pendant un certain temps ; même elle peut avoir touché une rente pour incapacité absolue, si le décès ne survient qu'après le règlement définitif. Dans ce dernier cas, le patron responsable doit la rente à la victime jusqu'à sa mort, et à partir de ce décès, la rente allouée aux représentants sur leur demande en révision.

Nous connaissons maintenant à partir de quel moment le chef d'entreprise se trouve débiteur des différentes indemnités allouées conformément à la loi de 1898. Doit-on décider que ces rentes sont payables d'avance ou

à terme échu ? L'art. 3 de la loi porte que « les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables par trimestre, » mais il ne parle pas de paiement anticipé. Dans les projet de 1890, 1895, et 1896, on déclarait les rentes payables d'avance. Cette disposition fut critiquée et disparut du texte définitif. Une proposition dans le même sens de M. Bardoux fut rejetée par le Sénat comme étant défavorable et dangereuse pour le patron, astreint en cas de décès du titulaire à des répétitions impossibles en pratique. En s'appuyant sur ces faits, la majorité des auteurs et une grande partie de la jurisprudence, admettent que les rentes ne sont payables qu'à terme échu. Cette obligation ne pourrait être imposée au débiteur de la rente dans une matière spéciale, régie par une loi spéciale, que si un texte l'autorisait ; or, ce texte n'existe pas. Le paiement à terme échu est une règle générale admise en matière de paiement, elle ne doit souffrir que les exceptions résultant de dispositions expresses.

Le silence de la loi ne saurait s'interpréter, comme le font certaines décisions de jurisprudence, en un renvoi aux règles générales en matière de pension alimentaire. On permettrait alors aux tribunaux de déclarer suivant les circonstances les rentes payables d'avance ou non. Une telle décision constitue selon nous une aggravation injustifiée de la loi. Sans doute notre solution dans certaines circonstances peut être rigoureuse ; l'ouvrier blessé ne touchera sa pension que dans trois mois, et d'ici là, peut-être ne

trouvera-t-il point à s'occuper. Il serait bon et humain de lui fournir des subsides en permettant le paiement d'avance, mais le texte actuel ne nous paraît pas avoir laissé cette faculté aux tribunaux.

CHAPITRE X

RÉVISION DE L'INDEMNITÉ

A l'époque de la fixation de l'indemnité, on se trouve encore relativement très près de l'accident, et l'on conçoit que les parties et le tribunal aient pu en apprécier les conséquences d'une façon inexacte. Dans certains cas, les blessures qui avaient paru ne devoir entraîner qu'une incapacité temporaire ou qu'une incapacité partielle, s'aggravent considérablement : des complications peuvent survenir de nature à entraîner même la mort. Par contre, l'infirmité qu'on avait cru permanente peut disparaître et n'entraîner qu'une incapacité partielle de travail (1). Aussi le droit de demander la révision semblait s'imposer car l'immutabilité de la rente aurait conduit à des résultats fâcheux ou iniques. On a pensé avec sagesse qu'il fallait prévoir les cas où, par suite d'une modification dans l'état de la victime, l'indemnité allouée ne sera plus en rapport avec le préjudice qu'elle aura subi. On a voulu reconnaître le droit de révision aux deux parties, mais dans un dé-

(1) V. Rapp. Ricard, Chambre, 1892.

lai assez court, pour que cette possibilité de révision ne menace pas trop longtemps les intéressés.

Avant la loi de 1898, la jurisprudence faisait une distinction en cas de changement dans la situation de la victime de l'accident. Tout d'abord, aucune difficulté ne se présentait lorsqu'on était en présence d'un jugement provisoire ; les juges pouvaient toujours revenir sur leur décision, car il est de principe que l'autorité de la chose jugée ne s'attache pas aux jugements provisoires. Mais en cas de jugement définitif, la jurisprudence antérieure fondait une distinction sur le principe de l'autorité de la chose jugée établi par l'art. 1351 du C. Civ. Le changement de situation constituait-il une aggravation ? La Cour de Cassation admettait que la révision pouvait toujours avoir lieu. En effet d'après l'art. 1351, il faut quatre conditions pour que la nouvelle demande se heurte à l'autorité de ce principe ; or, ici, une de ces conditions fait défaut, à savoir : l'identité de cause, car la victime invoque un préjudice nouveau. Si le changement de situation constituait au contraire une amélioration, la jurisprudence repoussait toute demande en réduction de pension viagère formée par la partie condamnée, car elle tendrait à faire réformer comme inexacte l'appréciation des premiers juges. Cette solution, très rigoureuse était tempérée toutefois par l'admission dans le dispositif du jugement, d'une réserve expresse, autorisant le juge à revenir sur l'appréciation du dommage en cas de guérison ou d'atténuation.

Cette jurisprudence, on le voit, consacrait une inégalité

flagrante entre l'ouvrier blessé et la personne responsable. Cette inégalité, d'ailleurs, ne semble point conforme au texte de l'art. 1351. La nouvelle demande ne heurte jamais l'autorité de la chose jugée. Le demandeur tient le jugement pour bien rendu, mais il fait valoir un fait nouveau de nature à servir de cause à une demande en réduction. On pourrait également critiquer le tempérament admis par la jurisprudence. Cette faculté que se réserve le juge de modifier ses décisions dans l'avenir, semble constituer un excès de pouvoir.

Si nous supposons maintenant un accord amiable entre le patron et l'ouvrier réglant le montant de l'indemnité, pouvait-on en cas de modification de l'état du blessé, demander une modification correspondante de la rente. La jurisprudence n'offre point de documents à cet égard. Cela se conçoit : en effet, l'accord intervenu est, dans la majorité des cas, regardé comme définitif par les deux parties, qui considèrent la situation comme réglée une fois pour toutes. C'était donc l'intention des parties qu'il était nécessaire de rechercher, pour savoir si la révision était possible.

Dans les travaux préparatoires, le projet de 1888 à la Chambre refusait en principe au patron et à l'ouvrier le droit de demander la révision de l'indemnité, sauf dans le cas où le tribunal aurait spécialement réservé cette possibilité. Cette réserve faisait la part trop belle aux fluctuations du hasard. Comment prévoir les cas où l'accident n'a pas encore produit toutes ses conséquences ; comment se

douter que l'état de la victime n'est pas encore consolidé ? A moins d'aboutir à de graves injustices, il eût fallu que cette réserve fût inscrite dans tous jugements sur les accidents du travail, comme une sorte de clause de style. Ce projet de la Chambre excluant en principe toute demande en révision, était critiquable. Il était le résultat d'une interprétation inexacte. En effet, la Chambre créait un tribunal arbitral et d'après elle la création de cette juridiction spéciale devait entraîner logiquement l'exclusion du droit de révision car aucune voie de recours n'est possible contre une décision arbitrale. Sans doute ces décisions ne sont point susceptibles d'être modifiées par les voies de recours ; l'arbitre est un juge en dernier ressort, mais c'est une erreur de droit manifeste de considérer la révision comme une voie de recours. C'est une situation nouvelle que l'on soumet à l'arbitre. Le Sénat fut hostile à cette juridiction extraordinaire et en repoussa la création. La Chambre céda et persistant dans son erreur, il lui sembla logique de rétablir le droit de révision, puisqu'il s'agissait maintenant de la compétence des tribunaux de droit commun. L'accord se fit entre les deux Chambres, et l'art. 19 de la loi fut voté. En somme, l'erreur de la Chambre aboutit dans l'espèce à une disposition équitable : l'égalité entre les parties en présence, au point de vue de la révision.

L'art. 19 reconnaît au patron et à l'ouvrier le droit de faire réviser l'indemnité fixée par le tribunal dans le cas d'atténuation ou d'aggravation de l'infirmité de la victi-

me, ou dans le cas de décès par suite des conséquences de l'accident. Ces trois cas sont les seuls dans lesquels la révision soit possible, car nous sommes ici en présence d'une règle toute exceptionnelle que nous ne pouvons étendre. Nous refuserons donc le droit de révision au patron dans l'espèce suivante : un accident cause dans une usine la mort d'un ouvrier, les représentants de ce dernier obtiennent la rente légale, mais quelque temps après, le patron trouve la preuve évidente que l'accident a été causé par la faute inexcusable de la victime ou même par son fait intentionnel. Il est certain que cette preuve, fournie au moment du procès, eût entraîné soit la diminution, soit le refus de la rente, mais nous ne nous trouvons pas ici dans un des cas prévus par l'art 19 ; c'est pourquoi le patron n'aura à sa disposition que les voies de recours du droit commun (1). L'ouvrier serait dans la même situation si l'hypothèse inverse se présentait.

Donc si un ouvrier, après règlement de son indemnité, voit son état s'aggraver et son incapacité devenir totale, il aura le droit de s'adresser aux tribunaux pour faire augmenter sa pension, pour demander que le tarif des incapacités permanentes totales lui soit appliqué au lieu et place de celui des invalidités partielles. Le blessé seul a le droit d'intenter cette action ; mais la situation qui lui est faite est moins favorable que celle du droit commun car la révision ne lui est permise que pendant trois ans. Ainsi un employé indemnisé pour la perte d'un œil pouvait toujours, s'il venait à perdre l'autre œil, réclamer une

(1) Art. 480, 1^{er} C. Proc. Civ.

nouvelle allocation. Désormais la perte du second œil plus de trois ans après le règlement de l'indemnité ne permettra pas d'obtenir de nouveaux dommages et intérêts, car l'indemnité allouée en vertu de la loi de 1898 ne conserve son caractère provisoire que pendant une durée de trois ans à compter du jour où elle a été fixée.

Pour réussir dans leur demande, l'ouvrier ou le patron demandeur auront à prouver l'existence d'un jugement ou d'un accord amiable dans le cas où cet accord est permis (art. 16). Ils devront démontrer, que l'aggravation dont l'un se plaint ou l'atténuation que l'autre invoque, sont survenues depuis le règlement de l'indemnité, et qu'elles ont entraîné soit une diminution de capacité de travail soit une atténuation de l'incapacité déjà existante. Il est facile de concevoir une aggravation de l'état sanitaire n'entraînant point une aggravation correspondante de l'incapacité de travail. Ainsi un ouvrier déjà titulaire d'une pension pour incapacité permanente totale, n'aura pas droit à une pension plus élevée si son état vient à empirer : son incapacité de travail ne se trouve point augmentée. La preuve de l'aggravation ou de l'atténuation incombera également au demandeur. Toute complication qui résulterait d'un fait nouveau indépendant de l'accident primitif, ne doit pas entrer en compte dans le règlement de l'indemnité. Enfin, si l'aggravation était due au mauvais vouloir de l'ouvrier qui s'est toujours refusé à suivre le traitement ordonné par

les médecins, l'ouvrier devrait en supporter seul toutes les conséquences. Si le défaut de soin était imputable au patron et à l'ouvrier, il y aurait lieu de tenir compte du fait imputable à chacun, dans l'évaluation de la rente nouvelle.

Il ne faut pas confondre avec une demande en révision, les demandes en continuation du paiement des indemnités temporaires. Il peut y avoir désaccord sur la durée de l'incapacité donnant droit à ces indemnités. Le juge n'a qu'à rechercher si l'incapacité temporaire existe toujours. Ce n'est pas là une demande en révision.

La situation du chef d'entreprise se trouve donc désormais meilleure en ce qui concerne la révision des indemnités, puisque d'après la jurisprudence, l'indemnité allouée était définitivement acquise à l'ouvrier. Depuis la loi de 1898, le patron peut, dans le délai de trois ans qui suit le règlement de la pension, en faire opérer la révision par le tribunal. Cette révision ne saurait d'ailleurs aboutir qu'à une nouvelle fixation du taux, mais non pas à une restitution des sommes versées. La rente antérieurement fixée doit être versée intégralement jusqu'à la nouvelle décision du tribunal, qui devra rechercher si l'atténuation possible de l'incapacité de l'ouvrier, n'a pas été prévue par les premiers juges.

En cas de décès de l'ouvrier dans les trois ans, les parents désignés par l'art. 3 pourront réclamer les droits qui leur sont accordés ; mais si le décès est survenu par suite de manque de soins imputable à l'ouvrier, l'allocation des rentes devra être refusée aux ayants droit.

Quel que soit le motif de cette demande en révision, le tribunal chargé de statuer devra éviter toute atteinte à la chose jugée, et par suite ne fonder sa décision que sur l'aggravation ou l'atténuation de l'incapacité. Il ne pourra point accorder une indemnité alors qu'il l'avait refusée dans la première instance, soit qu'il eût été reconnu que l'accident était étranger au travail, soit qu'il y eût acte intentionnel de la victime. Si le patron avait fait la preuve de la faute inexcusable de l'ouvrier, le tribunal qui statuera sur la révision devra, dans son évaluation nouvelle, prendre en considération la réduction établie sur la première indemnité.

Le délai pour l'exercice du droit de révision est, avons-nous dit, de trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties, ou de la décision judiciaire. Cela suppose qu'il y a eu accord amiable ou décision judiciaire intervenue dans le délai de la prescription, c'est-à-dire dans le délai d'un an. Si l'ouvrier n'a rien réclamé dans l'année qui suit l'accident, il est forclos, même si l'aggravation se produit dans les trois ans. Il ne peut agir ni par une demande d'indemnité, puisque son action est prescrite, ni par l'action en révision, puisqu'il n'y a aucun accord à réviser.

Ce délai doit-il être considéré comme un délai préfixe ou comme une prescription ? Cette question n'est pas sans intérêt, car la prescription peut être suspendue pour certaines causes et notamment en cas d'incapacité, tandis que le délai préfixe court même vis-à-vis d'un incapable et

ne se trouve jamais suspendu. Le texte de la loi, et surtout son esprit semblent indiquer qu'il s'agit d'un délai préfixe. Le but de la loi ne serait pas atteint, si le délai pouvait être prolongé par les causes de suspension. Ce que veut la loi de 1898, c'est qu'après trois ans, la situation établie ne puisse plus se modifier. Passé ce délai, quelle que soit la cause du retard, toute demande en révision devra être rejetée. La déchéance édictée par l'art. 19 est d'ordre public dans tous les cas. Nous ne pensons pas qu'il faille distinguer, si le demandeur invoque après trois ans un fait survenu dans le délai légal, et dire que nous trouvons ici, en présence de l'inobservation d'une forme de procédure, à laquelle on ne saurait reconnaître un caractère d'ordre public. Il eût sans doute été désirable en législation, de ne considérer l'ordre public comme intéressé, seulement dans le cas où le fait nouveau s'est produit après le délai de trois ans, et d'admettre dans ce cas seulement le défendeur à invoquer la déchéance en tout état de cause et autoriser le juge à suppléer à la négligence du défendeur. Mais la loi n'autorise point cette distinction. Le texte dit : « La demande est ouverte pendant trois ans » et l'art. 19 interdit toute convention contraire à la loi. Ne serait-ce point modifier tacitement les termes de la loi que d'autoriser une demande en révision plus de trois ans après l'accident ?

La révision pouvant avoir pour résultat, une modification du montant des rentes primitivement allouées, l'art. 19 décide dans son § 2, que le titre de la rente ne sera

remis à la victime de l'accident, qu'à l'expiration du délai de trois ans. Tout titre remis antérieurement ne constituerait qu'un titre provisoire.

CHAPITRE XI

RECOURS CONTRE LES TIERS AUTEURS D'UN ACCIDENT

L'art. 1382 du C. Civ. et les actions de droit commun sont écartées d'une façon formelle par l'art. 2, al. 1^{er} chaque fois que l'accident, peut être classé dans la catégorie des accidents professionnels et qu'il peut être imputé au patron, au personnel ou à l'exploitation elle-même : en un mot chaque fois qu'il s'agit de régler les rapports entre patrons et ouvriers. Mais le système de responsabilité inauguré par notre loi n'embrasse pas tous les cas ; le droit commun trouve encore son application dans l'hypothèse d'un accident causé par la faute d'un tiers.

Un accident, causé par une personne étrangère à l'exploitation, peut cependant avoir un caractère industriel. Par exemple, un malfaiteur pénètre la nuit dans une usine et déboulonne une machine. A la reprise du travail, cette machine s'effondre et écrase plusieurs ouvriers de l'usine. Cet accident est bien un accident professionnel tel que l'entend la loi du 9 avril 1898. Le chef d'entreprise doit en supporter les conséquences bien qu'il n'y

soit pour rien. Mais s'il y a de la part de l'auteur de l'accident un délit ou un quasi délit, il serait singulièrement injuste qu'il échappât à la réparation du préjudice causé par lui. Dans cette espèce envisagée par l'art. 7 de la loi on reconnaît à l'ouvrier ou à ses représentants, deux actions pour obtenir réparation du dommage subi. La première sera dirigée contre le patron, responsable aux termes de la loi et dans les limites fixées. La seconde sera basée sur le droit commun et tendra à obtenir de l'auteur de l'accident une réparation adéquate au dommage. L'art. 7 reconnaît expressément à l'ouvrier l'exercice de ces deux actions, il est aussi conçu : « Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé conformément aux règles du droit commun. L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge. Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, au lieu et place de la victimes ou de ses ayants droits, si ceux-ci négligent d'en faire usage ».

De ces deux actions, il semble que l'une dût être intentée la première. La responsabilité du patron n'est point engagée au même chef que la responsabilité de l'auteur de l'accident, elle n'est en quelque sorte que subsidiaire, tandis que l'autre est principale ; cependant le législateur

ne leur a pas assigné de rang. La victime pourra donc à son choix exercer l'une ou l'autre, agir contre son patron d'abord ou contre le tiers. Elle recherchera uniquement quel est son intérêt personnel. Toutefois elle ne saurait prétendre toucher des deux côtés à la fois, car elle n'a droit qu'à l'indemnité la plus forte, celle que théoriquement l'action de droit commun lui procurera (1).

Son intérêt poussera l'ouvrier, à choisir tantôt l'une tantôt l'autre. En effet l'action fondée sur l'art. 1382 lui fournira, si elle réussit, une réparation plus complète. Mais outre toutes les difficultés de preuve qu'elle comporte, l'insolvabilité de l'auteur de l'accident peut la rendre illusoire et toute théorique. En invoquant la loi sur le risque professionnel, l'ouvrier obtiendra sans doute une indemnité inférieure au préjudice causé, mais il sera assuré du versement régulier des annuités. Cette action aboutira d'ailleurs plus facilement et nécessitera moins de frais (2).

Les deux actions naissent à l'occasion du même fait mais elles présentent des caractères différents. Leur cause n'est point la même. L'action contre le tiers repose sur un délit ou un quasi délit, tandis que l'action contre le patron se fonde sur une obligation légale. Dans un cas, c'est un fait volontaire qui est la base de l'action, dans

(1) Cass. 18 février 1885, 30 juillet 1886. Sir. 1888, 2. 120. Ces décisions bien qu'antérieures à la loi de 1898 doivent être appliquées à notre espèce.

(2) Certains représentants de la victime (frères et sœurs) éliminés par la loi de 1898 pourront par l'action de droit commun obtenir réparation s'ils prouvent avoir subi un préjudice.

l'autre, c'est la loi. Elles diffèrent également quant à leur durée, l'une est soumise à la prescription de droit commun, l'autre à celle d'un an établie par notre loi. Le même tribunal ne sera pas compétent pour les deux actions, car le tiers devra être traduit devant le tribunal de son domicile, tandis que le patron doit l'être devant le tribunal du lieu de l'accident (1). Enfin nous avons déjà constaté qu'elles n'étaient pas soumises aux mêmes preuves et que le montant des indemnités allouées, n'était pas le même dans les deux cas.

Mais si nous supposons l'ouvrier indemnisé intégralement par l'auteur de l'accident, on devra lui refuser toute action postérieure contre le patron ou la société d'assurance. Juridiquement, le fait d'avoir obtenu réparation par une action, enlève le préjudice c'est-à-dire la base de l'autre action. Pour lui reconnaître le droit d'intenter la seconde action, il faut supposer que l'ouvrier n'a obtenu par la première, qu'une indemnité inférieure à l'indemnité forfaitaire de la loi de 1898. Dans ce cas, il peut réclamer au patron le complément. En résumé, le patron peut être exonéré totalement du paiement de l'indemnité; le fait se produira, si la victime a reçu du tiers une indemnité égale ou supérieure à celle qui lui est allouée par la loi. Si cette indemnité est inférieure, le patron devra une rente, dont le montant sera égal à la différence entre la rente versée par le tiers et la rente forfaitaire. Son exonération dans ce cas ne sera que partielle.

(1) Trib. St-Calais, 12 janv. 1900. *Jurisp. du m. commerce*, I, p. 154.

Il se pourra, que les dommages-intérêts alloués par le tribunal ne le soient point dans les formes prévues par notre loi. Peut-être l'ouvrier a-t-il reçu un capital ? Il faudra dans ce cas rechercher le rapport de ce capital avec la rente forfaitaire. Pour faire le calcul du capital représentatif de la rente, il semble légitime de se reporter au tarif de la caisse nationale des retraites. Remarquons au sujet de cette hypothèse, qu'elle peut aboutir à des conséquences contraires à l'esprit de la loi ; l'ouvrier se trouvera indemnisé par le versement d'un capital et non par l'allocation d'une pension. C'est là une difficulté d'application qu'il appartient aux tribunaux de corriger en prenant les mesures nécessaires.

Enfin l'exonération du patron est subordonnée à cette condition que l'indemnisation de l'ouvrier ait été effective. Il ne suffirait point que le tribunal eût condamné l'auteur de l'accident à verser le capital ou à servir une rente. Il faut encore que ce capital ait été versé. L'insolvabilité du tiers responsable peut donc écarter l'exonération du patron.

Envisageons maintenant l'action du patron contre le tiers auteur de l'accident, et recherchons le caractère juridique de ce recours, donné au chef d'entreprise en cas de négligence de l'ouvrier. Dans son commentaire de la loi de 1898, M. Serre considère qu'il y a là une action en garantie. Cette opinion se fonde sur l'idée que le tiers est le débiteur principal de la dette, et que le chef d'entreprise n'étant responsable que subsidiairement, doit être

considéré comme une caution. On permettrait ainsi au patron d'agir contre le tiers avant même d'avoir payé. Mais ce système semble erroné : une caution, même solidaire, est toujours un débiteur accessoire. Sa dette est indivisible et connexe à celle du débiteur principal, tandis qu'ici les deux actions ont des sources différentes. Ce sont deux actions directes et principales ; en somme l'analogie avec la caution est assez superficielle. Cette question n'est pas sans intérêt pratique. En effet, si l'art. 7 permet l'application des principes de la garantie, on accordera au patron le droit d'appeler l'auteur responsable devant le tribunal déjà saisi, par une action en garantie ; si, au contraire, on n'assimile point le patron à une caution, on le forcera à agir par voie d'action directe et principale.

Nous pensons que l'art. 7 établit un cinquième cas de subrogation légale que le législateur de 1898 a ajouté à ceux déjà prévus par l'art. 1251 du C. Civ. ; on a essayé de trouver dans l'alinéa 3 de cet article, la base de cette subrogation, mais ce texte n'est pas applicable : il envisage une dette unique, ce qui n'est point notre cas. Aussi la loi a dû créer une hypothèse nouvelle de subrogation légale.

Il est intéressant à ce point de vue de comparer la situation du chef d'entreprise avec celle d'une compagnie d'assurance, en cas de sinistre causé par un tiers. Cette situation est analogue à la nôtre. Le sinistré a en face de lui, deux débiteurs tenus en vertu de causes différentes

et il ne peut point cumuler le bénéfice de ces deux actions. Enfin la Cie peut exercer son recours en son lieu et place contre le tiers responsable. Une jurisprudence déjà ancienne avait admis qu'il y avait là un cas de subrogation légale fondée sur l'alinéa 3 de l'art. 1251. Elle s'est modifiée avec raison. Il n'y a pas subrogation légale dans ce cas ; ce qui le prouve c'est qu'il a paru nécessaire d'établir législativement cette subrogation dans le cas d'hypothèque maritime. La pratique a remédié à ce défaut de subrogation en insérant une clause dans les polices, en vertu de laquelle la compagnie se trouve subrogée dans tous les droits de l'assuré contre le tiers responsable. Mais la jurisprudence voit dans cette clause une cession de droits éventuels. Ce n'est point pour elle une véritable subrogation conventionnelle, car elle a lieu à un moment différent du paiement. Ce ne peut donc être qu'une cession. Il en résulte que l'assureur ne pourra agir contre le tiers qu'après avoir rempli les formalités de l'art. 1690 du C. Civ. c'est-à-dire après signification au débiteur. Il pourra agir dès le sinistre avant d'avoir payé le sinistré ; on devrait même décider que l'indemnité allouée par le tribunal à la compagnie sera acquise à cette dernière, même si elle est supérieure au paiement fait par la compagnie. La cession est essentiellement un acte de spéculation. Mais la jurisprudence recule devant cette conséquence.

Le patron au contraire, ne sera pas soumis à ces mêmes formalités si nous le considérons comme subrogé léga-

lement. La signification est inutile et si l'indemnité versée par le tiers se trouve supérieure à celle imposée au patron, le surplus profite à la victime. De plus le chef d'entreprise ne saurait agir avant le règlement de la situation, il faut que le montant de la pension qu'il doit fournir, soit liquidé par justice ou par accord amiable. Dès cet accord, le patron peut agir mais il ne pourra pas demander à l'auteur de l'accident une somme supérieure à celle qu'il doit verser. Or, comme il ne doit qu'une pension, il ne saurait exiger le versement d'un capital mais il pourra réclamer des sûretés suffisantes. (1)

(1) — La Jurisprudence décide que l'action du patron n'est pas une action en garantie. Dijon 15 Mars 1900. *Gaz. Pal.* 1900-1 570. *France judic.* 1900 p. 237.

De même elle décide que sa situation est celle d'un débiteur principal subrogé aux droits de son créancier envers un autre débiteur principal. Seine 19 Février 1900. *Gaz. Pal.* 1900.1. 437. Dijon précité. Seine 7 Avril 1900 *Gaz. Pal.*, 1900 1-634. Paris 28 Avril 1900. *France judic.* 1900 p. 338.

CONCLUSION

Nous avons successivement envisagé les diverses dispositions relatives à l'indemnité forfaitaire, établie par la loi du 9 avril 1898 ; nous les avons interprétées de la façon qui nous a paru la plus logique, en nous basant sur les textes et les travaux préparatoires, et nous avons montré certaines conséquences, quelquefois heureuses, quelquefois critiquables, auxquelles ces dispositions aboutissaient. Il est certain que le développement de l'industrie à notre époque, nécessitait une modification au principe de responsabilité, admis dans notre Code civil. Mais la loi de 1898 n'y a apporté qu'une modification incomplète et bien imparfaite. Dans la pensée même de ceux qui l'ont votée, la loi ne fut jamais considérée comme complète et définitive. Elle fut adoptée avec la certitude de remaniement prochain, comme loi indispensable du moment.

Elle est incomplète, parce qu'elle ne s'applique qu'à une certaine catégorie d'ouvriers, parce qu'elle n'embrasse pas toutes les industries. Le législateur a fait une sorte d'essai qu'il tendra à généraliser ; l'expérience n'en restera pas là et dans un laps de temps plus ou moins long, on mettra sur un pied d'égalité tous les ouvriers quel que

soit l'atelier dans lequel ils travaillent. Si ce principe est bon en lui-même, il n'y a aucune raison pour laisser subsister entre les travailleurs, une inégalité choquante. Pourquoi le même accident donnerait-il droit à une indemnité s'il survient dans un atelier et non s'il survient dans un autre? Il est inadmissible que les ouvriers soient soumis à deux législations différentes.

La loi du 9 avril 1898 est imparfaite ; M. le ministre du Commerce le reconnut expressément à la tribune du Parlement lors de l'ajournement de la date de la mise en vigueur. Nous avons, au cours de notre étude, montré certaines de ces imperfections qui nécessiteront un remaniement très complet de la loi. M. Beauregard, dans la préface de l'ouvrage de MM. Vassart et Nouvion-Jacquet, semble avoir trouvé la principale de ses imperfections. Les conditions nouvelles de la responsabilité industrielle ont amené une grande augmentation des primes d'assurance et il est à craindre que la charge de ces primes ne devienne trop lourde surtout si le nombre des accidents augmente en France comme en Allemagne. Des entreprises qui autrefois versaient une prime de 0,60 ou 0,70 % du salaire des ouvriers employés payent désormais 5 et 6 %. Ces charges excessives imposées à l'industrie ont un danger pour elle ; les conséquences en seront aussi pénibles, aussi désastreuses pour l'ouvrier que pour le patron. Sans doute cette dépense supplémentaire devrait, en théorie, être supportée par le consommateur. Mais l'augmentation du prix arrête la consommation ; on n'exporte

que si l'on peut produire à meilleur compte que les manufactures étrangères. Pendant un certain temps, il y a un ralentissement dans la production quelquefois même un arrêt, une crise supportable pour les grands industriels qui ont des réserves importantes, mais qui peut-être empêchera l'industrie française de lutter avec succès contre la concurrence si redoutable de l'étranger (1). Les petits industriels appréhendent avec crainte cette crise, car ils n'ont pas de fonds de réserve pour soutenir la lutte et si l'on étend les principes admis à tous les ouvriers, les petits patrons succomberont sous le poids écrasant de ces charges nouvelles, résultant d'accidents que la vigilance la plus active ne saurait écarter. Et cela est si vrai que les réclamations les plus nombreuses au sujet de la loi de 1899, proviennent de l'industrie du bâtiment ; une de celles qui renferment le plus de petites entreprises.

On répondra peut-être, que la fixation de l'indemnité est le résultat d'un forfait établi sur des statistiques et que si le patron paie plus souvent, il paie moins. Cela semble inexact. Si nous considérons les accidents les plus graves, entraînant incapacité absolue de travail ou la mort, sans doute, le maximum d'indemnité était en droit, la réparation intégrale du préjudice causé c'était le 100 %.

(1) Les indemnités forfaitaires stipulées dans les législations étrangères ne sont point aussi élevées. En Autriche et surtout en Angleterre elles sont plus faibles. En Allemagne où elles sont cotés au même % du salaire, il faut noter que les treize premières semaines d'incapacité de travail sont à la charge des caisses de maladies, aux dépenses desquelles les ouvriers contribuent dans une large part.

du salaire ; mais en fait ce maximum n'était jamais atteint sauf en cas de dol du patron. Les tribunaux accordaient la moitié, les deux tiers du salaire en réparation d'un accident, mais pas plus. Désormais, le patron paye 60 % du salaire en cas de charge de famille et 66 % en cas d'incapacité permanente absolue ; mais il paie dans tous les cas, s'il est en faute sans doute, s'il y a cas fortuit, même s'il y a faute de l'ouvrier, tandis qu'antérieurement il n'était responsable que de sa faute. Le forfait semble donc plutôt imaginaire, puisqu'on applique à tous les cas, l'indemnité la plus élevée qui fût accordée à l'ouvrier sous le régime du droit commun.

Ce taux de l'indemnité est d'autant plus lourd pour l'industrie, que le législateur lui fait supporter non seulement les dommages qu'elle cause directement, mais aussi des conséquences indirectes, qui ne devraient point à notre avis, engager sa responsabilité. Elle est responsable de son personnel et du préjudice que le travail cause à ce personnel ; sans doute, mais notre loi va beaucoup plus loin et elle fausse ainsi le caractère du risque professionnel. La réparation des accidents du travail doit être contenue dans une loi de justice, dans une loi d'assurance, on ne saurait sans mélanger deux principes bien distincts, la faire rentrer dans une loi d'assistance. Le préjudice direct causé par l'industrie doit être réparé par elle seule ; tout ce qui touche à l'assistance, à la bienfaisance, au contraire, est une charge morale de l'humanité toute entière, qu'il est injuste et dangereux

de faire supporter à l'industrie. Il faudrait donc éliminer de la loi toutes considérations humanitaires, qui s'écarteront du principe même du risque professionnel. Cette élimination aurait pour conséquence une tarification unique de l'indemnité, quel que soit l'état civil de la victime. Peu importe qu'il ait un conjoint, des enfants, des ascendants à sa charge ; il n'y a entre ceux-ci et l'industriel aucun contrat qui les lie ; ils ne sont jamais entrés dans l'usine, pourquoi le patron répondrait-il de leur existence ? Un motif de pur droit ne peut ici être invoqué ; seules des considérations d'humaine pitié, des sympathies pour des malheureux dont la situation est assurément digne d'intérêt, mais qui s'écartent du principe de la responsabilité, ont fait adopter cette double tarification en cas d'accident mortel survenu à un ouvrier célibataire ou à un père de famille. Pour mettre la famille de l'ouvrier à l'abri du besoin, il faut créer des caisses de secours, encourager la mutualité, dont c'est le but normal : il faut s'adresser à l'assistance publique ou à la charité privée, mais non pas faire supporter à un certain nombre d'industriels, ce qui est une charge morale de tout le monde.

Enfin en écartant l'idée de faute pour établir la responsabilité et en assurant une indemnité, quelle que soit la cause de l'accident, la loi diminue chez l'ouvrier, le soin de sa propre sécurité et chez le patron la préoccupation de se soustraire à cette responsabilité en garantissant davantage la sécurité de ses ouvriers. Aussi l'augmentation du nombre des accidents est-elle à prévoir et déjà

les nombreuses contestations qui sont soumises aux tribunaux semblent nous donner raison. Il faudrait laisser à chacun la responsabilité de sa faute lourde, chercher une transaction entre le principe nouveau de la loi de 1898 et la théorie équitable et juridique de la faute admise par le droit commun. L'accident résultant d'une faute lourde du patron entraînerait à sa charge une responsabilité complète et la victime obtiendrait une indemnité égale au préjudice, par contre elle n'aurait droit à aucune allocation, lorsqu'elle aurait par sa faute grossière causé l'accident. On appliquerait le droit nouveau aux cas fortuits et même aux accidents causés par la faute légère car elle est souvent trop intimement liée au cas fortuit pour l'en pouvoir distinguer.

Nous avons vu au cours de notre étude, bien d'autres imperfections qui nécessiteraient un remaniement complet de la loi du 9 avril 1898. Il est peu probable cependant que l'on procède à une refonte générale de ces dispositions, qui aux yeux de leurs auteurs devaient faire œuvre d'apaisement social. La loi de 1898 a mécontenté les uns et les autres et envenimé les relations entre patrons et ouvriers. Elle est le résultat d'une transaction, intervenue entre les partis politiques, fatigués de se livrer depuis dix-huit ans à des débats stériles, sur une question qui intéresse au plus haut point le monde industriel. Elle ne s'inspire point de cette vérité, qu'il y a une étroite solidarité entre les industriels et les travailleurs ; bien au contraire, guidée par un esprit de défiance

contre le patronat, elle ne cherche point à concilier les intérêts du capital et du travail, qui cependant sont attachés l'un à l'autre par des liens indissolubles.

Vu .

Le Président de la thèse,
ESTOUBLON.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
BIBLIOGRAPHIE.....	VII
INTRODUCTION	
Régime antérieur à la loi. Considérations générales sur cette loi	
CHAPITRE I	
Application de la loi du 9 avril 1898	
SECTION PREMIÈRE. — Des industries visées par la loi.....	14
SECTION DEUXIÈME. — Débiteur et créancier de l'indemnité.....	29
CHAPITRE II	
Accidents donnant droit à l'indemnité	
SECTION PREMIÈRE. — Accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail.....	43
SECTION DEUXIÈME. — Exclusion des maladies professionnelles et des accidents légers — Preuve.....	49
CHAPITRE III	
De l'indemnité allouée suivant les conséquences de l'accident.	
SECTION PREMIÈRE. — Caractères généraux de l'indemnité.....	58
SECTION DEUXIÈME. — Frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires.....	65
SECTION TROISIÈME. — Indemnités dues pour incapacités permanentes et pour incapacités temporaires.....	73
CHAPITRE IV	
Des accidents mortels	
SECTION PREMIÈRE. — Droits du conjoint et des enfants.....	89
SECTION DEUXIÈME. — Droits des ascendants et des descendants.....	98
APPENDICE. — Cumul des indemnités.....	108

CHAPITRE V

Forme de l'indemnité

Règle générale. — Paiement sous forme de rente

SECTION PREMIÈRE. — Paiement en capital.....	116
SECTION DEUXIÈME. — Autres modes de paiement. Réversion partielle sur la tête du conjoint.....	133

CHAPITRE VI

Base de l'indemnité. — Le salaire

SECTION PREMIÈRE. — Généralités sur le salaire. — Le salaire quotidien	143
SECTION DEUXIÈME. — Le salaire annuel	157

CHAPITRE VII

Conséquences des causes de l'accident sur la responsabilité
du patron

SECTION PREMIÈRE. — Cas fortuits — Force majeure — Cause inconnue et faute légère.....	179
SECTION DEUXIÈME. — Faute inexcusable.....	183
SECTION TROISIÈME. — Conséquences de la faute inexcusable pour le patron et pour l'ouvrier.....	200
SECTION QUATRIÈME. — Du fait intentionnel.....	208

CHAPITRE VIII

Dispositions spéciales de la loi

SECTION PREMIÈRE. — Des ouvriers mineurs de 16 ans et des apprentis	212
SECTION DEUXIÈME. — Ouvriers gagnant plus de 2400.....	218
SECTION TROISIÈME. — Ouvriers étrangers.....	223

CHAPITRE IX

Lieu de paiement — Point de départ des pensions et des indemnités.....	235
---	-----

CHAPITRE X

Révision de l'indemnité.....	246
------------------------------	-----

CHAPITRE XI

Recours contre les tiers auteurs d'accidents.....	256
CONCLUSION.....	264

